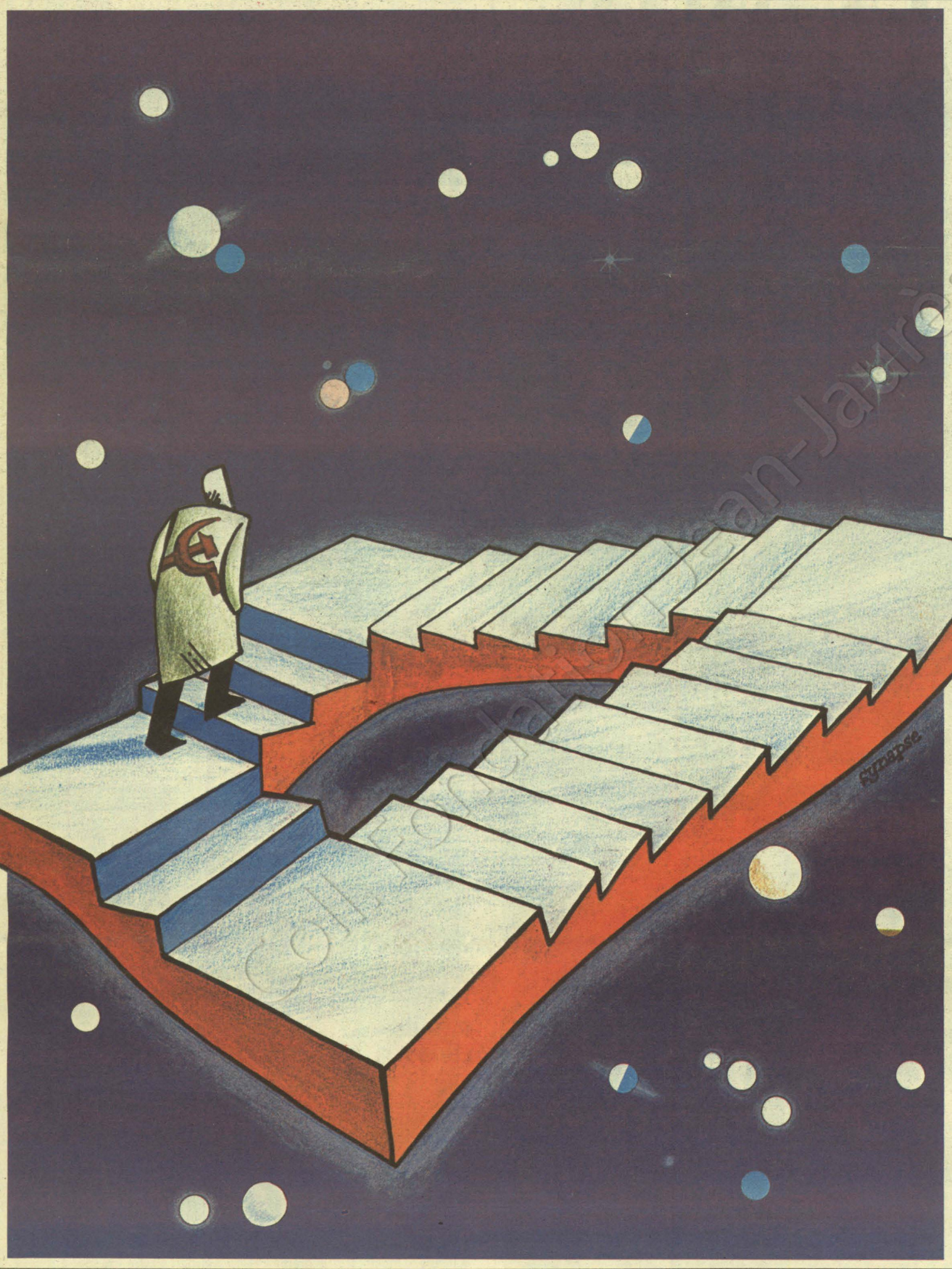
l'unité

M 2805 - N° 574 - 8 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 12 octobre 1984



A QUOI SERT LE P.C.F. ?

Le Parti communiste français est-il un parti comme les autres ? A partir de cette semaine « l'Unité » fait appel à des « témoins » qui sont ou ont été membres du P.c.f. ou dans sa mouvance, et dont la somme des itinéraires personnels constitue un document original et essentiel pour comprendre un phénomène qui concerne toute la gauche.

LA PROCHAINE BATAILLE SE JOUERA AU JAPON

En se rendant au Japon avec les représentants de quatre cents entreprises françaises, Edith Cresson lance une première vague d'assaut sur un marché très fermé

LES ANIMAUX RENATURÉS

Lynx, vautours, castors, aigles... des animaux qui avaient disparu de notre environnement, victimes des dégâts du progrès. Aujourd'hui des équipes de protecteurs de la nature les « réimplantent »

ZERO A ZERO... LA BALLE AU CENTRE

Requinqués par un été miraculeux, les apôtres du juste milieu se sentent pousser des ailes et rien, ou presque, ne les retient plus de se donner à Raymond Barre

PAR MARTINE DUCOUSSET

PETITE devinette. Qui a dit récemment : « Aujourd'hui, nous sommes en « terra incognita ». L'époque d'une France coupée en deux est révolue » ? Mais un centriste bien sûr. En l'occurrence Olivier Stirn, député du Calvados, ex-membre du Parti radical et fondateur, à la veille des élections européennes, de l'U.c.r. (Union centriste radicale). Un centriste de toujours, un qui croit dur comme fer et depuis longtemps aux vertus de ce qu'il pense être le juste milieu.

Quelle résurrection, cet été, pour tous ceux que la bipolarisation du débat politique avait condamnés au silence ! Là, ils s'en sont donné à cœur joie, les Stasi, Barrot et autres Méhaignerie. Enfin, on les sollicitait, enfin on les écoutait. Eux qu'on regardait jadis avec commisération pouvaient relever la tête : ils avaient l'honneur, ni plus ni moins, d'appartenir à la « deuxième droite ».

Car tout est venu de là. De « l'effet Fabius » et de la décrispation qui ont permis l'émergence d'une droite « différente », moins sectaire parce que prête au dialogue. Pour les centristes, c'était du pain béni. L'occasion d'affirmer leur existence en se démarquant de l'opposition musclée, style bulldozer, du R.p.r.

C'est le fameux : « Compromis avec le pouvoir, non ! Décrispation, oui ! » lancé par Pierre Méhaignerie, président du C.d.s. au cours de l'université d'été des jeunes démocrates sociaux. C'est la tribune libre de Bernard Stasi, député du C.d.s. de la Marne, dans les colonnes du « Monde » : « La plus grande sérénité du débat doit permettre de reconnaître, de rechercher même les terrains d'entente et, aussi, de souligner les vraies divergences sur les vrais problèmes de notre société (1). » C'est enfin l'attitude de Dominique Baudis, maire C.d.s. de Toulouse, qui accueille le Premier ministre dans sa ville et déclare : « Il ne s'agit pas de décrispation, mais d'une attitude constructive et positive sur des questions qui intéressent les Toulousains, mais aussi l'Etat. »

Pas vraiment crispés

Et c'est vrai qu'ils n'ont jamais vraiment été crispés, tous ces centristes — mis à part, évidemment, des individualités comme l'inénarrable et inamovible Jean Lecanuet. Seulement, quand ils fredonnaient quelques mesures de l'air de la tolérance, on leur conseillait vivement de réintégrer leur placard. Les initiatives présidentielles de l'été leur ont redonné un sacré tonus.

Merci, François Mitterrand donc, et aussi merci, Raymond Barre. Avec l'ancien Premier ministre les centristes, déconcertés par le silence de Giscard, le vacarme de Chirac et l'effacement de Simone Veil, se sont trouvé un sauveur. Un vrai capitaine plébiscité par ceux qui veulent, selon la formule de Pierre Méhaignerie, « changer la politique ». Jacques Barrot, député de la Haute-Loire, n'y va pas par quatre chemins : « La chance de la « deuxième droite », d'une nouvelle opposition, c'est Barre. Celui-ci lui donne une autre dimension, celle du sérieux, et de l'avenir (2). »

Mais si les centristes se sont servis de Barre pour se refaire une jeunesse, Barre s'est encore davantage servi d'eux pour peaufiner son image de marque de candidat à l'Elysée. Le député du Rhône a très vite senti d'où venait le vent. Et il a sans doute été l'un des premiers à tirer la leçon du score réalisé par le Front national aux élections européennes. Rejet de la différence et xénophobie chez certains électeurs certes, mais aussi rejet de la politique politicienne et des querelles de partis.

Premier couac

La solution, pour lui, c'était d'apparaître ailleurs, hors de « la bande des quatre ». Et qui mieux que les centristes pouvaient lui baliser la route ? Lui offrir le tremplin de ses rêves ? En avant donc pour la décrispation tous azimuts et le « parler-vrai ». Les centristes en étaient complètement remués.

Seulement forcément, plus les échéances électorales se rapprochent, et plus se fait sentir la nécessité d'entrer pour de bon dans l'arène politique. Même pour un professeur en économie qui se veut au-dessus de la mêlée. Ce fut alors l'épineux problème de la « cohabitation », dénoncée inlassablement par Raymond Barre, tandis que Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing ne montraient aucun scrupule de ce genre.

Un premier couac, mais de taille, pour le « non-politicien » de service. Parce que tout le monde a compris que son discours rigide était parfaitement politicien. « Cohabiter » en 1986, dans l'éventualité d'une victoire de la droite aux élections législatives, c'est, pour Raymond Barre, se griller deux ans plus tard. Perdre, parce qu'il se serait « compromis », en gérant la crise et la rigueur, son statut d'homme providentiel.

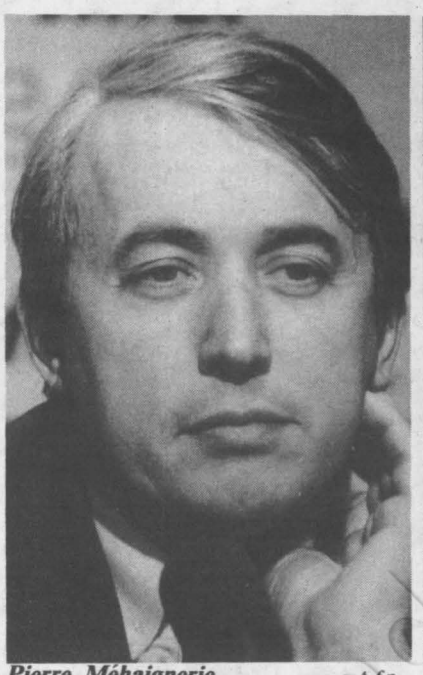
Tout ça, c'est de la cuisine — mais qui donc, précisément, nous parlait de ratatouille ? De la cuisine qui embête bien les décrispés centristes. Eux, quand ils parlent de « changer la politique », ils sont, pour la plupart, sincères. Alors, pensez, le sauveur qui abîme son auréole, ça fait mal. Ça désillusionne, quoi.

Mais les centristes, au fait, qu'est-ce que c'est ? Vieille tarte à la crème. Entre la « troisième voie » et le marécage poisseux, tout est possible. Et qu'y a-t-il vraiment de commun entre un Bernard Stasi, véritable homme de dialogue, et un Jean Lecanuet, bien vif à réclamer de façon tonitruante la dissolution de l'Assemblée nationale ? Entre un Jacques Barrot, plutôt conciliant, et un René Monory, campant fermement sur ses positions : « La recherche d'une éventuelle deuxième droite échouerait. En politique, il faut de la clarté. »

O.k. Pour Lecanuet et Monory, c'est clair. Ils sont giscardiens de choc. Et de droite. Les autres ? Ils sont barristes. De droite. Décrisper n'est pas changer de camp. Ni de morale. Quand Pierre Méhaignerie déclare, après l'émission d'Antenne 2 à laquelle participait le Premier ministre : « Les affirmations de M. Fabius sont une terrible condamnation de la gauche, et encore plus de M. Mitterrand », se situe-t-il vraiment en « terra incognita » ? Que la gauche, confrontée à la crise, ait dû parfois changer son fusil d'épaule, c'est sûr. Mais la gauche, n'est-ce pas aussi une certaine idée de l'homme. Si les centristes la partagent, tant mieux. Mais peut-on vraiment concilier Jaurès et Raymond Barre ? ●

(1) « Le Monde » du 5 septembre 1984.
(2) « Le Matin » du 30 août 1984.

Pascal Lebrun



Pierre Méhaignerie. *A.f.p.*



Olivier Stirn.



Bernard Stasi.



Laurent Fabius recevant Dominique Baudis. *A.f.p.*



Coll. Fondation Jean Jaurès

L'éditorial

LA MISERE UN ENJEU POLITIQUE?

PAR CLAUDE ESTIER

LES « nouveaux pauvres » ! Le sujet ne serait pas si grave qu'il y aurait de quoi de s'étonner – pour ne pas employer d'autre mot – de cette soudaine sollicitude dont les dirigeants de l'opposition et la plupart des médias font preuve à l'égard de nos concitoyens les plus démunis.

Dans un pays riche comme la France cette pauvreté, hélas, existe. Elle est vécue, si l'on peut dire, par des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants. Elle est l'une des illustrations des profondes inégalités sociales qui marquent notre société. Contrairement à ce que l'on voudrait nous faire croire, elle n'est pas « nouvelle ». L'abbé Pierre qui a su trouver des mots justes après avoir été reçu mardi par Laurent Fabius en sait quelque chose, lui qui, depuis plus de trente ans, consacre sa vie à aider les plus miséreux. Lionel Stoleru qui fut ministre sous Giscard a aussi écrit sur ces exclus avant que la gauche arrive au pouvoir en 1981.

Il est évident que l'accroissement du chômage et surtout l'allongement de sa durée aggravent ce phénomène de pauvreté dans la mesure où notre système de protection sociale, aussi avancé qu'il soit par rapport à celui d'autres pays, abandonne à leur triste sort toute une série de personnes qui n'ont pas ou qui n'ont plus de « droits » à être secourus. Il y a longtemps déjà que les cas de ces personnes occupent plus de la moitié des permanences des élus. Il n'est donc pas étonnant que l'ensemble des maires des grandes villes de France, qui savent bien de quoi il s'agit, se soient saisis du problème auquel le gouvernement s'efforce de son côté d'apporter des solutions qui ne peuvent pas venir que de l'Etat.

Il y a urgence car il est intolérable qu'en 1984 des enfants aient faim dans un pays comme le nôtre. Mais il est indécent de se servir d'un tel sujet à des fins de polémique politique. Ce ne sont en tout cas pas ceux qui se réclament du « libéralisme » à tout crin qui peuvent en cette matière nous donner des leçons. Lors de son débat télévisé avec Walter Mondale, Ronald Reagan tant admiré par l'opposition française a dû admettre que sous son mandat le nombre d'Américains vivant au-dessous du seuil de pauvreté n'avait pas cessé d'augmenter. Et l'on sait ce qu'il en est en Grande-Bretagne où l'archevêque de Canterbury vient de dénoncer avec éclat les conséquences sociales dramatiques de la politique de Margaret Thatcher.

Oui, il y a des pauvres en France et c'est inacceptable. Le gouvernement en est conscient, et Georgina Dufoix, ministre des Affaires sociales, confirmait dimanche soir à T.f.1 que c'était bien une de ses préoccupations premières. Elle disait aussi, fort justement, que c'est l'affaire de tous, la solidarité indispensable dans une période de crise qui n'est pas près de son terme devant venir de ceux qui ont vers ceux qui n'ont pas. Sur ce plan, au lieu de se cantonner dans un sempiternel appel à l'Etat, que nos prétendus « libéraux » ne cessent par ailleurs de rejeter, il y aurait beaucoup à dire et à écrire. Si les moyens d'information ont un rôle pédagogique à jouer, ce devrait être celui-là, plutôt que de se payser du matin au soir de gros titres et de mots à la mode qui transforment en enjeu politique une triste réalité.

AQUITAINE: L'OVALIE ATTEND UN ARBITRE

L'Aquitaine, où le président de la République est actuellement en voyage officiel, possède de nombreux atouts mais a aussi quelques raisons de s'inquiéter pour son avenir. Elle le dira avec mesure à François Mitterrand.

PAR JEAN-PIERRE BEDEI

(de notre envoyé spécial)

« L'AQUITAINE, ce n'est pas seulement la bonne chère ! » Au pays du foie gras et du Sauternes reléguerait-on la gastronomie au musée de l'Histoire ? Non. Vivace, l'épicurisme l'est encore dans le Sud-Ouest. Et les produits du terroir, inépuisables, ont de quoi le nourrir pendant des lustres. Mais en Aquitaine on s'irrite un peu de voir l'image de marque de la région réduite à un art de vivre et à des itinéraires touristiques.

Discrète, l'Aquitaine recèle d'autres atouts. Qu'elle compte bien faire valoir auprès de François Mitterrand, en visite officielle dans les cinq départements de la région du 11 au 13 octobre. « Généralement lorsqu'on évoque l'aéronautique, on pense à Toulouse, mais sait-on que l'Aquitaine constitue en réalité le premier bassin européen en matière d'aérospatiale et d'aéronautique avec 27 000 emplois ? » interroge Philippe Madrelle, président du Conseil régional. « Sans l'Aquitaine, Ariane ne peut pas décoller puisque c'est la Société européenne de propulsion (la S.e.p.) qui fabrique ses moteurs », renchérit Alain Anziani, un de ses proches collaborateurs. La S.e.p., la S.n.e.c.m.a., la S.o.g.e.r.m.a., la S.n.i.a.s. à Bordeaux, Dassault à Bordeaux et Bayonne, Creuset à Marmande, Turbonneca à Bordes forment un solide capital technologique. « Il faut transférer ces technologies de pointe dans les P.m.e. et P.m.i., estime Madrelle. Notre région a manqué les deux premières évolutions industrielles. Elle doit être au rendez-vous de la troisième : celle de l'électronique. L'institut de matériaux composites créé il y a quelques mois montre que les transferts de technologie donnent des résultats. »

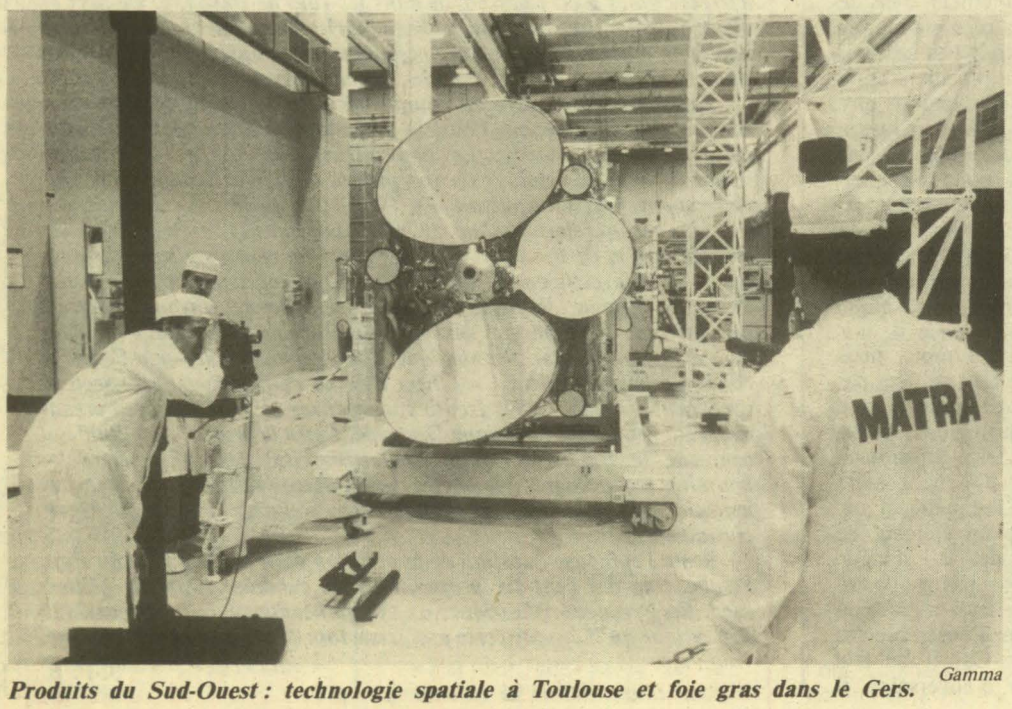
Deuxième atout pour la région : les industries de la santé. Un domaine dans lequel l'Aquitaine se situe parmi les premiers pôles européens avec la pharmacologie dans le Bordelais et le génie biologique et médical dans le bassin de l'Adour.

Loin d'être un « désert », comme on le prétend souvent dans les bureaux parisiens, l'Aquitaine fait plutôt figure de « terre d'avenir ». D'autant plus qu'elle axe ses efforts sur son industrialisation. Le Conseil régional fonde de gros espoirs sur l'implantation à Bordeaux d'une Technopole, conçue sur le modèle de Sophia-Antipolis (voir « l'Unité » n° 573), qui doterait l'Aquitaine d'une zone industrielle susceptible d'accueillir des entreprises de très haut niveau technologique. Il s'est également fixé une politique d'ouverture vers l'étranger. L'Aquitaine sera représentée à l'Expo des régions de France à Tokyo et enverra du 11 au 17 janvier 1985 une « mission exportation » en Algérie. Objectifs : développer les relations scientifiques et commerciales, mais aussi attirer, pourquoi pas, des entreprises algériennes sur le sol aquitain.

L'intensification de l'industrialisation s'est également imposée comme une priorité au niveau des communes. A Mérignac (Gironde), troisième ville aquitaine (55 000 habitants), Michel Sainte-Marie a carrément transformé l'image de sa commune : « la ville verte » est devenue la ville à « l'esprit d'entreprise ». Dans le secteur industriel, un nouveau dynamisme est né en 1980, depuis que Mérignac joint « l'atout rocade » à « l'atout aéroport ». Déjà 120 hectares de terrain sont utilisés. Remplie, la zone du Phare est en voie d'extension. Entre 1981 et 1983, huit implantations d'entreprises ont créé 200 emplois. Actuellement, sept entreprises (300 emplois) sont en cours d'installation. Le Parc Club Cadera a accueilli 65 sociétés depuis 1981, soit environ 600 personnes. Profitant des nouvelles compétences reconnues aux collectivités locales par la loi de décentralisation, Mérignac s'est dotée d'un service d'action économique qui a pour vocation d'apporter assistance à l'installation des entreprises (recherche de locaux, montage et suivi des dossiers, exonération de la taxe professionnelle).

A l'autre bout de la chaîne administrative, à Paris, les ministres « aquitains » donnent quelques coups de pouce aux dossiers de la région et plaident la cause de celle-ci dans les milieux industriels. « Je joue un rôle de relations publiques », commente Catherine Lalumière, ministre de la Consommation et tête de file de l'opposition municipale à Bordeaux. Bref, on pousse à tous les niveaux pour engager l'Aquitaine dans ces fameuses mutations industrielles. Plus que nécessaire, cette démarche se révèle impérative. En Aquitaine, la récession économique, moins spectaculaire qu'ailleurs, car elle touche un tissu de P.m.e. et P.m.i., fait sans doute aussi plus de ravages. Le taux de chômage en Aquitaine est supérieur à la moyenne nationale : 9,8 % contre 9,2 %. « Nous atteignons un chiffre record de 2 087 licenciements autorisés mensuellement sur les sept premiers mois de 1984, affirme Jean Dartigues, secrétaire régional de la C.g.t. A la fin de 1983, nous en étions à 1 800 et au début de cette même année à 1 300. » A tel point que la situa-

(suite en page 4)



Gamma



Viva

Produits du Sud-Ouest : technologie spatiale à Toulouse et foie gras dans le Gers.

LE P.S. EN QUESTIONS

Un questionnaire original adressé à toutes les sections doit permettre aux militants de dire ce qu'ils pensent de la modernisation.

PAR ANTOINE VIOLET

C'EST par un questionnaire adressé à tous les militants que le Parti socialiste avait préparé en 1978 l'élaboration de ce qui devait devenir le Projet socialiste. La même méthode est remise à l'honneur pour préparer la Convention nationale convoquée pour les 15 et 16 décembre prochains sur le thème « Modernisation et progrès social ».

Pour lancer le débat, le secrétariat national aux études, sous la responsabilité de Dominique Strauss-Kahn, vient, en effet, d'adresser à tous les responsables du parti un questionnaire composé de trois parties : une introduction qui tente de définir la problématique générale, un premier ensemble de questions « ouvertes » qui appellent une réponse rédigée et qui constituent le corps principal du questionnaire, un deuxième ensemble de questions « fermées » auxquelles un choix de réponses est proposé.

La nécessité même de la modernisation est justifiée par trois impératifs :

– atteindre la capacité de résister à la concurrence des pays industrialisés les plus modernes, en particulier les Etats-Unis et le Japon ;

– préserver notre indépendance qui serait gravement mise en cause par une domination technologique extérieure ;

– jeter les bases d'une nouvelle croissance indispensable pour sortir de la crise.

La modernisation, qui serait un risque considérable si elle devait s'accomplir dans le cadre du libéralisme sauvage que préconise aujourd'hui la droite « reaganienne », peut aussi être une chance :

– en permettant à chacun de disposer de davantage de temps libre et de loisirs (qu'on songe à la réduction du temps de travail déjà acquise en France par les salariés dans les cinquante années écoulées : 2 319 heures annuelles effectives en 1930, 1 609 en 1983 !) ;

– en améliorant les conditions de travail, de qualifications, voire la nature même du travail (quelle différence, par exemple, entre les chaînes automobiles de l'après-guerre et les ateliers robotisés d'aujourd'hui !) ;

– en offrant aux consommateurs, aux usagers de nouveaux biens et services utiles (des médicaments ou des procédés qui allongent l'espérance de vie ou permettent une véritable maîtrise de la vie, des moyens de communications qui favorisent contacts et échanges...) ;

– en favorisant la lutte contre la permanence ou la renaissance de scandales comme la faim ou le sous-développement (mais cela suppose là aussi que l'appel à la modernité des techniques se fasse dans le respect des traditions et des cultures) ;

– en facilitant enfin l'émergence d'une société plus démocratique, faisant davantage appel à la créativité et aux capacités de chacun (informatique et télécommunications pourront permettre cela aussi, à travers des réseaux interactifs donnant la possibilité non seulement d'écouter mais de dialoguer).

Si la modernisation trouve sa source dans la technique, elle touche en fin de compte la société tout entière. On peut et on doit examiner ses effets possibles dans la production (industrie, agriculture, énergie, transports...). Mais elle concerne aussi la vie quotidienne (sécurité et justice, école et formation...), la protection sociale (pour qui et à quel coût ?), la ville (logement et urbanisme, sports et loisirs...), l'Etat (quel rôle ?), voire la structure familiale elle-même. Elle pose le problème des bases sociales et du rôle du Parti socialiste.

Fondamentalement, cependant, elle appelle des réponses éminemment politiques aux deux questions suivantes :

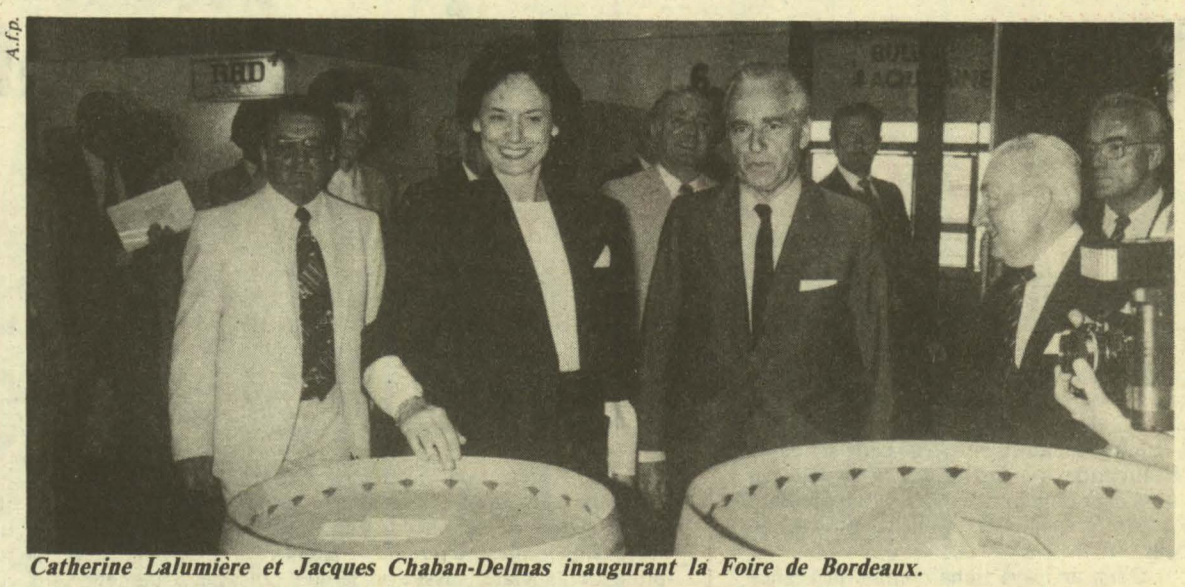
● Comment maîtriser le progrès technique, en répartissant avec justice les efforts nécessaires et en associant de façon démocratique les couches sociales trop souvent réduites au silence dans le passé ?

● Vers quoi orienter un progrès qui, pour les socialistes, ne mériterait jamais ce nom s'il devait se faire au bénéfice d'une minorité seulement ?

Moderniser quoi, pourquoi et pour qui, comment et avec qui, vers quoi ? Telle est donc la structure du questionnaire soumis à toutes les sections.

Le questionnaire s'achève d'ailleurs par une dernière série de questions destinées à dégager les caractéristiques de la section elle-même (nombre d'adhérents, composition par catégories socio-professionnelles, structure par âge, environnement politique, etc.), ce qui doit permettre de mieux connaître le Parti socialiste tel qu'il est aujourd'hui. Retourné avant le 26 octobre, le questionnaire sera dépouillé rapidement afin de fournir un document complet et original avant la Convention de la mi-décembre.

A.f.p.



Catherine Lalumière et Jacques Chaban-Delmas inaugurant la Foire de Bordeaux.

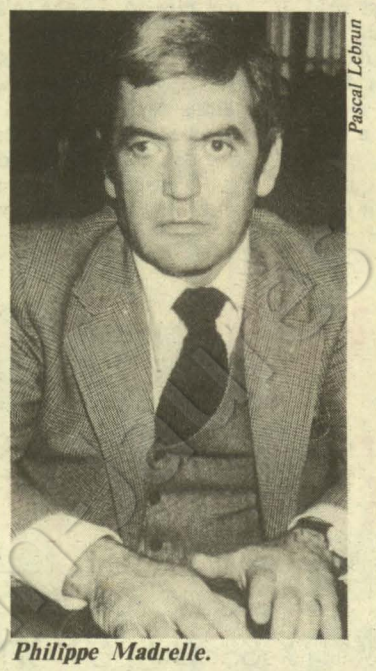
(suite de la page 3)

tion de l'emploi est plus dramatique en Aquitaine qu'en Lorraine. Les points noirs de cette « désindustrialisation rampante » ? L'usine métallurgique Pont-à-Mousson (P.a.m.), de Fumel (Lot-et-Garonne). « Tout le Fumelois tient à l'avenir de la P.a.m. : 2 000 salariés. Or, les investissements de modernisation promis tardent à venir, et on va de suppressions d'emplois en suppressions d'emplois », note la C.f.d.t. Un pessimisme que tente de tempérer Philippe Madrelle : « Deux décisions viennent d'être prises par le p.-d.g. de Saint-Gobain dont dépend la P.a.m. : le bassin métallurgique de Fumel va bénéficier de la convention générale de protection de la sidérurgie, ce qui signifie que les employés de la P.a.m. pourront partir en préretraite à 51 ans. Et 28 millions de francs vont être investis pour la mise en place d'un pilote de fabrication de produits sidérurgiques minces. Ce n'est plus le néant à Fumel. »

Perplexes, les syndicats organiseront une opération ville morte lors de la visite de François Mitterrand au Lot-et-Garonne. Autres sujets de préoccupation : le déclin du gisement de gaz de Lacq, les difficultés sur l'estuaire de la Gironde, et la crise de la Chaunure dans le Pays basque, à Hasparren, ville où le taux de chômage a atteint 25 %. Enfin se profilent les problèmes posés par l'élargissement de la C.e.e. « L'Aquitaine ne supportera pas la concurrence avec le port de Bilbao et le Pays basque espagnol très industrialisé », pronostique Dartigues. « Si, en ce qui concerne le vin, on n'a rien à craindre, ce sont surtout les fruits et légumes du Lot-et-Garonne qui sont menacés », admet Anziani.

Reste que les tensions sociales n'apparaissent pas suffisamment vives pour perturber le voyage présidentiel. La C.g.t., qui ne nie pas les difficultés à mobiliser, remettra à François Mitterrand une pétition dénonçant la dégradation de l'emploi, du pouvoir d'achat et les difficultés industrielles de la région. Elle a organisé un rassemblement dans le centre de Bordeaux, mais qui, en principe, ne devrait pas se tenir sur le passage du président de la République. « Nous voulons dire dans le calme et la fermeté que la politique du gouvernement est mauvaise. Mais nous ne cherchons pas la confrontation », explique Dartigues. Quant à la C.f.d.t., elle a adressé à François Mitterrand ses propositions pour l'avenir de l'Aquitaine : « Nous souhaitons une réponse à nos dossiers d'ici à un mois, mais nous savons que tout ne peut pas venir de l'Etat, explique Gérard Barbé, du bureau régional. Nous voulons que les travailleurs soient au cœur du changement social, et que le fait syndical soit reconnu comme un élément de transformation de la société. Nous ne pensons pas qu'il soit nécessaire d'appeler à la grève ou rassemblement de l'ensemble des sections C.f.d.t. Car il ne faut pas se tromper d'adversaire, il faut réaffirmer nos positions face au patronat, qui détient le pouvoir économique et qui a une lourde responsabilité dans la réalité économique de ce pays. »

Pascal Lebrun



Philippe Madrelle.

En réalité, la crispation, elle se situe au niveau politique. Non pas entre la majorité et l'opposition, car la tradition aquitaine est fortement empreinte de respect mutuel. Mais plutôt au sein de la droite. Jean François-Poncet, ancien ministre des Affaires étrangères de Giscard, et président du Conseil général de Lot-et-Garonne, vient de créer « l'Union du développement pour l'Aquitaine » au sein duquel il rassemble une mouvance U.d.f. « C'est un pavé dans la mare de Chaban qui est président du Comité régional d'expansion Aquitaine », commente, amusé, Madrelle. Tiens, tiens ! Préparerait-on l'après-Chaban, à droite ? Affaire à suivre.

Toujours est-il que, pendant trois jours, les Aquitains, en présentant les atouts et les problèmes de leur région, délivreront un message clair à François Mitterrand : « Nous avons besoin de vos arbitrages. » Philippe Madrelle, leur porte-parole, attend bien sûr de ma visite présidentielle le déblocage de certains dossiers régionaux, mais il ne tient pas à paraître comme un « quémandeur ». Son principal objectif est de convaincre le reste du pays que « l'Aquitaine peut apporter quelque chose au développement national ». ●

PAYS BASQUE

Le courage politique finira-t-il par payer ?

La venue à Bayonne de François Mitterrand dans le cadre de son voyage oficiel en Aquitaine, une quinzaine de jours seulement après les extraditions des trois séparatistes de l'E.t.a., ne manque pas de retourner le couteau dans la plaie basque. Les Pyrénées-Atlantiques attendent la visite présidentielle dans un climat de sourde tension larvée. Intimidation et menaces sont adressées régulièrement à Jean-Pierre Destrade, député socialiste et porte-parole du P.s., obligé de bénéficier d'une protection rapprochée. Il y a une quinzaine de jours, des renforts de C.r.s. ont été dépêchés près de Biarritz.

Pourtant, le Pays basque français vit dans le calme. La population affiche une sérénité frisant l'indifférence. Seuls signes de tension : les graffiti hostiles aux extraditions. « Les gens sont plutôt satisfaits des mesures prises par le gouvernement, explique Christian Da-Rocha, l'assistant de Destrade. Pour la première fois ils manifestent publiquement leur sentiment de ras-le-bol à l'égard de la situation au Pays basque, une des cent dix propositions du candidat François Mitterxénophobie. » Alors que les extraditions ont entraîné de violentes manifestations en Espagne, elles n'ont suscité que quelques incidents en France. Le 29 septembre, ils étaient tout juste une cinquantaine d'irréductibles à être descendus dans les rues de Bayonne. De part et d'autre de la Bidassoa, on a beau parler la même langue et être imprégné d'un fond de culture commune, on n'appréhende pas forcément le problème basque dans les mêmes termes.

Soucieuse de prendre en compte les revendications légitimes des Basques français, depuis 1981, la gauche a lancé une action d'ordre culturel et économique. La convention passée entre l'Education nationale et les Kastolaks (écoles privées de langue basque) a permis de promouvoir le bilinguisme. En 1985-1986 un Institut universitaire d'études basques devrait s'ouvrir à Bayonne sous la tutelle des universités de Pau et de Bordeaux. La création d'un centre culturel du Pays basque, un investissement de 2 milliards de centimes, et financé par l'Etat, la région, le département et la ville de Bayonne, devrait permettre de « donner un sens communautaire aux actions du Pays basque ». Sur le plan économique, l'impulsion donnée par l'Etat se révèle également efficace. « L'Etat aide au développement du secteur coopératif. Depuis 1981, trente coopératives se sont montées créant cinq cents emplois », explique Destrade. Enfin le projet Urba 2000 qui concerne le B.a.b. (Bayonne Anglet-Biarritz) devrait « mettre les nouvelles technologies à la portée des habitants » et s'intégrer dans les mutations industrielles dans lesquelles s'engage l'Aquitaine (voir ci-contre).

Reste l'épineuse question de la création d'un département du Pays basque, une des cent-dix propositions du candidat François Mitterrand. En Pyrénées-Atlantiques on attend beaucoup du président de la République qu'il évoque cette promesse, lors de son passage à Bayonne.

J.-P. B.

Politique au fil des jours



CHEYSSON

Combattre le démon du racisme

Le Comité spécial des Nations unies contre l'Apartheid, siégeant à New York, a fait mardi à Claude Cheysson un accueil exceptionnel. C'est, en effet, la première fois qu'il invitait à sa tribune le chef de la diplomatie d'un pays non membre du Comité. Hommage donc à la France et à l'action qu'elle mène en faveur des opprimés en Afrique australe.

Rappelant le rôle historique de la France dans la lutte contre le racisme et sa condamnation de l'apartheid, le ministre des Relations extérieures a souligné que celui-ci s'obstine à jeter un défi à la conscience universelle. Enfoncé dans ses certitudes, aveuglé par de fausses vérités, le régime sud-africain s'entête dans la mise en œuvre d'un système qui doit permettre bientôt à 15 % de la population de déchoir de la nationalité, de bannir 74 % de leurs concitoyens (au sens propre du terme), la justification avouée, proclamée étant que la pigmentation est différente. L'étoile jaune n'est pas nécessaire, la peau est noire et ceci suffit à désigner l'espèce humaine particulière. Oui, fait sans précédent dans l'Histoire : 4 700 000 hommes décident d'affecter 23 millions de leurs compatriotes à dix zones réservées, dix parcs naturels, dix « bantoustans ».

Puis, élevant le débat, Claude Cheysson, qui était accompagné de son fils Thomas âgé de 14 ans, a conclu :

« Si, hier, nous avions accepté que le juif fût persécuté et éliminé totalement d'Europe, si aujourd'hui nous tolérons que le Bantou soit banni et privé de ses droits en Afrique du Sud, si demain nous laissons l'Arabe être pourchassé dans les pays occidentaux où il travaille, c'est notre propre avenir, celui de nos enfants que nous condamnons. Car croyez-moi, chacun de nous ou de nos filles et fils peut demain être le Bantou ou le juif de quelques groupe avide de conquérir ou de conserver le pouvoir. Et ceci peut être vrai demain pour les arrière-petits-enfants des Boers comme pour les nôtres, car le démon du racisme se déchaînera volontiers contre ceux-là mêmes qui avaient d'abord cru le domestiquer. »

A.V.



Laurent Fabius recevant l'Abbé Pierre venu lui parler de la misère en France (voir l'éditorial de Claude Estier en page 3).

Keystone

BARRE

Ni chef ni sous-chef mais free-lance

Raymond Barre parle trop. Et dit n'importe quoi. Dernière perle en date : « Je souhaite aux femmes de ressembler à Mme Thatcher qui gouverne son pays comme un homme tout en étant une femme. » Sic. C'était tout récemment, à Bordeaux, devant ces dames de « Dialogue des villes de France », une association féminine présidée par Monique Pelletier, ancien ministre à la Condition féminine. Sans doute qu'à droite la femme est le passé de l'homme... Dame de fer ou tricoteuse, il faut savoir choisir. A part ça, le député du Rhône a entonné pour la énième fois l'air de la cohabitation : « Derrière cela, il y a la trahison du principe fondamental de la Ve République et de sa logique : un président, un gouvernement, une majorité. »

Puis il a fait savoir qu'au nom d'une « indispensable lucidité » il dénonçait « la recherche de la sécurité à tout prix » et « le goût des Français pour l'égalité ». Sa conclusion : « Je ne me considère ni comme un chef ni comme un sous-chef. Je me débrouille un peu comme un free-lance. » Toujours l'homme au-dessus des partis, quoi. Mais, à force de fausses notes — comme la cohabitation —, la rengaine va finir par lasser.

MARTINE DUCOUSSET

GISCARD

Le coup des cinq cents jours

« Le socialisme du repentir ne convainc pas plus que le socialisme de l'irréel. » Ça, c'est ce qui s'appelle penser. Et c'est tout droit sorti du cerveau de Valéry Giscard d'Estaing, qui confiait samedi 6 octobre à Saint-Cloud, lors du débat de l'assemblée générale des Clubs « Perspectives et réalités » : « Les gens veulent vivre dans un système qui marche. Ils sont en train de passer du « le socialisme, ça ne marche pas » au « le socialisme, ça ne peut pas marcher ». Qu'est-ce qu'il propose, lui ? Faire appel aux « entreprenants » pour « permettre à la France de tirer parti, pour la première fois, de l'immense chance que la libération des initiatives offre aux sociétés modernes ». Si vous avez tout compris, chapeau ! Conscient que l'opposition se montre pour l'instant incapable de susciter chez les électeurs une véritable adhésion, Giscard prend date : « Nous avons cinq cents jours pour donner un contenu fort à l'espoir des Français. » Ces Français irrités par une classe politique qui « déconcerte et déçoit » et qui devrait bien « critiquer moins et proposer plus ». Après son élection en 1974, Giscard avait déjà demandé cinq cents jours pour montrer ce dont il était capable. On a vu...

M. D.

CHIRAC

Plus légitimiste que lui...

L'embêtant, avec Jacques Chirac, c'est qu'il fait dans la litanie. Et toujours pour dire que si la France va mal, c'est la faute aux socialistes, et qu'avec lui comme dieu ce serait bien. La seule chose qui ait vraiment changé, c'est son attachement profond — et récent — à la Constitution. Aujourd'hui, le président du R.p.r. est plus légitimiste que jamais : « Il faut être fidèle aux institutions, a-t-il déclaré au cours du « Grand jury R.t.l. le Monde » du 7 octobre. Rien ne permet à une majorité élue de renvoyer le président de la République. Cela risquerait d'ajouter, à la crise économique que nous traversons, une crise politique et peut-être une crise de régime. » Au fait, qui donc réclamait la dissolution de l'Assemblée nationale et le départ de François Mitterrand ? Sinon, rien de vraiment nouveau donc dans le discours du maire de Paris : il y a trop d'Etat, trop d'impôts, trop d'insécurité... et il ne veut pas du scrutin proportionnel. La routine, on vous disait...

M. D.



Pascal Lebrun

BOUCHARDEAU

Démocrate et logique à la fois

« Un ministère pour l'Environnement. » Huguette Bouchardeau montrait sa satisfaction lors de sa conférence de presse de rentrée lundi dernier. Satisfaction pour sa « promotion », il y a trois mois au sein du gouvernement Fabius, mais aussi, satisfaction pour l'avancée de quelques dossiers sensibles.

Les priorités ne changent pas : lutte contre les pluies acides, le fléau de la « décennie » actuelle, réduction du taux de soufre dans l'air de 50 % d'ici à 1990 en passant par l'étape de la suppression du plomb dans l'essence. Madame la ministre est une fervente démocrate. Elle « croit » au dialogue et se félicite de cet état de choses qui « fait la marque de son ministère ». Deux exemples d'actions engagées et menées à terme : la réforme des enquêtes d'utilité publique et la loi sur la pêche. Deux textes nouveaux unanimement reconnus comme « une bonne chose ». Une loi sur la chasse est en chantier, Georges Colin, député de la Marne, étant chargé de cette mission. Un secteur délicat où attend au coin du bois un certain nombre de groupes de pression.

La logique d'Huguette Bouchardeau va dans le sens du développement de la responsabilité de chacun. « Libérer l'initiative, dit-elle, faciliter la communication en recherchant la convergence des efforts. A un pouvoir technocratique et à une hyperréglementation, il faut substituer un Etat animateur. En un mot conclut-elle, s'il ne faut pas plus d'Etat et souvent moins d'Etat, il faut surtout mieux d'Etat. » Rendre le spectateur acteur de sa vie, une démarche que l'on retrouve au gouvernement.

DENIS DANGAIX

UN NOUVEAU REGARD SUR L'ASSURANCE

UAP

N°1 OBLIGE

BULL ET L'ENJEU INFORMATIQUE FRANÇAIS

L'informatique joue un rôle de plus en plus déterminant dans le développement des pays. Elle conditionnne directement les progrès scientifiques, industriels, commerciaux et même culturels.
En perdre la maîtrise, c'est se condamner à la dépendance économique.
Dans ce nouveau conflit mondial, la France dispose d'atouts sérieux.

LE MARCHÉ INFORMATIQUE
L'industrie informatique proprement dite est la seule qui, malgré la crise, poursuit une croissance annuelle constante de 15% en moyenne. Avec un chiffre d'affaires mondial de 600 milliards de francs en 1983; elle aura rattrapé l'industrie automobile avant la fin de la décennie, juste au second rang derrière le pétrole.
La moitié du marché se situe aux États-Unis, 30% en Europe en 20% dans le reste du monde.
Il est entièrement dominé par les constructeurs américains (84%). Les Européens ne fournissant aujourd'hui que 9% et les Japonais l'essentiel du reste.
Si les marchés américains et japonais sont presque exclusivement desservis par des constructeurs nationaux, 74% du parc européen est dominé, là encore, par des constructeurs américains au premier rang desquels IBM.

L'ENJEU INFORMATIQUE
L'importance de l'informatique dépasse son marché direct.
Non seulement elle sous-entend la mise au point de tous les autres produits (conception assistée par ordinateur), leur fabrication (productique), leur commercialisation et leur gestion (bureautique), mais elle fait désormais partie intégrante de ces produits eux-mêmes.
De l'électroménager à l'automobile, des services bancaires à la médecine, des jeux à la gestion des exploitations agricoles, l'informatique est aujourd'hui partout.
Plus importante encore, la convergence de l'informatique et des communications est à la base de l'explosion du formidable marché du traitement de l'information sous toutes ses formes : données, sons et images.
C'est dire que les enjeux de l'informatique deviennent supérieurs à ceux de l'énergie.

LA MAITRISE DE L'INFORMATIQUE
La maîtrise de l'informatique pour un pays, c'est en premier lieu la capacité de bien utiliser l'outil, ce qui suppose à la fois la capacité de former les hommes qui l'utiliseront et le fabriqueront, et la capacité de développer une industrie de services.
L'expérience enseigne que l'industrie de services ne se développe bien que dans les pays disposant de constructeurs nationaux. Nul doute que le second rang mondial de l'industrie de services française ne doive beaucoup à l'existence d'un constructeur national. De même, la compétence en architecture de réseaux, stratégique pour le développement de l'informatique distribuée, est liée à la compétence de constructeurs.
La maîtrise de l'informatique suppose aussi la capacité de développer et de construire des machines. Or, ceci repose sur des entreprises qui sont soumises à un certain nombre de contraintes économiques telles que la taille du marché et la rapidité de sa croissance, la baisse accélérée des prix, le taux d'innovation et la position dominante des constructeurs américains.

LES CHANCES DE LA FRANCE
L'informatique française dispose de trois atouts dans cette lutte engagée à l'échelle mondiale.
Au premier rang de ceux-ci, les sociétés de services et d'ingénierie informatique françaises ont acquis une expérience et une réputation internationales. Ce domaine, qui maintient un taux de commerce élevé, est déterminant pour l'avenir. Car au-delà des matériels, les clients demandent aujourd'hui des services complets.
Deuxième atout, un constructeur national; Bull, disposant d'une gamme complète de produits allant du micro-ordinateur aux grands systèmes. Cette gamme est commercialisée par un réseau solidement implanté dans plus de 75 pays. Ainsi, par exemple, l'ordinateur français DPS 7 est exporté aux 2/3, y compris aux États-Unis.
Enfin, la compétence des spécialistes français des télécommunications, associée à l'expertise des ingénieurs de Bull en matière d'architecture de réseaux, ouvre des perspectives exceptionnelles aux offres de solutions ouvertes au la cœxistance avec d'autres marques.
En outre, le réveil de l'Europe informatique et les nouveaux réseaux d'alliance qui se nouent au plan international, permettent d'envisager l'avenir avec optimisme.

LES CONDITIONS A LA RÉUSSITE
Pour que cet espoir se matérialise, deux conditions essentielles doivent être satisfaites.
La première est celle de la continuité.
A cet égard, le plan à moyen et long termes défini par Bull et approuvé par les Pouvoirs Publics doit permettre de réaliser les développements des produits futurs et de conforter la confiance des clients.
Deuxième condition, la poursuite des investissements financiers nécessaires à la croissance de toute industrie informatique normale.
Là encore, l'attitude positive de l'État, actionnaire principal, contribue efficacement à redonner à l'entreprise une structure financière saine et à redresser l'ensemble des ratios économiques.
Avec Bull, la France se donne les moyens de remporter le défi informatique mondial.

GROUPE BULL

— CRÉATION EN 1983 PAR LE REGROUPEMENT DE QUATRE SOCIÉTÉS, INFORMATIQUES FRANÇAISES :

CII HONEYWELL BULL,
R2E (MICRO-INFORMATIQUE)
SEMS (VENUE DE THOMSON)
TRANSAC (VENUE DE CGE)

— 26 000 PERSONNES

— IMPLANTÉ DANS 75 PAYS

Bull

Actualités sociales en bref

PAR CLAUDE JADOUL



RENAULT

Le temps de la négociation.

« Tout est calme. » Une petite phrase qui résume fort bien l'atmosphère à la Régie, après l'annonce du plan global, social, commercial et industriel, du p.-d.g., Bernard Hanon. Les discussions ont d'ores et déjà débuté sur différents aspects du plan, au niveau central d'abord, par établissement dans un deuxième temps.

Deux volets dans les discussions : l'emploi – garanti par le plan Hanon, formation à la clé – et les salaires. De ce point de vue, il y a manifestement divergence. A la C.g.t., on dit : « 1 %, tout de suite, cela ne fera pas le compte sur l'année, si on se réfère au taux d'inflation prévisible (7 % au lieu des 5 % annoncés par Jacques Delors). Il y a donc un écart théorique de 4 %, moins si l'on incorpore la prime annuelle de 320 francs que vient d'accorder la direction. » Mais l'idée d'un salaire différé (sous forme de fonds salariaux ?) fait, paraît-il, son chemin, du moins pour une partie de l'écart. Mais, manifestement, la question de l'emploi est au centre des préoccupations, et il n'est pas exclu que les syndicats troquent, d'une façon ou d'une autre, partie de cette revendication contre des garanties au niveau de la politique de gamme, donc des investissements. Au moment où ce journal paraîtra, on en saura plus, puisque Henri Krasucki clôturera aujourd'hui (1) le congrès C.g.t. de Boulogne-Billancourt, réuni depuis plusieurs jours.

(1) 12 octobre 1984.

FEN

L'unité en péril ?

Force ouvrière a le vent en poupe depuis son succès électoral du 19 octobre 1983, lors des élections à la Sécurité sociale. Deuxième, derrière la C.g.t. et devant la C.f.d.t., la centrale d'André Bergeron ne fait pas mystère de son désir d'étendre son champ d'action. Samedi dernier, lors de sa « fête de l'amitié » sur la pelouse de Reuilly au bois de Vincennes, le secrétaire général de la Confédération a bien mis les points sur les « i » : « Nous reprendrons notre place, la première. » Cette place, c'est celle de l'ancienne C.g.t. d'avant les « accords du Perreux », signés pendant la guerre entre Bothereau, pour l'ancienne confédération, et Tollet, pour la C.g.t.u., à dominante communiste. F.o. cherche donc à capitaliser son succès, en termes d'audience. Le recul de la C.f.d.t. lui en donne l'occasion et, déjà, des sections entières sont passées du camp d'Edmond Maire à celui d'André Bergeron, un peu partout dans l'Hexagone. Autre syndicat dans le collimateur de F.o. : la Fen et ses multiples courants. Les élections professionnelles, qui doivent se dérouler, le 3 décembre, parmi le monde enseignant, ont donné des idées à F.o. Laquelle déposera des listes Force ouvrière. Et déjà, des adhérents de la Fen – des trotskystes du P.c.i. pour la plupart – ont déserté les syndicats de la Fen pour la « structure d'accueil » mise en place par F.o. et qui regroupe déjà 20 000 adhérents. Bergeron n'a-t-il pas – antérieurement – raflé 35,8 % des suffrages aux élections paritaires de l'enseignement supérieur, grâce à des listes de dernière minute ? C'est un sujet de préoccupation pour la Fen qui syndique 50 % des fonctionnaires de l'Education nationale, soit 480 000 adhérents. Avec la particularité de regrouper toutes les nuances de la gauche : trotskystes, P.s.u., socialistes et communistes mêlés. Une situation unique que celle de la Fen qui a réussi à tenir ses adhérents à l'abri de la scission de 1947, avec l'accord tacite de la C.g.t. et de F.o. Il y a risque, actuellement, que ce pacte vole en éclats avec les intentions conjuguées de la C.g.t. et surtout de F.o., bien implantée chez les gens de la fonction publique (pendant longtemps ceux-ci ont été majoritaires à F.o.). Que vont faire les communistes qui animent la tendance Unité et Action ? Certains, à la Fen, pensent qu'une scission ne serait pas une surprise, de ce côté. Toujours est-il que certaines divergences apparaissent à l'intérieur de la majorité « Unité, indépendance et democratie » ou les socialistes sont nombreux. Les résultats des élections du 3 décembre risquent de peser lourd dans la balance de la décision, selon que F.o. fera, ou non, un bon score. Prudente, la C.g.t. mettrait déjà sur pied une « structure d'accueil ». Au cas où...

BELLA

Où est passé l'argent des poupées ?

Pas claire, cette affaire de la liquidation des « poupées Bella » une entreprise perpignanaise de 315 emplois. Les « poupées » ont été reprises en juin 1982 par un industriel d'Oyonnax, M. Berchet, au terme d'un conflit de plusieurs mois. Bilan : un dégraissage de 600 unités dont une partie a été absorbée par un magasin Euromarché. En prime, Berchet-Entreprise a reçu 3 millions de NF de subventions et 8 millions de prêts accordés par un pool bancaire, soit un total de 11 millions de NF pour relancer l'affaire. La fermeture des « poupées Bella » coûterait cher au département des Pyrénées-Orientales où le taux de chômage dépasse déjà les 20 %. D'où une lutte très dure. Et une multitude de questions dont l'essentielle : où sont passés les 11 millions ? L'Intersyndicale a désigné un cabinet d'experts qui vient de passer au peigne fin les comptes de Berchet. Les syndicats affirment qu'une partie des prêts





André Bergeron à la « fête de l'amitié » à Vincennes.

Sipa-presse

n'aurait fait que transiter chez les « poupées » pour aller sur les comptes d'autres sociétés du groupe. C'est, semble-t-il, l'avis des experts-comptables dont le rapport constate l'« absence » de sept millions de NF dans les caisses des « poupées Bella ». 4,5 millions auraient ainsi été prêtés à Berchet... Les salariés exigent donc la confusion des masses des trois sociétés contrôlées par M. Berchet (Berchet S.a, super-jouets Bella, Berchet Charton), de telle sorte que soit reconnue l'imbrication des trois sociétés entre elles, de manière telle qu'un règlement judiciaire soit étendu à l'ensemble. Ce qui permettrait une liquidation à long terme.

CREUSOT-LOIRE

Une négociation très dure

La situation demeure tendue au Creusot. Le plan des repreneurs Usinor et Framatome qui prévoit plus de 2 600 suppressions d'emplois dont plus de 1 300 licenciements « secs » passe mal tant du côté des syndicats – avec des nuances – que du côté des élus.

Plus de 700 licenciements « secs » sont prévus par le plan Usinor-Framatome et ce chiffre est considéré comme « intolérable ». Deux réunions ont eu lieu le mardi 9 octobre sous la houlette du ministère du Redéploiement industriel, sans vraiment déboucher sur un accord même si des propositions ont été faites. Première concession : le personnel qui ne serait pas reclassé, serait conservé pendant trois mois dans l'entreprise. Et dans un deuxième temps, après une période de préavis, les travailleurs licenciés recevraient une formation. « Mais avec quelle garantie de reclassement au bout ? » observe un élu.

Autre volet des propositions, la mise en Convention sociale-paritaire de la sidérurgie ou C.g.p.s., c'est-à-dire une mise en pré-retraite des personnes qui pourraient atteindre 50 ans dans les trois prochaines années à venir. 400 salariés pourraient bénéficier de ce système sur les sites du Creusot, de Montchanin, de Chalon et de Chateauneuf pour 1985-1986. « Terminer sa vie active à 47 ans, est-ce une solution », dit-on un peu partout au Creusot.

La C.g.t. est globalement hostile à ces propositions. Elle répète « pas de licenciement » en ajoutant « il faut revoir le plan industriel ». La C.f.d.t. de son côté module sa critique. Elle ne serait pas opposée à un traitement de tous les personnels par le biais de la G.g.p.s., mais avec une véritable formation à la clé. On en est là mais Bernard Loiseau, premier adjoint au maire, n'excluait pas des « actions dures », très rapidement.

S.K.F.

La Suède répondrait à Ivry.

C'est parti : une cinquantaine de salariés de l'usine S.k.f. d'Ivry ont démarré, le 8 octobre, une marche de 200 km qui les conduira, d'usine en usine, pendant dix jours, à travers l'Ile-de-France. L'usine de roulement à billes S.k.f. d'Ivry est occupée depuis un an par ses salariés, à la suite d'une décision de la multinationale du même nom dont le siège est à Göteborg (Suède), mais une décision d'expulsion, émanant des pouvoirs publics, est intervenue. Décision que le préfet du Val-de-Marne s'est vu prié d'appliquer...

Depuis un an, les S.k.f. ont pris plusieurs initiatives spectaculaires : montée sur Paris en bateau-mouche de 2 000 Ivryens, envoi d'une délégation de 200 personnes à Göteborg, au siège de la multinationale, etc. L'ordre d'expulsion est d'autant plus curieux que, de l'avis des syndicalistes de la C.g.t., « S.k.f. acceptait, pour la première fois, l'idée du maintien de l'activité du groupe à Ivry ». C'est ainsi que l'implantation d'un atelier de transformation et d'usinage, de roulement, d'une annexe du laboratoire, d'un service commercial de vente était envisagée. Et que de nouvelles entreprises étaient prévues sur le site d'Ivry (un labo de recherche et de contrôle du caoutchouc, une implantation de la « Société industrielle de transports automobiles » et l'extension de l'entreprise Total), soit la création de 260 emplois. C'est sur cette base que des négociations étaient, paraît-il, engagées. Alors, pourquoi cette menace d'une intervention policière ?

BETHUNE: LE "BOURREAU" CHÔMAGE TROUVE A QUI PARLER

Entraînée par Jacques Mellick, son jeune maire — un battant qui a su tenir la dragée haute à Bernard Tapie — la ville de Béthune se bat bien contre le chômage tout en se préparant à affronter les nouvelles technologies.

PAR PHILIPPE MAQUAT

(de notre envoyé spécial)

SITUEE à 18 kilomètres de Lens, à 35 de Lille, Béthune, 26 000 habitants, sous-préfecture du Pas-de-Calais, est incontestablement une ville à la pointe du combat pour l'emploi, priorité des priorités en ces temps de crise. Et de mutation.

A Béthune, le taux de chômage est proche du niveau national, mais il est, en revanche, inférieur de quatre à cinq points à celui existant à 10 ou 15 km de la ville. Quant aux jeunes Béthunois de 16 à 25 ans, ils sont exactement 501 à chercher du travail : c'est encore trop, mais ça pourrait être bien pire.

Certes, Béthune a de la chance. Chance qu'elle a du reste provoqué en précipitant sa reconversion. Car tout en étant située dans le bassin minier, elle n'est plus ville minière depuis le début des années soixante mais ville industrielle et tertiaire. Une mutation symbolisée par le port dont la vocation charbonnière a progressivement disparu pour laisser la place à la batellerie et depuis l'été dernier à l'activité de demain : la plaisance. Ainsi lorsque le « Lutin » n'emmène pas ses 62 passagers en balade se transforme-t-il en salle de banquet flottante.

Les T.u.c. avant la lettre

Il n'en reste pas moins, pour reprendre notre exemple, que la batellerie vit, comme à Douai, comme à Conflans-Sainte-Honorine des jours difficiles à Béthune. « La condition de batelier est très dure », dit simplement Bernard Cleenewewerck chargé de mission à la mairie. Elle l'est pour le marinier encore en activité ; elle l'est également pour ses enfants. Et notamment pour cette jeune fille de 20 ans, titulaire d'un C.a.p. de batellerie mais dont l'avenir professionnel est très incertain. Qu'à cela ne tienne : la municipalité conduite depuis 1977 par le député-maire socialiste Jacques Mellick va l'aider, passant avec elle un contrat moral de deux ans et l'employant, à une fonction d'animatrice dans l'un des cinq centres de loisirs permanents ouverts par la ville à destination des enfants. Une étape de transition en attendant le vrai métier.

« Dès avant 1981, explique Jacques Mellick, nous avons mis sur pied avec l'aide de mes collaborateurs une opération permettant aux jeunes demandeurs d'emploi d'effectuer pendant deux ans maximum un certain nombre de travaux pour la mairie, tout en suivant une formation. Puis ensemble, à l'issue de leur stage, nous nous efforçons de leur trouver un débouché. » Ainsi, tout en étant animatrice municipale, la jeune fille précitée sera-t-elle probablement formée à un métier para-médical. De ces T.u.c. (Travaux d'utilité collective) avant l'heure, Jacques Mellick en avait parlé dès la fin 1981 à Pierre Mauroy et à Edwige Avice, alors ministre de la Jeunesse et des Sports. Il s'ensuivit l'ouverture à Béthune d'une Mission locale d'insertion des jeunes, qui travaille depuis en relation étroite et permanente avec la mairie. Ses objectifs : trouver une formation ou un emploi aux jeunes Béthunois grâce à un système de relations avec les entreprises, système consolidé par le maire et qui semble vraiment très au point. Mais il s'agit souvent aussi de provoquer chez certains un simple déblocage psychologique, quand ce n'est pas donner le conseil utile.

Ce peut être un « look » qui ne plaît pas aux employeurs et qu'il faut corriger pour obtenir une réponse favorable — parfois il faut hélas encore en passer par-là. Ce peut être une aide en vue de l'achat de la mobylette indispensable pour obtenir l'emploi. « Souvent derrière le problème de l'emploi se cache simplement un petit-détail qui bloque tout », confirme Dominique Cogez, coordinatrice à la Mission. Enfin pour d'autres encore ce sera une blessure psychologique qu'il faut refermer afin de rendre la confiance. Bref, le rôle premier de la mairie et de la Mission c'est d'abord d'écouter le jeune qui se présente. Puis de le suivre jusqu'à la résolution, plus ou moins longue, de son cas.

Quant aux vrais T.u.c., il va de soi que Jacques Mellick les accueille très favorablement. Sans la moindre réserve. En effet, il a déjà prévu d'affecter une partie des jeunes stagiaires à des travaux d'entretien dans les H.l.m. de la Z.u.p., là où, pour rassurer une opinion sensibilisée par les médias, une antenne du commissariat de police de la ville a été ouverte. « Dans les H.l.m. il faut tout faire pour empêcher la poursuite des dégradations, explique Jacques Mellick. Sinon on en fera de véritables ghettos. Or, lorsque l'on améliore le cadre de vie, on redonne aux gens confiance et dignité. »

« Je mets la première brique »

Cette dignité que les T.u.c. doivent non seulement redonner aux bénéficiaires des travaux, mais à leurs auteurs selon le maire : « Plutôt que de payer des indemnités de chômage, je pense qu'il est préférable que l'individu, en contrepartie, rende des services à la collectivité. C'est digne pour tout le monde, car c'est couper cette notion d'assistance et d'allocataire. Je ne regrette qu'une chose : que cela n'ait pas été mis en place dès 1981. » Reste qu'à Béthune l'apparition de ces nouveaux stagiaires va demander encore plus d'efforts, plus d'imagination au personnel municipal et à celui de la Mission. « Car on ne laisse jamais partir quelqu'un sans rien », rappelle Bernard Cleenewewerck. Cela signifie donc : pas question de laisser repartir les mains vides, six ou douze mois après, les stagiaires des T.u.c. qui auront rendu des services à la ville. Ce n'est pas dans les habitudes de la maison.

En fait, toute la force de la politique municipale menée par Jacques Mellick repose sur cette notion consistant à ne jamais refermer un dossier qui n'a pas été réglé au mieux des intérêts de chacun. Et lorsqu'on lui demande quelle image il veut donner de Béthune, il répond : « Celle d'une ville qui vit, qui croit, qui est enthousiaste, qui se donne les moyens de réussir, qui n'attend pas tout de l'Etat. Moi, maire de Béthune, je mets la première brique. Je ne tend pas la main d'abord. J'agis. »

Y compris au niveau industriel. A défaut d'un consensus, une bonne concertation entre le maire et les chefs d'entreprise locaux a en effet entrainé, depuis 1977, de nombreuses implantations sur la ville qui dispose de trois zones industrielles sur lesquelles Firestone le géant américain du pneumatique côtoie M.o.c.n., petite entreprise de 40 personnes, spécialisée dans les logiciels et les commandes numériques. Ancien cadre d'entreprise, Jacques Mellick estime en fait que l'on ne peut plus gérer une mairie — « endroit privilégié car proche de la population » — comme il y a dix ans, et qu'il faut aujourd'hui ajouter l'expérimentation à la gestion. « Je consacre la moitié de mon temps aux problèmes économiques, dit-il. Qu'il s'agisse de sauver une entreprise, d'en créer une autre, je suis sur chaque coup depuis 1977. Et que trois, dix ou cent emplois soient en jeu, je m'y investis de la même manière. Sinon je ne pourrais pas dormir sereinement. »

Il s'est donc battu pied à pied en 1977 contre des grands groupes financiers et l'implantation d'un hypermarché, afin que la mairie acquiert les 32 hectares d'une entreprise de pelles mécaniques, qui déposait son bilan. Aujourd'hui, 16 hectares sont occupés par les cheminées Philippe, les 16 autres l'étant par plusieurs entreprises. L'emploi y a gagné. Voici un an et demi, il a livré un « bras de fer » mémorable à Bernard Tapie l'homme aux 43 entreprises qui rachetait bien les balances Testut, mais laissait 250 de ses employés sur le carreau. « Pour moi, ce n'était pas tolérable, dit Jacques Mellick. Ce que j'ai donc négocié avec lui c'est de m'amener à Béthune d'autres productions. Il ne s'agissait pas, dans une logique industrielle et financière que je comprenais, de maintenir des emplois qu'on ne pouvait pas garder, mais de négocier une solution industrielle sérieuse avec des productions différentes permettant de maintenir 300 emplois. »

Or, comme Tapie avait besoin à la fois d'avoir Testut dans son escarcelle et besoin de conserver une bonne image vis-à-vis des syndicats, c'est la solution défendue par le maire de Béthune qui a fini par triompher. « La sienne était sérieuse, assure Jacque Mellick, mais avec 120 emplois maintenus ce n'était pas assez pour ma ville. » Résultat : 300 emplois ont été sauvegardés et 70 supprimés, 45 des travailleurs licenciés ayant à ce jour retrouvé un emploi. Quant aux 25 autres, ce sera peut-être dans les deux nouvelles entreprises, émanation de la « Vie claire » et de « France-Acoustiques » que Bernard Tapie, qui se sent donc bien à Béthune, va prochainement installer dans la ville.

Le projet « Urba 2000 »

Mais s'il est un projet qui tient à cœur au maire de Béthune c'est celui du futur centre informatique × 2 000. Se voulant un maire qui ne se contente pas d'avoir des idées, mais qui les expérimente sur le terrain, Jacques Mellick va donc installer ce centre dans la « Grande résidence » c'est-à-dire la Z.u.p., le quartier ouvrier de Béthune, plutôt qu'au cœur de la ville, ou près de l'université. Pourquoi ? « Je veux que les techniques nouvelles soient au niveau de ceux qui en ont le plus besoin. C'est-à-dire dans la Grande résidence, là où il y a le plus d'ouvriers, le plus de défavorisés. Là où il faut mettre le paquet pour ne pas agrandir le fossé entre ceux qui ont la maîtrise de ces technologies et ceux qui ne l'ont pas encore. Pour moi, les technologies nouvelles sont des outils et donc un facteur de réduction des inégalités. »

En quelque sorte un maire moderne pour une modernisation sociale de Béthune. Et du Nord, puisque Jacques Mellick est aussi directement concerné par le projet « Urba 2 000 » dont l'objectif est, à partir du triangle Lille-Valenciennes-Béthunes, de reconvertir la région grâce aux technologies nouvelles. ●



Pascal Lebrun

Jacques Mellick, député-maire de Béthune.



Bernard Tapie, vu par Forcadell.

L'économie en bref

PAR STEPHEN GERE

P.S.A.

C'est finie la mégalomanie ?

Small is beautiful ! La maison Peugeot semble revenir à sa vieille philosophie industrielle. On sait que deux « clans » se sont dessinés, voici une quinzaine d'années, parmi ceux qui présidaient aux destinées de la firme sochalienne. A l'époque prospère dans ses dimensions modestes, le constructeur se lança dans une stratégie de concentration et de fusion, seule susceptible de lui conférer une dimension internationale. Après Citroën, le lion avala Simca, devenu Chrysler France. La crise mondiale précipita les restructurations dans l'automobile. P.s.a., qui avait grandi trop vite, n'avait pas suffisamment investi. Elle vécut alors plus durement cette période. Des firmes comme Mercedes ou B.m.w. se portent d'autant mieux qu'elles n'occupent qu'un créneau restreint. Jacques Calvet, qui était classé comme appartenant plutôt aux partisans du repli, reconnaît aujourd'hui que le rachat de Chrysler pénalise la compétitivité actuelle du groupe. A l'heure où la mode est au désinvestissement, et vu la situation qui est celle de Talbot, que doit-on en conclure concernant l'avenir de cette marque ?

LORRAINE

Le préfet Chérèque fait du bon boulot

La réindustrialisation ? Ça avance, doucement. Il faut convenir que fermer une usine prend beaucoup moins de temps qu'en ouvrir une autre. Et puis ce qui ferme, ce sont les secteurs traditionnels, gros utilisateurs de main-d'œuvre. Après l'annonce des grandes saignées dans les bassins de mono-industrie qui verront partir d'année en année des bataillons de sidérurgistes, de mineurs ou d'ouvriers des chantiers navals, des petites industries s'établissent à petits pas sur les créneaux nouveaux créant ici et là une poignée d'emplois. Le vingt et unième siècle s'installe sur les décombres du dix-neuvième. Ce siècle absent, c'est ça le drame de la Lorraine ou du Nord. Mais ces petits pas industriels sont des pas solides, et rien n'interdit de croire que ces petites industries du futur suffiront un jour à éponger l'hémorragie actuelle. En tout cas, Jacques Chérèque semble y croire. Le préfet prend à cœur sa mission au service de la réindustrialisation en Lorraine. Epaulé par les pouvoirs publics, les travailleurs et les chefs d'entreprise, il estime obtenir des résultats encourageants. Il a dépassé depuis longtemps l'annonce de quatre mille créations d'emplois faite par Laurent Fabius en début d'année à Metz. La création près de Nancy de quatre cents emplois par Thomson y contribue. Dans le Nord, les sociétés de financement de la reconversion industrielle (Sofirem et Finorpa), filiales de Charbonnages de France, spécialisées dans les bassins miniers, auront bénéficité en 1984 d'un financement de l'Etat de trois cent vingt-cinq millions de francs. Au premier semestre, soixante et un projets ont été aidés, en faveur d'entreprises créant deux mille emplois.

NORMES

Plus simples et surtout plus sympathiques

Saviez-vous que, pour attribuer le label NF (Norme française) à un canapé-lit, les essayeurs du ministère de l'Industrie lui infligent trois mille cinq cents ouvertures et fermetures consécutives ?



Michel Rocard.

Et comment teste-t-on un sol ? C'est simple, le même type pose trois cent mille pas en cent heures au même endroit.

Les signes de qualité sont attribués de la manière la plus sérieuse, le problème c'est qu'il y en a trop. Alors les trois ministères concernés, la Consommation, l'Industrie et l'Agriculture, ont décidé de simplifier : « Nous conservons trois signes, explique Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat à la consommation, sous une présentation unique, bleu et rouge, qui servira de repère pour les consommateurs. » Pour que les consommateurs s'y retrouvent facilement, des petites étiquettes bleues et rouges signaleront les produits dont la qualité est certifiée par les ministères. Il va de soi que ce contrôle de qualité est effectué d'une façon régulière par échantillonnage de la production, et extrêmement rigoureuse. Les normes permettant de définir la qualité d'un produit sont très sélectives. La qualité d'un poulet, dont le prix au kilo varie de un à trois, est estimée, selon Michel Rocard, à l'âge du poulet à l'abattage, à l'espace dont il disposait de son vivant et à son alimentation. D'un « bien de consommation manufacturé », un aspirateur ou une cuisinière, on mesure la fiabilité, la sécurité, l'efficacité, la durabilité, le design...

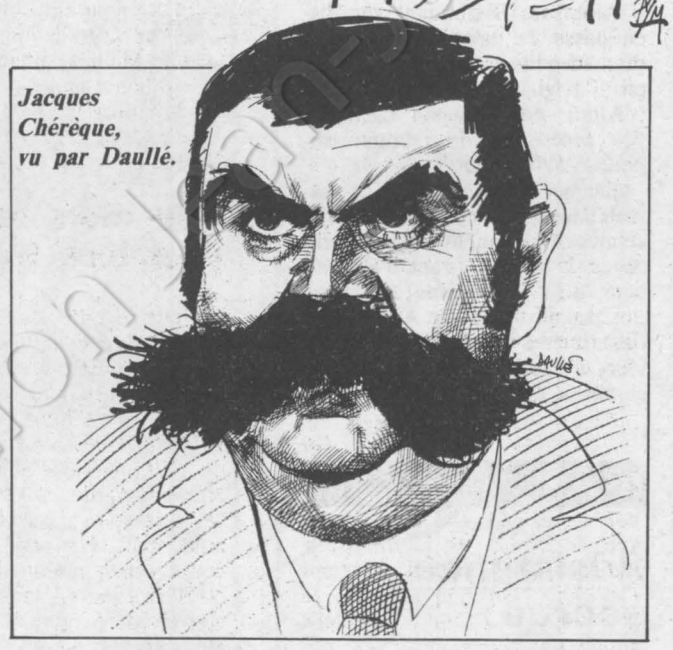
On trouvera donc trois espèces d'étiquettes bleues et rouges : « le « Label rouge » sur les produits agricoles, le « Certificat de qualification » pour les produits industriels et, décerné par le secrétariat d'Etat à la consommation, un « contrat approuvé » passé entre le producteur et un nombre suffisant d'associations de consommateurs.

Cette exigence de qualité ne profitera pas seulement aux consommateurs. Selon Edith Cresson, la qualité est un bon investissement pour le producteur, car si elle suppose un effort un peu coûteux au départ, elle finit par rapporter beaucoup d'argent sur le marché intérieur et à l'exportation. D'abord parce que la rigueur qu'elle confère à la production permet de réduire les rebuts et les ratés, estimés à cent milliards par an dans l'industrie française. Ensuite parce que la grande révolution industrielle à laquelle nous commençons à nous adapter concernera autant les produits courants que le haut de gamme technologique. Comme les Japonais, nous allons devoir fabriquer des produits en grande quantité, à faible prix et de bonne qualité. C'est là que se gagnera la bataille du commerce extérieur, estime le ministre.

A partir du 15 octobre, une campagne publicitaire vous en dira plus. Sur votre écran de télé, vous verrez apparaître des personnages vêtus de bleu et de rouge, suivis par d'autres en noir et blanc : vous avez compris, les premiers désignent les produits de qualité par rapport aux seconds. C'est ce que l'agence de publicité appelle « simplifier et illustrer de manière sympathique et si possible suggestive le thème choisi : bleu et rouge. » A suivre.







Jacques Chérèque, vu par Daullé.

MODE

Dommage, le libéralisme c'était bien

« Derrière la vague libérale, en fait, il y a une déviation idéologique qui commence à m'inquiéter », déclarait, l'autre jour, Michel Rocard, au « Nouvel Observateur ». La définition étymologique du libéralisme — philosophie des partisans de la liberté — veut aujourd'hui couvrir une doctrine économique qui dévie de jour en jour vers un ramassis de dogmes réactionnaires et une conception autoritaire de la société.

Qu'on en juge. Le libéralisme économique s'exprime le plus souvent par le désir affiché de la droite conservatrice d'enterrer la législation sociale : être libéral suppose que l'on sous-paie les travailleurs ou que l'on licencie sans en référer à qui que ce soit. Existe-t-il une conception libérale des rapports sociaux ? C'est celle qui aspire obsessionnellement à la disparition des syndicats ouvriers. Le libéralisme scolaire suppose la substitution d'une école privée — et des élites — à une instruction laïque de masse, garante de l'égalité des chances pour les enfants de la République. L'Etat libéral doit peu ou prou se cantonner aux tâches répressives ou défensives, au mépris de toute aspiration à une plus grande justice sociale. Au fond, si le libéralisme étymologique peut apparaître comme la condition de la République, le libéralisme professé est de plus en plus nettement l'adversaire des principes républicains. Finie l'expression : « Oh ! vous savez, moi je suis libéral. » A gauche, il est devenu impossible de se dire libéral. Dommage, le libéralisme c'est bien. Souvenez-vous, il n'y a pas si longtemps, on parlait de libéralisme de l'avortement et de la contraception. Aujourd'hui, ceux qui se réclament du libéralisme exigent plutôt le contraire. Le problème, c'est que la connotation positive du mot cache encore aux yeux de beaucoup de Français un système hiérarchisé d'oppression. Alors permettez-moi de penser avec Michel Rocard que « l'utilisation de ce mot pour décrire un système économique où n'importe qui fait n'importe quoi relève de l'escroquerie intellectuelle pure et simple ».

COMMERCE EXTERIEUR

Des puces au parfum...

Ah, les magnétoscopes et les chaînes japonaises ! Combien de fois a-t-on répété cette prétendue justification de notre déficit commercial ! Eh bien, le commerce extérieur des industries électriques et électroniques françaises est devenu excédentaire de trois cent millions de francs au premier semestre 1984 contre un déficit de 1,3 milliard dans la période correspondante de 1983. On peut y voir un signe encourageant du démarrage de cette industrie en France, que vient de confirmer le contrat récent passé par I.b.m. avec Thomson. Nous ne sommes plus des tocards de la « puce ». Là où nous sommes traditionnellement forts, c'est dans l'industrie des cosmétiques, vous savez, les parfums, eaux de toilette et autres produits de beauté. La balance commerciale du secteur des cosmétiques a dégagé l'an dernier un excédent de neuf milliards de francs payés en devises. Les exportations de produits de beauté ont augmenté de 20,7 % en 1983, atteignant 7,6 milliards de francs. Des liquides très précieux pour compenser la facture de l'or noir. D'ailleurs cette facture pourrait se réduire de quatre milliards cette année. En effet, la production pétrolière française a augmenté de 24 % au premier semestre 1984 par rapport à la même période de 1983, pour atteindre 989 500 tonnes. Cela représente 3,5 % de la consommation pétrolière de notre pays. En France, on n'a plus seulement des idées...

Elf Erratum

Sous le titre « Nationalisées, la chimie ça marche », dans le numéro 573 du 5 octobre, page 12, j'écrivais qu'Elf Aquitaine pulvérisait les records de rentabilité avec plus de 4,5 milliards de bénéfice net au premier *trimestre.* Il fallait bien sûr lire *semestre.* Lapsus calami ? C'est déjà presque trop beau comme ça, alors ne laissons pas le désir doubler la réalité...

Fondation Jean-Jaurès

AFGHANISTAN

De bonnes nouvelles de Jacques Abouchar ?

Désormais, tout étranger, médecin ou journaliste, pénétrant en Afghanistan « avec les brigands » — traduisez les « résistants » — seront éliminés comme eux. L'avertissement de l'ambassadeur soviétique au Pakistan est clair : pas de témoins gênants. N'ayant pu briser la résistance afghane, Moscou tente de l'isoler. Gare aux empêcheurs de bombarder en rond.

« Les Soviétiques ont pris un tournant, dans la guerre en Afghanistan, depuis mars 1983, raconte un médecin de l'aide médicale internationale, le docteur Christos Chouaib. Auparavant, en effet, les Soviétiques tentaient d'investir les vallées en les arrosant copieusement de bombes. Ces offensives n'ont pas suffi à rompre la résistance. Les Soviétiques ont donc mis au point une autre tactique : ils s'en prennent aux grands axes de communication le long desquels ils montent des embuscades. C'est dans l'une d'entre elles qu'est tombé Jacques Abouchar. « L'hypothèse d'une trahison n'est pas plausible », estime le docteur Chouaib. Plus vraisemblable celle d'une nouvelle tactique : au lieu de se cantonner dans quelques garnisons vulnérables, l'armée d'occupation coupe les routes et organise des opérations « coups de poing ». « Il suffit qu'ils attaquent une route une fois tous les dix jours, pour la rendre incertaine. » Depuis mars 1983, beaucoup d'équipes médicales ont souffert de cette nouvelle tactique. Quel que soit le chemin emprunté, les caravanes sont en effet obligées de passer par une dizaine de points dont deux sont particulièrement propices aux embuscades. A la longue, cette stratégie d'usuasive risque d'avoir des résultats.

Les Soviétiques, dans un troisième temps, ont dépêché une division de 15 000 hommes dans les montagnes près de la frontière pakistanaise pour la surveiller. L'infiltration et le bombardement de la « zone tribale », juridiquement sous le contrôle du Pakistan, mais en fait sous le contrôle des tribus pachtous, proches des Pachtous afghans, font partie du même dispositif défensif-offensif. Le passage en Afghanistan devient de plus en plus hasardeux. C'est évidemment le but recherché : isoler la résistance à défaut de la briser. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir mis « le paquet ». « Lors de la dernière offensive, affirme le docteur Chouaib, le Panshir a été entièrement rasé. » L'équipe médicale en place se souvient d'avoir vu les bombardiers, alignés par seize, bombarder les ruines encore fumantes des villages. Des trois hôpitaux installés dans le Panshir par l'A.m.i., il ne reste rien. Tout le matériel médical a été détruit. Plus grave, l'école d'infirmiers a été dispersée. Sous la pression de l'armée d'occupation, les médecins ont été contraints de fuir.

Le docteur Chouaib est inquiet : « La situation médicale du Panshir n'était pas brillante après quatre ans de guerre. En six mois, nous avions réussi à la stabiliser. Après, la situation a empiré. La population va passer un hiver atroce. Il faut s'attendre à une augmentation de la mortalité infantile. »

Si la situation sanitaire est alarmante, en revanche la situation militaire de la résistance s'est renforcée. Elle est mieux armée. Mieux organisée. La guérilla urbaine s'intensifie. Les attentats se multiplient à Kaboul. Toutefois, l'afflux de réfugiés afghans — d'abord pachtous, mais ensuite d'autres ethnies étrangères aux ethnies d'accueil — finit par poser des problèmes dans la région pakistanaise limitrophe. Mais la résistance, elle, ne perd pas pied. C'est sans doute la raison pour laquelle les Soviétiques veulent se débarrasser de tous les témoins. Depuis mars 83, deux journalistes ont d'ailleurs été tués au cours d'une embuscade.

Alors, les Soviétiques sont-ils en passe de gagner leur pari : dissuader les étrangers de passer en Afghanistan ? Possible. L'A.m.i. connaît, par exemple, des problèmes de recrutement pour l'Afghanistan.

Jacques Abouchar, dans sa malchance, a peut-être eu une chance. Comme le docteur Augoyar, il servira, avant d'être libéré, à la propagande en direction des pays de l'Est. Après quoi l'affaire « s'arrangera » comme vient de le suggérer Vadim Zagladine... à Moscou. **P-Y.P.**



Jacques Abouchar.

IRAN

Résistance accrue contre Khomeiny

La guerre du Golfe se poursuit, et cela masque quelque peu la réalité interne en Iran. Pourtant le régime de l'ayatholla Khomeiny n'a pas changé de vitesse dans sa croisière assassine. Téhéran connaît d'ailleurs une agitation dans les rues qui montre clairement que la lutte politique continue à agiter les esprits. Ainsi, au mois de juillet, quelques centaines de militants islamiques, purs et surtout durs, s'attaquèrent aux femmes qui dans la rue « ne respectent pas la tenue islamique ». Ces « hezbollahis » (partisans de Dieu) sont souvent très jeunes et peuvent compter sur l'indulgence complice des forces de l'ordre. Pour éviter ces « débordements », le gouvernement a trouvé une parade géniale. Lui-même organise maintenant des manifestations dans les villes principales du pays pour faire respecter la loi « islamique ». Il organise aussi des rondes de surveillance. Des hommes et des femmes, dans des voitures séparées, font la chasse aux contrevenantes. Les victimes du zèle de ces patrouilles sont fichées et ensuite relâchées, coupables d'avoir montré sous le tchador quelques mèches de cheveux ou de marcher les pieds nus...

De nouvelles pièces à verser dans le dossier iranien viennent d'être publiées par l'organisation des Modjahedines du peuple d'Iran. Il s'agit d'une liste très détaillée avec les noms de 10 231 Iraniens assassinés sous Khomeiny. Le document donne des éléments nécessaires pour l'identification des victimes (profession, âge, situation familiale), et il fournit des précisions sur les conditions de leurs morts. Au même moment, des informations de Téhéran montrent une persistance de la répression et les « tribunaux islamiques » continuent leur sale boulot.

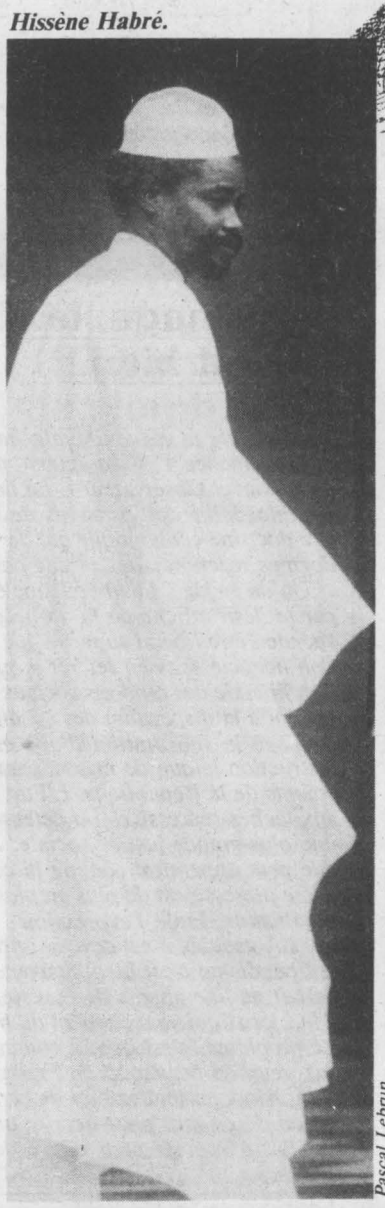
Mais le sort de la guerre entre l'Iran et l'Irak ne se joue pas seulement dans le golfe arabo-persique ou dans les marécages de Bassora et Abadan. A l'intérieur même de l'Iran, la résistance au régime de Khomeiny joue un rôle de premier ordre et elle peut dans certaines circonstances obliger le pouvoir à changer des aspects de sa politique militaire.

Les Moudjahedines du peuple ont repris sur l'ensemble du territoire les actions de harcèlement et les campagnes de propagande. Depuis le mois de juin, cette activité s'est accrue au point que même la hiérarchie religieuse s'en émeut. Ainsi, lors de la traditionnelle prière du vendredi, il y a deux semaines, un dignitaire du clergé reconnaissait l'importance des activités de l'opposition... Etonnant quand on sait l'opiniâtreté avec laquelle des khomeinystes refusent de reconnaître l'existence même des opposants.

C.F.-L.

Walter Mondale, vu par Daullé.

Hissène Habré.



Pascal Lebrun

TCHAD

Hissène Habré apaisé et inquiet

Contrairement aux indications données à la fin de la semaine dernière — essentiellement en provenance de N'Djamena —, il semble désormais que l'accord franco-libyen sur le retrait concomitant des troupes soit en bonne voie d'application. Le retard des Libyens à quitter les positions qu'ils occupent dans le nord du Tchad s'expliquerait plus par des difficultés techniques, en particulier une logistique défaillante, que par une mauvaise volonté. Le président Hissène Habré, qui n'avait pas caché à la fois son inquiétude et son amertume devant une décision d'évacuation à laquelle il n'avait pas été directement associé, a été largement rassuré par ce que lui ont dit François Mitterrand, Claude Cheysson et Charles Hernu au cours de son séjour à Paris.

Le départ des troupes de l'opération Manta ne signifie pas que la France abandonne le Tchad ni sur le plan du soutien militaire ni sur celui de l'aide économique. La caution apportée à l'accord franco-libyen, tant par le président gabonais Bongo que par le chef de l'Etat zaïrois Mobutu qu'il a tous deux rencontrés à Paris, a achevé d'apaiser Hissène Habré. Mais celui-ci n'en a pas moins de sérieux motifs de préoccupation quant à la situation dans son pays, non pas tant dans le nord où elle est plus ou moins « gelée » que dans le sud en principe contrôlé par ses troupes, mais où se multiplient les affrontements avec des commandos d'origines diverses.

A.V.

ETATS-UNIS

Un point pour Mondale

Walter Mondale a incontestablement gagné le premier débat télévisé qui l'opposait dimanche dernier à Ronald Reagan sur des sujets de politique intérieure américaine. Face au candidat démocrate, très maître de lui et plus décontracté qu'à l'ordinaire, le président sortant a paru à plusieurs reprises dans l'embarras allant même jusqu'à chercher ses mots dans sa déclaration finale. Mais dans la mesure où il ne s'agissait pas d'un affrontement direct — les deux candidats debout derrière un pupitre répondaient chacun aux questions de journalistes —, il n'a pas vraiment été acculé dans les cordes.

Pour la première fois cependant depuis le début de la campagne, Mondale a pu marquer des points devant l'opinion en soulignant les conséquences dramatiques de l'énorme déficit budgétaire américain, et en amenant Reagan à admettre que le nombre de ceux qui vivent aux Etats-Unis au-dessous du seuil de pauvreté avait continué à s'accroître durant son mandat (avis aux « reaganiens » français qui enfourchent aujourd'hui contre la gauche le cheval de la « nouvelle pauvreté »). Mondale s'est aussi attiré la sympathie de tous les Américains qui reprochent à Reagan ses positions réactionnaires en matière de mœurs (refus de l'avortement, rétablissement de la prière dans les écoles, etc.). Il n'est toutefois pas sûr que cet avantage suffise à réduire le fort écart qui sépare aujourd'hui le candidat démocrate de l'hôte actuel de la Maison-Blanche. Les démocrates ont un peu repris confiance, mais ils attendent maintenant avec impatience le débat entre Geraldine Ferraro et le vice-président Bush et le second débat Mondale-Reagan, cette fois sur les questions internationales.

A.V.

© Fondation Gabriel Péri

EXPORTATIONS: LA PROCHAINE BATAILLE SE JOUERA AU JAPON

En se rendant au Japon avec les représentants de quatre cents entreprises françaises, Edith Cresson lance une première vague d'assaut sur un marché encore très fermé à la France.

PAR STEPHEN GERE



Gamma



« LE moment est venu de systématiser les relations franco-japonaises. Il ne faut pas considérer le Japon comme un pays exotique, mystérieux, lointain, fermé. C'est vrai, c'est fermé, mais il faut y pénétrer. Pour cela nous nous efforçons d'améliorer l'image technologique et industrielle de la France à l'étranger. Notre commerce extérieur s'est trop longtemps concentré sur les grands contrats et les pays en voie de développement en négligeant le commerce courant avec les pays solvables. Il faut rééquilibrer cela. » Voilà en quelques mots – répétés chaque fois que s'en présente l'occasion – le credo d'Edith Cresson en matière de commerce extérieur.

« Le combat continue », commentait-elle l'autre jour en apprenant le remarquable excédent – tout de même 3,5 milliards ! – de notre balance commerciale en août dernier. La prochaine bataille se joue donc au Japon. Edith Cresson s'est envolée mercredi pour Tokyo où l'attendaient près de quatre cents entreprises françaises décidées à ouvrir des petites brèches dans le marché le plus fermé du monde capitaliste.

Les petits ruisseaux font les grandes rivières. Pardonnez cette déplorable banalité, mais aucune maxime ne saurait mieux illustrer les efforts à réaliser en matière de commerce extérieur. Les marges de manœuvre laissées par la conjoncture économique ne nous permettent guère de recourir davantage à l'arsenal des mesures « macro-économiques ». Une dévaluation pour donner un coup de fouet à nos exportations ? L'effet économique ne serait que temporaire, par contre l'effet psychologique serait désastreux. En outre, la bonne tenue actuelle du franc dans le système monétaire européen (S.m.e.) ne justifie pas qu'on touche aux parités. Une réduction du différentiel d'inflation entre nous et nos partenaires commerciaux pour maintenir la compétitivité de nos produits sur des marchés où les prix augmentent moins vite que chez nous ? Nous y travaillons, nous engrangeons les bons résultats – notre rythme d'inflation est tombé à 7,4 % – et nous ne pouvons aller plus vite au risque d'une déflation (1), catastrophique pour notre activité...

Alors ? Il reste toutes les mesures « micro-économiques », celles qui sont à la dimension de l'entreprise. La première d'entre elles suppose un changement substantiel du comportement de nos entrepreneurs dont on ne peut pas dire qu'ils soient de grands exportateurs. C'est la raison pour laquelle notre système éducatif va se doter d'une prestigieuse école nationale d'exportation (E.n.e.), capable de former des exportateurs compétents, mais aussi susceptible de valoriser cette fonction dans l'industrie française. Les énerques seront aux entreprises ce que les énarques sont à l'administration.

C'est aussi ce qui justifie l'effort d'Edith Cresson lorsqu'elle emmène nos petits et moyens entrepreneurs les plus performants en voyage organisé sur les grands marchés industrialisés du monde entier. Après le succès de l'expérience new-yorkaise, à l'automne 1983, où environ 80 % des deux cent cinquante participants au voyage ont réussi, à des degrés divers, à s'implanter, le ministère du Commerce extérieur organise sa grande expédition japonaise d'octobre.

Après les parfums les logiciels

Cette tentative de pénétration du marché japonais par nos industries se déroulera en fait, en plusieurs étapes qui, en débutant en octobre 1984 par les biens de consommation manufacturés et agro-alimentaires, se prolongeront sur l'année 1985 dans des secteurs plus technologiques comme l'offshore pétrolier, les logiciels ou la productique.

La chaîne Seibu a envoyé ses acheteurs en France sélectionner auprès de trois cent cinquante entreprises françaises des produits qu'elle vendra dans ses magasins, c'est l'opération « vive la France ». C'est ainsi qu'en plus des fournisseurs habituels de Seibu les acheteurs ont retenu cent quatre-vingt fournisseurs totalement nouveaux. Une démarche originale puisque, en quelque sorte, c'est le marché japonais lui-même qui crée l'exportation française.

La seconde manifestation remet la logique de l'exportation dans son cours normal : 382 sociétés emmenées par vingt et une régions – il manque la Corse mais il y a la Martinique – présenteront leurs réalisations dans une exposition professionnelle destinée à créer des contacts commerciaux. Cette « exposition des régions françaises », connue sous le nom de code de « Tokyo 84 », se tiendra du 16 au 20 octobre. Tout le monde l'aura remarqué, cete expédition ne s'inscrit pas dans la pure tradition libérale du « laisser faire » économique. Et c'est bien normal, le marché japonais est particulièrement difficile d'accès, il est du devoir des pouvoirs publics d'aider nos entreprises à le pénétrer (2). Les choses ont été faites en grand. Chaque entreprise n'aura finalement à débourser qu'entre 40 000 et 80 000 francs – les déficits éventuels étant même couverts à 60 % par la Coface – les régions françaises prenant à leur charge une grande partie du financement et la logistique. L'objectif envisagé étant de déplacer de huit à dix mille professionnels japonais, étant entendu qu'une exposition de ce type est un succès au-delà de deux mille visiteurs.

Si nous sommes le cinquième exportateur au monde, derrière les Etats-Unis, le Japon, la R.f.a. et la Grande-Bretagne, si nous exportons davantage, par tête, que les Japonais (3), notre balance commerciale avec ces quatre grands pays solvables est très déficitaire. Treize milliards de déficit avec le Japon en 1982, douze milliards six en 1983. Les magnétoscopes et les Toyota sont fantastiques ! « Tokyo 84 » se veut l'amorce d'un rééquilibrage. Il faut dire qu'on joue sur du velours. La première vague d'assaut concerne les vins, les parfums, l'art de la table, les produits où nous sommes partout les plus forts... sauf au Japon. Notre part des importations japonaises de cette gamme de produits n'est que d'environ 3 % ! Autant dire que notre marge de manœuvre est considérable.

Une véritable croisade

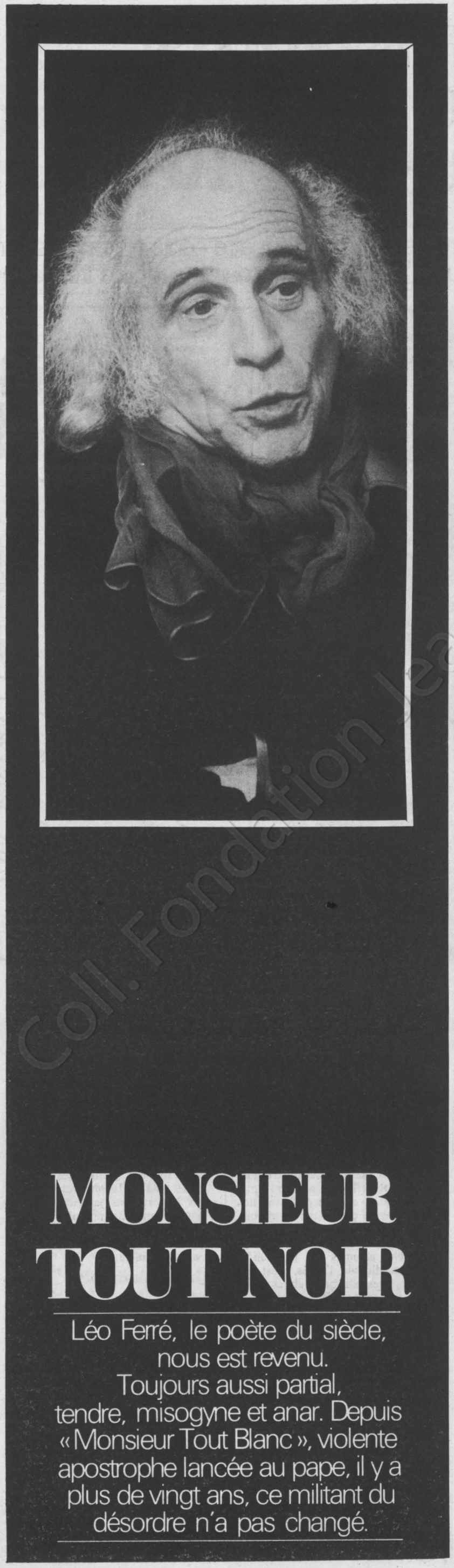
L'essentiel, selon Edith Cresson, est de faire prendre conscience à nos entreprises de la nécessité d'exporter. Le ministre conduit cette croisade depuis bientôt deux ans qu'elle occupe ces fonctions. Pas d'autre manière de rééquilibrer durablement nos échanges : il faut réorganiser la structure de notre commerce extérieur en direction des pays solvables et en concernant toutes les entreprises françaises, principalement les P.m.i. - P.m.e. Des opérations exceptionnelles, comme le dernier succès d'Airbus Industrie auprès de la Pan-Am, ne doivent pas occulter notre faiblesse dans les échanges courants.

L'enjeu est de taille. Certes, notre déficit commercial s'est réduit de moitié en 1983 et devrait encore se réduire cette année pour atteindre, tout de même, 25 à 30 milliards. Mais un excédent de la balance des paiements est nécessaire pour payer notre dette extérieure (plus de 500 milliards). Et sachant que la balance commerciale entre pour une grande part, à côté des services et des flux de capitaux notamment, dans la composition de cette balance des paiements, nous paierons nos dettes en vendant davantage nos produits. En outre, et c'est le lot de tout pays industriel, notre marché intérieur ne suffit pas à nos capacités de production : exporter maintient et crée des emplois chez nous. « Le combat continue », un combat où nous avons tout à gagner. ●

(1) La déflation est une baisse de l'inflation liée à une récession économique. Elle résulte d'une politique monétariste et coûte cher en emplois, à l'exemple de la Grande-Bretagne.

(2) A titre indicatif, la R.f.a. a organisé au Japon une expédition commerciale de cette nature d'un coût de 150 millions de DM. La nôtre ne coûtera que 25 millions de francs aux pouvoirs publics.

(3) La valeur totale des exportations rapportée au nombre d'habitants du pays considéré.



MONSIEUR TOUT NOIR

Léo Ferré, le poète du siècle, nous est revenu. Toujours aussi partial, tendre, misogyne et anar. Depuis « Monsieur Tout Blanc », violente apostrophe lancée au pape, il y a plus de vingt ans, ce militant du désordre n'a pas changé.

PAR MARTINE DUCOUSSET

GUEULE d'anar avec, pour tout bagage, la tendresse. A 68 ans, Ferré hurle sa révolte et grogne sa rage, comme avant. Et s'émerveille d'amour, comme toujours. A la Mutualité comme à l'Olympia, il chante sa vie. La solitude, la femme, la nuit, la folie, la mort, la mélancolie, l'anarchie. C'est tout lui, ça. Un poète de ce siècle, un militant du désordre, une chemise – noire – qui n'est que la chemise d'un artiste. Parce qu'avant tout Ferré le saltimbanque aime la musique. Et veut la partager avec les autres. Avec ceux qui comprennent, ceux qui, malgré le majuscule ennui tout proche, pensent les mêmes choses. Ferré 84, c'est Ferré de tous les temps. Celui qu'on aime parce qu'il nous ressemble. Notre mémoire et notre espoir.

« L'UNITE » : Après douze ans d'absence, vous foulez à nouveau la scène de l'Olympia. Pourquoi ce retour ? Pour le plaisir, ou pour prouver quelque chose ?

LEO FERRE : Je n'ai jamais eu envie de prouver quoi que ce soit, vous savez. Je ne suis pas comme ça. Non, on m'a juste téléphoné, il n'y a pas longtemps, pour me proposer de revenir ici quinze jours, et j'ai accepté. C'est tout simple. Ce n'est pas moi qui ai cherché à faire l'Olympia. Sinon, je l'aurais cherché avant.

– Quand on a, comme vous, tellement chanté pour la cause, pour les causes, dans de nombreux galas de soutien, et qu'on se retrouve à l'Olympia, ce « temple de la chanson », cette institution, ne se sent-on pas un peu « décalé » ? Le public vous parait-il différent ?

– Je ne me suis pas posé la question. Remarquez, c'est une institution, mais pas dans le mauvais sens. Un vrai music-hall, sauf que le music-hall d'avant, avec ses premières parties, n'existe plus. Le public ? Il est peut-être un peu plus discret, un peu moins chaleureux. Mais ça ne me gêne pas. Moi, je chante. Comme d'habitude.

– Depuis trente ans que vous faites ce métier, votre musique, votre écriture ont changé. Entre « Jolie môme » et « la Mémoire et la mer », puis entre « Et basta » et « l'Opéra du pauvre », il y a de grandes différences. En avez-vous conscience, et comment expliquez-vous cette évolution ?

– Je ne sais pas. En tout cas, ce n'est pas délibéré. Si vous me demandiez aujourd'hui de faire une chanson comme « Jolie môme », j'en serais incapable. Ou alors, il faudrait que je me remette dans le coup, que je retravaille ce genre de chansons. Mais c'est vrai que des textes comme « Il n'y a plus rien » ou « le Chien » n'ont jamais été de la chanson. Parce qu'il y a de la musique, et parce que c'est moi, certains imaginent que c'est de la chanson. Mais c'est faux. Seulement, quand les gens me disent ça, je ne rectifie pas. Je sais que c'est parce qu'ils imaginent que c'est de la chanson qu'ils écoutent bien.

– Votre tour de chant semble construit autour de trois thèmes : l'artiste, la femme, l'anarchie. Est-ce juste ?

– Je ne l'ai pas fait exprès. Mais vous avez trouvé, c'est très bien. Pour la femme, c'est vrai, j'ai groupé plusieurs chansons. La femme, c'est indéfinissable, et puis indispensable. Je suis lucide quand même. Je dis aussi que parfois... bon. Mais l'amour, ça aide. C'est indispensable à la vie, à ma vie en tout cas. Quoique pourtant, la plupart du temps, je l'invente. Comme ça, je suis sûr de ne pas me tromper. Pour en revenir au spectacle, j'ai bien réuni consciemment certaines chansons sur la femme. Pour le reste... Un tour de chant, j'ai toujours peur de ne pas le faire comme il faut. On n'est jamais sûr. C'est comme une pièce de théâtre. A part que dans une pièce il y a tout, le début, la fin. Tandis que moi, je commence une pièce qui dure quatre minutes, et puis j'en recommence une autre, c'est ça le problème. D'ailleurs, ce n'est pas un problème.

– Nous parlions de la femme. Vous avez une solide réputation de misogyne...

– Je suis le contraire d'un misogyne. Remarquez, on dit toujours d'un misogyne que c'est quelqu'un qui aime trop les femmes.

– C'est un peu facile, non ? Vous avez tout de même affirmé un jour que les femmes n'étaient que des ovaires intelligents, ajoutant qu'il n'y avait pas d'équivalent féminin de Beethoven, Van Gogh, ou Shakespeare. Vous qui avez si bien chanté l'oppression, ne pensez-vous pas que cette oppression avait pu justement empêcher les femmes de créer ?

– Je vais vous dire une chose. Pourquoi n'y a-t-il pas de femme grande artiste ? C'est vrai, nommez-moi une femme grande artiste. Il n'y en a pas. Je vais vous dire pourquoi. La femme fait la plus grande œuvre d'art qui soit : un enfant. Seulement, ça a l'air si banal que les gens ne se rendent pas compte. Voilà, c'est tout. Mon fils est plus beau que la 9e Symphonie. Alors ? C'est indéniable. Je ne comprends pas ces femmes qui font maintenant des enfants sur commande, et qui les vendent. Je ne comprends pas. Les œuvres d'art ne s'achètent plus seulement chez les antiquaires, aujourd'hui que certaines femmes veulent bien se prêter à ce jeu. Bon, ce que je voulais dire en fait, c'est que l'artiste est un peu femme.

– Oui, mais la femme peut avoir envie d'être artiste. D'être Léo Ferré, par exemple.

– Sûrement. Mais ne me ridiculisez pas. Je dis seulement que la femme fait la plus belle œuvre d'art, et qu'elle n'en est pas consciente. Ce n'est pas l'oppression qui a pu l'empêcher de créer. Mais je ne suis pas misogyne, si vous saviez ! La femme, il faut la regarder à genoux. Et savoir que quand on vous met le grappin dessus, on vous met le grappin dessus.

– Pourquoi à genoux ?

– Parce que c'est beau, c'est tout.

– Passons maintenant au deuxième thème qui court tout au long de votre spectacle : l'artiste. Vous évoquez Mozart, Apollinaire ou Bartok en disant d'eux : « Ils sont d'une autre race », « Ce sont des gens d'ailleurs. » Vous jugez-vous aussi d'une autre race ?

– Une autre race, c'est parce que l'artiste est seul. Seul devant sa page blanche, sa toile, son bloc de marbre. Et puis il est dans la marge aussi parce qu'on lui fait bien comprendre qu'il n'a pas toute sa tête, puisqu'il « se croit » artiste. Il est vilipendé, même de manière affectueuse, par ses parents. Quand j'étais petit – et ce n'était pas le Moyen Age pourtant – et que j'ai compris que j'étais musicien, enfin que j'avais quelque chose en plus, ou en moins, des autres, je me suis caché de la musique. Sinon, on me ridiculisait. Plus tard, je n'ai fait que ça. Mais seulement, parce que j'ai eu ma voix, et que j'ai pu écrire. Qu'est-ce que je serais devenu, autrement ?

– Vous imaginez que vous auriez pu faire autre chose ?

– Non, impossible. Mais on ne sait pas. A 20 ans, si on m'avait dit dans 40 ans tu seras comme ça et comme ça, je ne l'aurais pas cru. Si on me proposait de recommencer, tout en sachant ce qui va se passer, je ne recommencerais pas. Je ne supporterais plus cet espoir quotidien du téléphone qui va peut-être sonner, et qui ne sonne pas. Et quand il sonnait, tout me semblait arrivé. Je grossissais les événements quand on me promettait. Non, je ne recommencerais pas.

– Et la direction d'orchestre, comme au Palais des Congrès en 1975, vous recommenceriez ?

– Je vais le faire bientôt, trois jours, à Nancy, Thionville et Vesoul, avec l'orchestre de Nancy. C'est une expérience formidable, même si c'est difficile de chanter et de diriger en même temps, parce que ça demande des réflexes différents. Formidable. Je me rappelle ce fameux « Concerto pour la main gauche » de Ravel. Pendant la dernière cadence, je faisais éteindre la lumière. Seul le pianiste était éclairé. Je me mettais de côté, j'écoutais et je regardais la salle. Vous ne pouvez pas savoir ce silence qu'il y avait. Et la plupart des gens ne connaissaient pas cette œuvre. Moi, j'étais l'intermédiaire. Et je prétends qu'aujourd'hui encore, pas par décret bien sûr, mais à cause de tous ces gens qui classifient, on défend la musique et la poésie à la misère.

– Ça vous attriste ?

– Oh là, évidemment ! Je me souviendrai toujours de ces concerts que j'avais donnés pour les Jeunesses communistes, avec l'orchestre de l'Essonne. Un dimanche, il y avait une fête, donc, pour ces jeunes communistes. Six mille mecs, les saucisses, et Marchais venu faire son discours. Et puis le train, le dimanche il ne passait que ça, le train. Je disais « les Amants tristes », avec une femme, une jeune chanteuse, qui psalmodiait sur la musique. Je lui ai expliqué : « A la fin, vous partez en coulisses, vous mettez une cape, puis vous revenez pour vous appuyer au piano, dos au

Coll. Fondation Jean Jaurès

public. » Et là, elle a chanté « la Mort d'Isolde ». Eh bien, les gens étaient stupéfaits. Mais ça a fait un succès énorme. Un jour de fête populaire, comme on dit. Je n'étais pas Baudelaire, moi, j'étais l'intermédiaire.

– Après l'artiste et la musique, l'anarchie. Et d'abord, ça vous est venu comment, l'anarchie ?

– Oh ! je devais être anarchiste quand j'étais petit. Mais je ne le savais pas, ou je m'en défendais bien. Chez nous, il n'était pas question qu'on dise quoi que ce soit qui se serait éloigné d'une certaine ligne. Mon père était un type intelligent, un type gentil. Mais c'était un « pater familias » comme l'étaient les pères de tous mes amis. C'est pour ça que je dis que je devais être anarchiste dans le ventre de ma mère. Ce qui me rappelle le mot d'un maître d'hôtel que je connaissais bien : « Regarde, Léo, si je nais encore une fois, je sors du ventre de ma mère, je regarde par terre, et s'il n'y a pas de moquette, je rampe. »

– Vous terminez votre spectacle par « Il n'y a plus rien », et vous ajoutez cette phrase définitive : « Le pouvoir, d'où qu'il vienne, c'est de la merde. » Seriez-vous, par hasard, un déçu du socialisme ?

– Non, pas du tout. Quand je dis ça, je ne pense absolument pas à un pouvoir politique précis. Je parle du pouvoir, c'est tout. Le pouvoir qui, tout le temps et partout, reste le pouvoir.

– Et l'anarchie, c'est la solution ? Le système idéal ?

– Surtout pas. Ce n'est pas un système, c'est la solitude. Quand je dis que je suis anarchiste, on me demande bêtement si je m'arrête aux feux rouges. Evidemment, parce que je me respecte et que je respecte celui qui est au feu vert. Moi je suis sûr qu'un jour on arrivera à mettre de l'ordre. Non, pas de l'ordre, je n'aime pas ce mot. On arrivera à ce que les gens puissent vivre tranquilles dans une ville, sans tous ces individus qui ont encore la casquette, et qui peuvent se tromper, qui le désirent, et qui se trompent volontairement.

– En 1981, en France, la gauche est arrivée au pouvoir et a dû faire face à des réalités économiques incontournables. Continuer à parler d'anarchie, n'est-ce pas complètement utopique ?

– Non, c'est la gauche maintenant qui est une notion utopique. La seule gauche qu'il y ait eu en France, c'est trois ans : 36, 37, 38. La seule qui ait fait quelque chose.

– Mitterrand et Fabius, ce n'est plus la gauche ?

– Je ne sais pas. Ils font ce qu'ils peuvent. Mais ça reste le pouvoir.

– Et avec l'anarchie, ce serait le septième ciel ?

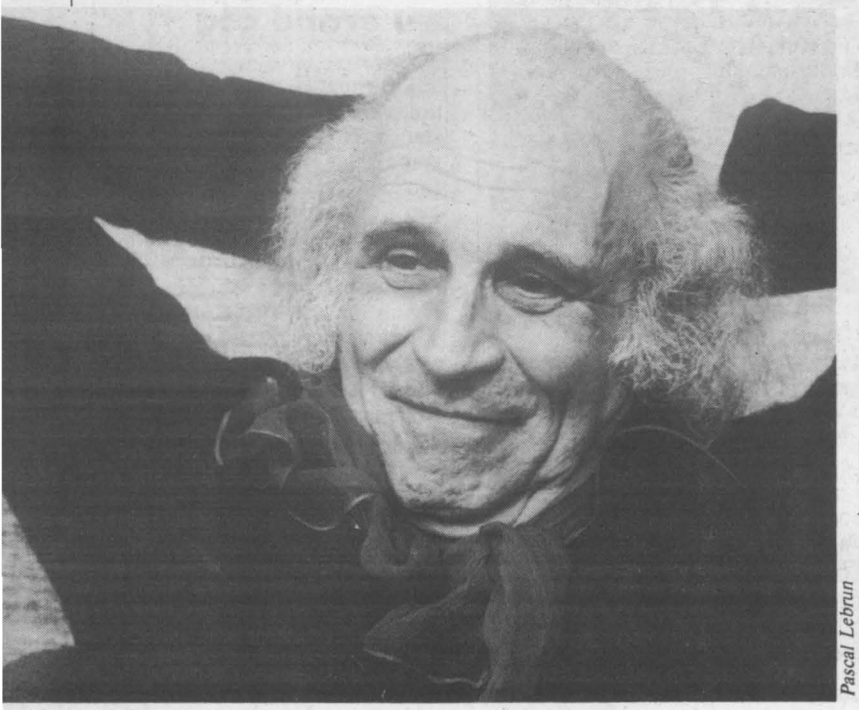
– Là encore, je ne sais pas. Sûrement pas, en fait. Je fais souvent un mauvais mot. Quand je détruis, je dis que je ne suis pas architecte. L'anarchie, c'est le respect du monde qu'on pourrait faire. Mais il y a toujours un type dans la rue qui attaque une femme, un père qui bat son gosse, un soldat qui tue sous l'autorité d'un officier. Si on supprimait les armes, on les mettrait tous à genoux, ces hommes. Mais ça, c'est de l'utopie. A moins que... Il y a sans doute un moyen, mais on ne l'a pas encore trouvé. Pourtant, c'est la seule façon de s'en sortir.

– Dans « Préface » vous affirmez : « Ce qu'il y a d'encombrant dans la morale, c'est que c'est toujours la morale des autres. » Mais ne faites-vous pas vous aussi, parfois, de la morale ?

– Si moi je suis un moraliste, alors... bravo, allez à l'église de Léo ! La morale, c'est vrai, c'est toujours la morale des autres. Ils sont bien tranquilles, les gens. Quand ils critiquent, c'est toujours les autres. Ils ne pensent pas à eux, à leur morale à eux.

– Et 68, il en reste quelque chose ?

– La porte est ouverte. 68, c'était fantastique. Une façon de penser absolument différente. S'il en reste quelque chose ? C'est difficile pour moi de savoir. Je ne suis pas assez en contact avec les gens. Je ne vois que ceux qui viennent me saluer après mon spectacle. Ils sont peut-être plus résignés, moins remuants, non ? Mais qu'est-ce que vous voulez faire ? Je ne suis pas missionnaire. Quoique... ●



Pascal Lebrun

Au risque de vous déplaire

PAR FABIAN GASTELLIER

VENDREDI 12 OCTOBRE

T.f.1 « Soldat Richter », téléfilm de Jean Pignol et Didier Decoin d'après l'œuvre d'Alexandre Rivenale - 21 h 50.

La confrontation, en 1943, d'un soldat allemand condamné pour avoir laissé s'échapper des otages français et d'un faux curé recherché par la police nazie. Avec Matthieu Carrière et Bernard Fresson, sobres et efficaces.

A.2 « Des grives aux loups », série de Philippe Monnier d'après l'œuvre de Claude Michelet - Episode n° 2 -20 h 35.

Ciné-club. Cycle David O'Selznick : « la Furie du désir », de King Vidor - 23 h.

Une passion convulsive en pleine Caroline du Nord avec Jennifer Jones et Charlton Heston. Vibrant.

F.r.3 Vendredi, magazine d'André Campana : « Quand les Russes parlent », document de Dimitri Devyatkin - 20 h 35.

Micro et caméra-trottoir de l'autre côté du rideau de fer. Les Russes parlent. Et récitent la leçon officielle. A ne pas manquer.

« Laissez passer la chanson », émission de Pascal Sevran - 21 h 30.

Avec Daniel Guichard qui interprète Piaf, Brassens, Trénet, Ferrat et Chevalier et donne actuellement des galas bénévoles pour rembourser l'achat d'un scanner. Beau geste.

SAMEDI 13 OCTOBRE

T.f.1 Julien Fontanes magistrat : « La Pêche au vif », série de Jean Cosmos ; réalisation de Guy-André Lefranc - 20 h 35.

Tribulations d'un premier juge d'instruction malmené par ses chefs et haï par la mafia de la drogue. Bonjour les dégâts. Avec Louis Velle et, bien évidemment, Jacques Morel.

« Droit de réponse, l'esprit de contradiction », magazine de Michel Polac ; réalisation de Maurice Dugowson : « Les Ovnis » - 22 h 10.

Petits hommes verts, E.T., Alien et tout plein d'illuminés.

F.r.3 « D'amour et de kriss », émission de Kriss Graffiti - 21 h 30.

Avec la participation, en direct, du président du comité de soutien aux phantasmes en voie de disparition. Absolument.

DIMANCHE 14 OCTOBRE

T.f.1 « Exodus », d'Otto Preminger - 20 h 35.

Ils étaient vingt et cent ; ils étaient des milliers, là aussi, dans l'immédiat après-guerre. Face à la Terre promise qu'ils n'atteindront pas tous. Avec Paul Newman, Ralph Richardson et Eva Marie Saint. Vu et revu, mais toujours poignant.

A.2 « Concert magazine » : Beethoven, Septième Symphonie, orchestre de Paris, direction Eugen Jochum - 22 h 45.

Un géant aux prises avec un géant. En simultané sur France-Musique, qui a déjà mérité de retenir votre attention dès 20 h 30 avec le Requiem de Verdi en compagnie de Riccardo Muti.

F.r.3 « Merci Bernard ! », magazine de Jean-Michel Ribes - 20 h.

Cinéma de minuit, cycle aspects du cinéma fantastique : « Les Matins d'Orlac », de Karl Freund - 22 h 30.

Le destin tragique d'un homme à qui l'on a greffé les mains d'un tueur. Avec Peter Lorre.

LUNDI 15 OCTOBRE

T.f.1 « Est-ce bien raisonnable ? », de Georges Lautner - 20 h 35.

Rediffusion. Pour les fans de Miou-Miou. Sinon branchez-vous sur France-Musique. A la même heure un concert Scott Ross, le claveciniste qui décoiffe ?

A.2 « Le Grand Echiquier », émission de Jacques Chancel avec Gérard Oury et Michèle Morgan - 20 h 35.

Soirée cinéma avec, entre autres, François Perrier, Claude Berri, Pierre Richard, Farid Chopel, Jacques Higelin et François-René Duchable. En attendant pour novembre le grand échiquier royal de Jessye Norman.

F.r.3 « Serpico », de Sidney Lumet - 20 h 35.

Blessé, un flic fait le point sur sa carrière. Amer. Avec Al Pacino dans le rôle du policier, et Mikis Theodorakis dans celui de la musique.

MARDI 16 OCTOBRE

T.f.1 « Tant que les hommes auront faim », émission-débat proposée par Roger Gicquel - 16 h 20.

Une réflexion sur l'étendue de la famine dans le monde. Dans le cadre de la journée mondiale de l'alimentation qui se poursuit à 23 h 15 sur T.f.1 avec les « Chants d'espérance » de Miguel-Angel Estrella, Toto Bissainthe, Paco Ibanez, Nicolas Peyrac et Francis Bebey, virtuose camerounais de la guitare. Participation de Christian Nucci, Jacques Delors et Raphaël Souchier.

« L'équipe Cousteau en Amazonie », série de Jacques-Yves et Jean-Michel Cousteau ; dernière émission : « Un avenir pour l'Amazonie » - 20 h 35.



Miou-Miou dans « Est-ce bien raisonnable ».

« Histoire à la Une », émission proposée par Gilbert Lauzun : « Fermez la parenthèse » - 21 h 30.

Le vingtième anniversaire de la destitution de Khrouchtchev. Sic transit gloria, en version soviétique commentée par Edgar Faure, K.S. Karol, Arthur Schlesinger et Claude Roy.

A.2 « Coup de torchon », de Bertrand Tavernier - 20 h 35.

Crapuleries sur fond de colonialisme : le numéro 1 000 de la collection série noire adapté par Aurenche, filmé par Tavernier et interprété par Noiret, Marielle, Mitchell, Audran et Huppert. Cinglant.

« Tant qu'il y aura des profs », série de trois émissions proposées par Hervé Hamon et Patrick Rotman. (voir encadré).

F.r.3 « La dernière séance », émission d'Eddy Mitchell et Gérard Jourd'hui : « La police fédérale enquête », de Mervin Leroy, et « la Chute d'un Caïd », de Bud Boetticher - 20 h 35.

MERCREDI 17 OCTOBRE

T.f.1 « Chronique d'une famille française », série d'Hervé Basle et Jacques Tréfouel. Deuxième épisode -21 h 25.

F.r.3 « Scènes de la vie conjugale », d'Ingmar Bergman, dernier épisode - 22 h 20.

JEUDI 18 OCTOBRE

T.f.1 « Billet doux », série de Michel Berny et André Ruellan. Troisième épisode - 20 h 35.

« Infovision », magazine de la rédaction de T.f.1 proposé par Alain Denvers, Roger Pic, Maurice Albert et Jacques Decornoy - 21 h 30.

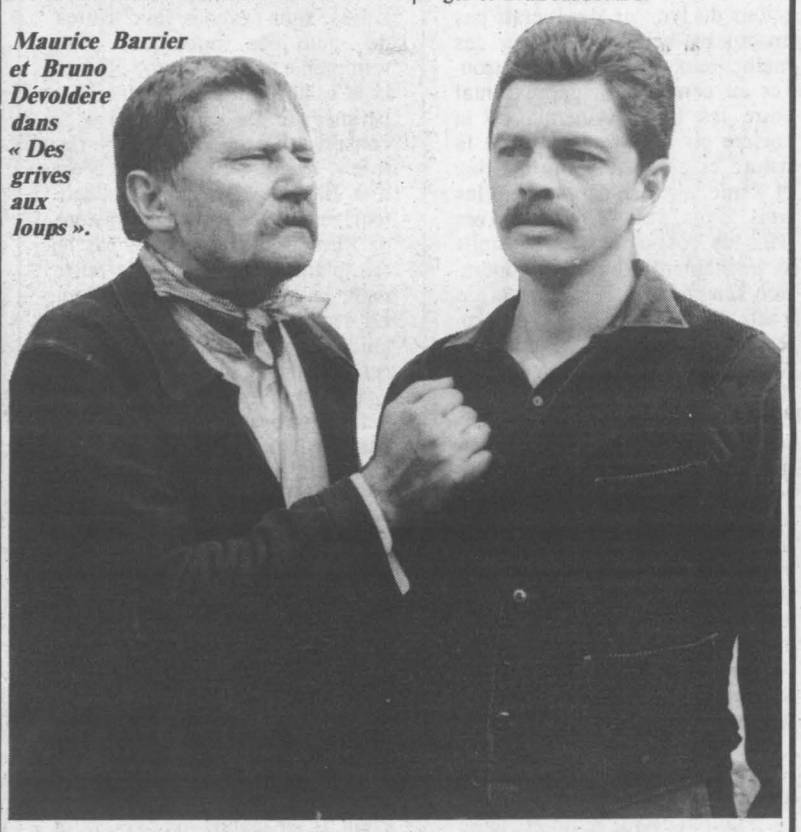
« La Fiancée du pirate », de Nelly Kaplan - 23 h 5.

Bernadette Lafont sème la zizanie chez les bien-pensants d'un petit village. Explosif.

A.2 « La Mafia », série de Damiano Damiani, épisode n° 2 -20 h 35.

F.r.3 Histoire d'un jour, émission de Philippe Alfonsi et Patrick Pesnot : « le Procès Pétain » Première partie - 20 h 35.

Le 9 août 1945 commenté par Frédéric Pottecher – dont ce fut le grand premier procès –, Maurice Siégel et Yvan Audouard.



Maurice Barrier et Bruno Dévoldère dans « Des grives aux loups ».

L'émission de la semaine : « Tant qu'il y aura des profs », émission d'Hervé Hamon et Patrick Rotman, A.2 les mardi 16 octobre à 22 h 45, mercredi 17 octobre - 22 h 10 et jeudi 18 octobre - 21 h 35.

L'école est en crise. Dans les lycées, dans les collèges, dans l'enseignement professionnel, les rapports sont tendus, le rendement médiocre, l'échec omniprésent, les nerfs à vif. Les parents accusent les profs, qui accusent les élèves, qui accusent les profs, qui accusent les parents, etc. Chacun tente – vainement – de repasser à l'autre la responsabilité de la crise. Il manque un point de vue d'ensemble, qui ne soit ni fragmentaire ni partisan.

Durant dix-huit mois, Hervé Hamon et Patrick Rotman ont effectué un tour de France, travaillé les dossiers, rencontré plusieurs centaines de personnes, du prof de base au directeur ministériel, pour réaliser une enquête sur les acteurs et le système de l'enseignement secondaire public. Cette enquête a donné lieu à une série d'émissions sur Antenne 2 et un livre aux éditions du Seuil (voir « l'Unité » n° 569).

L'idée directrice des émissions est de donner la parole aux professionnels de l'éducation, aux profs, de les filmer sur le terrain, sur le lieu de travail, dans leur classe, de se dégager des images conventionnelles et des paroles de bois. Trois lieux ont été retenus : le collège Romain-Rolland de Clichy-sous-Bois, le lycée Rabelais à Saint-Brieux, le lycée d'enseignement professionnel classique, un établissement d'enseignement professionnel spécialisé en mécanique automobile. Capital.

LES ANIMAUX RENATURÉS

Lynx, vautours, castors, aigles... des animaux qui avaient disparu de notre environnement, victimes des dégâts du progrès. Aujourd'hui des équipes de protecteurs de la nature les « réimplantent » aux quatre coins de la France. Des opérations qui ne laissent indifférents ni la population locale ni les 1 850 000 chasseurs qui tous ne vont pas — et c'est heureux — jusqu'au meurtre pour assouvir leur passion.

PAR DENIS DANGAIX

LE mercredi 20 avril 1983, un colis en provenance de Tchécoslovaquie est réceptionné, dans la plus grande discrétion, à l'aéroport d'Orly. Mis rapidement à l'écart, il prendra sous la direction de Pierre Pfeiffer le chemin de l'Alsace. Pierre Pfeiffer, c'est le président du Fonds mondial pour la nature, association plus connue sous le sigle de « WWF ». Mais c'est surtout le maître d'œuvre d'un programme de réintroduction animalière élaboré six ans auparavant par quelques scientifiques protecteurs de la nature et pris en charge par un groupe baptisé : « Groupe Lynx ».

La caisse, ce n'est plus un secret pour personne, contient trois splendides félidés. Deux mâles et une femelle. Trois lynx donc, d'une vingtaine de kilos chacun, capturés voici quelques semaines dans les forêts tchécoslovaques par des spécialistes du zoo d'Ostrava. Avant-garde d'un lot en comprenant six autres, ils sont destinés à être réintroduits dans le massif des Vosges.

Ce pourrait être une histoire simple, un conte réel pour soir de veillée, si la « complainte » du retour du lynx ne dégénérait pas en conflit, hélas, armé. Car ces malheureux lynx vont se retrouver au centre d'un choc frontal entre les frères ennemis de la société civile : protecteurs de la nature et chasseurs. Boric, Alex et Xénie, ainsi se dénomment les trois félins, sont à peine arrivés dans les Vosges, que les passions se déchaînent. Terminée l'opération scientifique, cela devient un « sale coup » dans le dos du protecteur « écolo-cynégétique ». Michel Crépeau, alors secrétaire d'Etat à l'Environnement, avait donné son accord en juin 1982, il se faisait accuser par la Fédération départementale des chasseurs du Haut-Rhin de faire le jeu des écologistes. Ces mêmes écologistes, au passage, via la puissante Fédération française des sociétés de protection de la nature (F.f.s.p.n.) accusant le ministre d'être du « parti de la chasse ». Exit la bestiole, on en oubliait le pourquoi du comment. Ils étaient parqués dans un enclos à l'orée de la forêt, encore prisonniers, les lynx étaient affaire d'Etat.

Le 5 mai 1983, Boric et Xénie sont lâchés en forêt domaniale de Ribauvillé. Ils « craquaient » dans leur prison, se lamentant des réunions de conciliation qui ne « conciliaient » rien du tout. Alors le « groupe lynx » passait à l'action. Boric et Xénie, munis chacun d'un collier avec mini-émetteur — l'un d'eux avait été offert par la Fédération française de la fourrure, quel présage ! —, prenaient la fille de l'air. Huit mois après, Boric sera retrouvé, en Alsace, mort d'une balle qui s'est tellement perdue que l'on ne retrouvera jamais le propriétaire. Passons sur la guerre de communiqués des différents protagonistes, oublions les motions de tel conseiller général voyant dans cette affaire « une manœuvre politique pour imposer une réserve naturelle » ou tel responsable de fédération de chasseurs invoquant une provocation. Quoi qu'il en soit, Boric, ce lynx tchécoslovaque, mort en pays étranger dans un biotope qui lui était devenu familier, représentait le symbole de la réimplantation.

De la protection au repeuplement

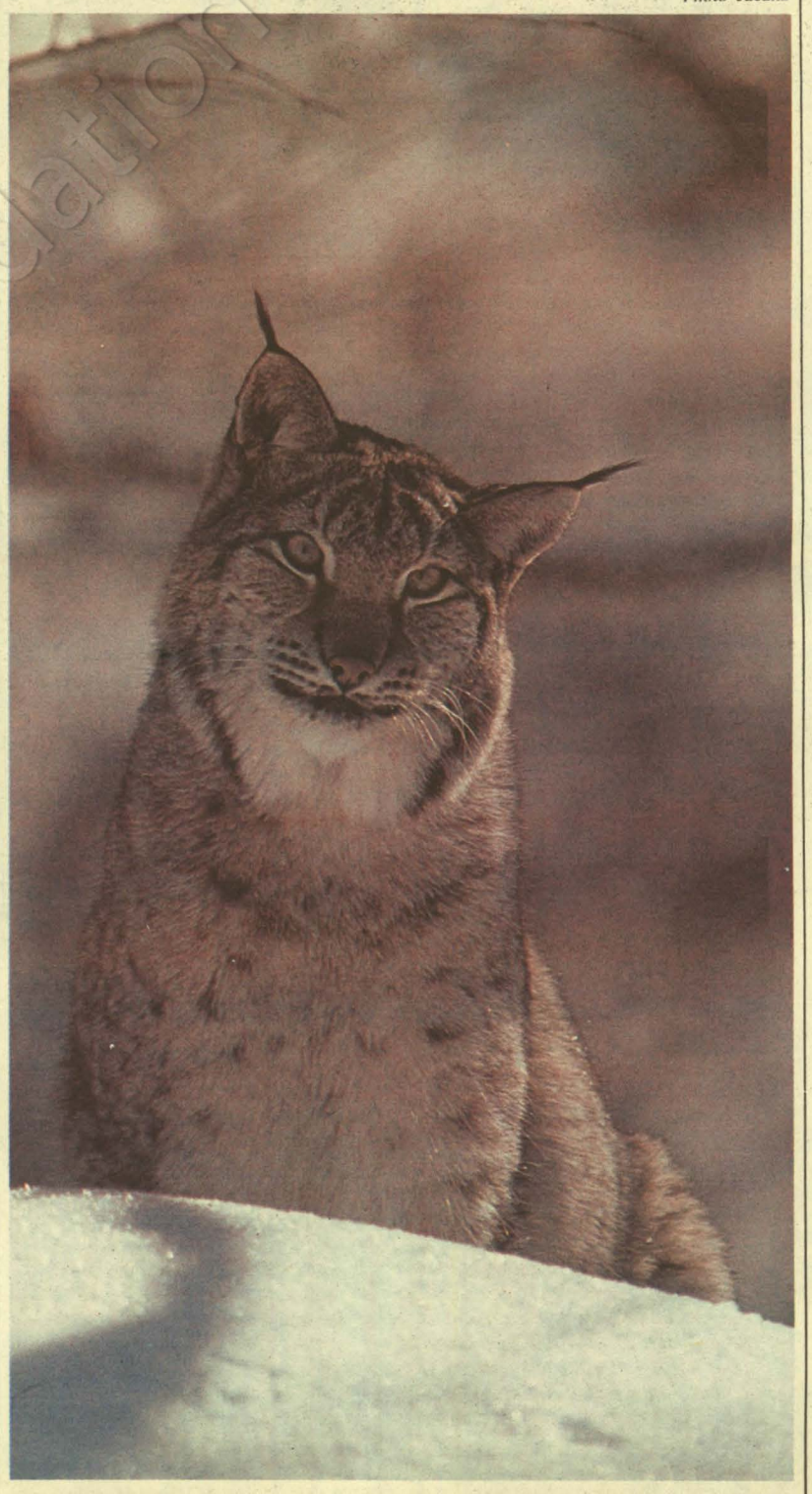
Il n'existe pas, à proprement parler, de textes réglementant spécifiquement l'introduction ou (la réintroduction) d'espèces dans la nature. Tout fonctionne sous le régime de l'autorisation. La loi du 10 juillet 1976 sur la protection de la nature précisait les espèces à protéger, mais ne prenait pas en compte de nombreux travaux sur les « conditions » de survie d'une espèce. En une vingtaine d'années, l'esprit en cette matière a progressivement évolué. Dès 1960, date des premiers parcs régionaux ou nationaux, ceux-ci sont considérés comme des laboratoires pour la nature. Couvrant actuellement près de trois millions d'hectares et étant soumis à des règles strictes, le parc sert aujourd'hui de « matériel de base » au principe de la réimplantation. La Vanoise, les Cévennes, les Pyrénées, entre autres, sont devenus les théâtres de multiples opérations. On réimplante, ici le vautour-fauve, là le castor. On conditionne l'espérance de vie de l'animal à la conservation de l'endroit « nature ». « La priorité, précise Martine Bigan, responsable du secteur réintroduction au ministère de l'Environnement, n'est pas la réimplantation en tant que telle, mais la préservation du milieu. La restauration des populations animales, importante pour nous, est l'argument scientifique. »

Conservation du milieu, le maître mot est lâché. L'un ne va pas sans l'autre. Un animal, quel qu'il soit, dépend de son endroit, de l'équilibre qui est instauré entre les différentes espèces. Le végétal, « la niche écologique » comme l'appellent certains scientifiques, est l'élément dont les variations entraîneront des effets sur « sa » population. Le cas des rapaces est à ce sujet exemplaire. Alors que l'on pourrait s'attendre à ce que ces « volatiles » puissent avoir quelque souplesse en matière de migration, on sait maintenant avec quel délice ils apprécient le sédentarisme. Pourquoi l'aigle impérial, le busard cendré, le vautour-fauve, le pysargue, le balbuzard ou le faucon-pèlerin sont menacés d'extinction ? Réponse : l'homme au sens général du terme. Le chasseur, tout particulièrement, ennemi héréditaire de la faune « dite » sauvage, mais surtout ses « actions ». Il détruit le milieu naturel en multipliant routes et lignes électriques. Il saccage le terrain boisé. « plus la civilisation avance, plus la forêt recule », affirme le chanteur canadien Gilles Vigneau... Il intoxique en utilisant pesticides ou autres substances nocives. L'homme tue la faune en rompant la pyramide biologique, cette chaîne de la vie, où chaque maillon symbolise une nécessité.

Mai 1982, en plein cœur du parc national des Cévennes, un petit vautour vient au monde. Joie des naturalistes du Fonds d'intervention des rapaces (F.i.r. (1)) qui, depuis douze ans, effectuent un travail de fourmi pour sensibiliser les populations locales à faire le meilleur accueil à ce grand rapace. Joie car ce petit, qui, au passage, est le premier au niveau mondial comme « produit » d'une réintroduction animalière, est la preuve que la démarche du F.i.r. fut la bonne.

« Les vautours reviennent, laissons-les vivre. » On peut aisément imaginer l'impact de ce slogan-titre de la campagne d'information organisée par le F.i.r. pendant l'année 1980 dans la région des Cévennes. Revoir des rapaces de 2,70 m d'envergure dans le ciel des Causses n'était pas chose aisée pour l'autochtone cévenol. Car le vautour « trimbale » beaucoup d'idées reçues. « Ce rapace sent la charogne, il attire la mort. » L'inconscient collectif fonctionne à merveille, surtout si celui-ci est alimenté par quelques déclarations « mal intentionnées » venant de milieux... hostiles. Même chose dans la région de La Vanoise, où l'aigle « implanté » fut accusé d'être un voleur de moutons, voire d'enfants. Sottise ! Oubliée, la fonction première du vautour, cet « éboueur de la nature », on craint pour ses poules et... ses sangliers. On n'hésite pas alors à jeter quelques carcasses copieusement arrosées de strychnine pour l'appétit de la bête. D'où la double stratégie mise en place par les responsables du F.i.r. et du parc national : création et approvisionnement de parcs de nourrissage et « fixation » de l'animal libéré par installation de volières « préparatoires » — les vautours restent en volière face aux Causses quelques mois avant le lâchage. Les résultats sont probants. Une quarantaine de vautours dans le ciel des Causses, des rapaces quasiment libres — eux aussi possèdent un mini-émetteur — et une population qui, dans son ensemble, a réappris à vivre dans un environnement qui abrite ces animaux. Un bilan positif d'une opération de réintroduction réussie.

Photo Jacana



De la cigogne au grand coq

Les expériences de réimplantation ne concernent pas exclusivement la faune dite sauvage. Au grand dam de quelques responsables des chasseurs qui ont un peu trop tendance à émettre des généralités sur ce problème. L'exemple de la cigogne est parlant. Ce volatile, « symbole d'une région », est en régression constante depuis le début des années 1960. Même cause, même effet. Le tir en est le principal responsable, même si cet oiseau est catégorie espèce « protégée». Passons... La cigogne, c'est tout un mythe. Culturel, bien sûr, il symbolise le repos, l'indépendance, la chaleur du foyer... et toutes ces sortes de choses. Ecologique ensuite. S'il n'existe plus, c'est parce qu'il n'y a plus de grenouilles. Le mythe a la peau dure. La réimplantation de la cigogne en Alsace s'opère en

fonction de la technique, dite « des enclos ». Elle consiste à garder en volière des sujets jusqu'à leur maturité (trois à quatre ans) puis à les mettre en liberté. Une technique qui donne des résultats, vingt et un couples de cigognes peuplent actuellement cette région. Cigogne comme grand tétras, dit grand coq, ne posent pas de problèmes de conscience aux fédérations de chasse. La cigogne, pour des raisons évidentes, le grand coq, même si celui-ci est interdit à la chasse, son repeuplement ne peut être que considéré comme une bonne chose dans l'équilibre cynégétique. Le tétras, on le trouve surtout dans les Pyrénées. Les opérations de réimplantation sont extrêmement sensibles. Le tétras nécessite un biotope particulier que, hélas, de moins en moins de sites connaissent. Les futaies résineuses additionnées de parties ensoleillées bien enherbées avec des strates arbustives bien développées, tout cela a tendance à disparaître, surtout que ce grand coq aime... la framboise et raffole de la myrtille. Dur pour le naturaliste, il faut trouver. Pour toutes ces raisons, le taux de survie des tétras après trois mois de lâcher est faible, 15 à 20 % maximum. La clé de la réussite réside sûrement dans les adaptations en élevage des oiseaux à une nourriture naturelle, dans l'apprentissage en volière des oiseaux au percher, dans la limitation des populations de prédateurs sur le site du lâcher, et dans l'apport de nourriture complémentaire éventuel après le lâcher.

Le silence des spécialistes

Dix castors en liberté dans la Moselle, d'autres, d'origine canadienne, tenteront l'aventure de la réadaptation au bord du Rhône, le « groupe castor » n'a pas l'intention de chômer. Un plan « loutre » en gestation du côté de la F.f.s.p.n., des loutres qui ont déjà commencé une nouvelle aventure dans les rivières de chaque parc national. Des macareux dans la réserve des Sept-Iles, des sites de reproduction pour les flamants roses et les aigrettes garzettes de Camargue. On évoque un plan loup... On suit à la trace les lynx – il paraîtrait à la grande interrogation des Suisses que pas un de ces charmants félins ne peut rester du côté des Alpes suisses, question de climat, peut-être... ils sont chez nous – ici ou là, des naturalistes tentent l'expérience de la recomposition animalière. Un pari ambitieux, réalisable, fondé sur des études écologiques à l'échelle européenne. Le plus dur, semble-t-il, reste à convaincre. Non les pouvoirs publics qui sont totalement acquis à la cause de la réintroduction, non les protecteurs de la nature, ceux-ci en font leur cheval de bataille, mais les maires et conseillers généraux concernés, une certaine partie de la communauté scientifique et, bien sûr, les chasseurs. Des chasseurs, n'oublions pas, dont, comme le Conseil d'Etat du 13 juin 1984 l'a rappelé, leurs fédérations départementales sont agréées comme associations de protection de la nature. Chaque partie y va de son rapport, de sa caution scientifique, de son étude de terrain. Un jeu bien connu dans une démocratie. Mais l'enjeu, parfois, est tellement noyé dans des querelles politico-stratégiques que l'on assiste à un certain recul du spécialiste de l'animal dans l'affaire concernée. C'est par exemple le cas pour l'ours, voire du lynx, où l'on constate un étrange silence des scientifiques.

La question essentielle demeure : est-ce qu'un animal réimplanté peut de nouveau se réacclimater ? Une note de septembre 1981 de deux chercheurs du laboratoire des reptiles et amphibiens du Muséum national d'histoire naturelle, Alain Dubois et Jean-Jacques Morère, pose le problème du risque en cas de réintroduction de pollution génétique. C'est la question de la variation chromosomique ou biochimique. « Tout transfert d'un individu d'une population dans une autre risque d'introduire des variations chromosomiques. On parlera dans ce cas de pollution génétique, insiste la note. » « Parmi les personnes responsables, continue le texte, nous pouvons distinguer deux catégories au sein même des protecteurs de la nature. Certains capturent ici un animal pour le relacher ailleurs. D'autres (...) des scientifiques avertis des problèmes écologiques, mais non conscients des conséquences génétiques... » En conclusion, les chercheurs affirment : « Tant qu'une chance, si faible soit-elle, subsiste d'un maintien ou d'une reconstitution de la population initiale, il faut éviter tout transfert. »

Le débat à tous les niveaux n'a pas fini d'être relancé. La protection d'un milieu nécessite la prise en compte de tous les avis. Mais la nature a parfois des secrets qui sont encore difficilement cernables. Celui par exemple de connaître ce qui peut bien se passer dans la tête d'un vautour-fauve né dans un zoo et lâché dans les Cévennes ? Ah s'il pouvait parler... ●





Photo Jacana

L'ursus arctos des Pyrenées.

(1) F.i.r. BP 27 – 92250 La Garennes-Colombes (771.02.87).
Nota :
– Ligue protectrice des oiseaux L.p.o. La Corderie royale 17300 Rochefort-sur-Mer (46) 99.59.97.
– Union des centres de sauvetage de la faune sauvage Château de Rochasson 38240 Meylan (76) 90.31.06.
– Comité national d'information chasse-nature 71, avenue des Ternes 75017 Paris 574.02.90.
– F.f.s.p.n. 57, avenue Cuvier 75231 Paris Cedex 05 336.79.95.

S.O.S. GRIZZLI

Ils étaient deux cents en 1937, fréquentant les Pyrénées ou les Alpes, s'adonnant à la sieste, à l'escalade ou à la gourmandise. Il n'en reste plus qu'une vingtaine traqués par les bergers, les chasseurs et les imbéciles.

UN jeune homme barbu, portant béret et chemise large, image du « peace and love » classique, agite une pancarte. « Sauvons les ours des Pyrénées. » La scène se passe le 29 septembre 1982 à Foix dans l'Ariège. Le président de la République est en visite. François Mitterrand s'arrête, à la surprise du service d'ordre, et déclare à l'écologiste : « Je suis de votre avis. Il faut sauver les ours et protéger l'espèce. On doit pouvoir le faire sans léser les agriculteurs. »

Préservons l'ours brun des Pyrénées, cet Ursus arctos, coqueluche du biologiste, ce plantigrade omnivore autant amateur de l'escapade nocturne que de la sieste matinale. Ils étaient deux cents en 1937, fréquentant les Alpes et les Pyrénées. Aujourd'hui, il en reste à peine une dizaine du côté des Pyrénées-Atlantiques et six à huit adultes dans les Pyrénées-Orientales. L'espèce est intégralement protégée depuis 1962. Pourtant, cela n'empêche en rien la lente disparition des ursidés. Deux raisons à cela : leur destruction systématique par les chasseurs et les bergers d'une part, même si celle-ci est en passe de s'estomper et, d'autre part, la pénétration par l'homme des zones à ours.

Pour sauver le grizzli, les pouvoirs publics n'ont pas lésiné sur les moyens. 2 millions de francs pour l'année 1984 débloqués par le Fonds d'intervention pour la qualité de la vie (Fiqv), une campagne de sensibilisation de la population et des indemnisations pour les communes obligées d'abandonner certaines exploitations forestières, devenues zones protégées.

Inutile de préciser que ces quelques mesures ont été accueillies « avec la plus grande satisfaction » du côté des écologistes de la Ffspn, les naturalistes, à l'image de ceux qui avaient créé le Fiep (Fonds d'intervention éco-pastorale) en 1975, faisant de cet animal le symbole de la protection. Les pouvoirs publics décidaient donc la mobilisation. Le plan Ours voyait le jour, et le ministère de l'Environnement, tour de contrôle de l'organisation, constituait sous l'égide des commissaires de la République des groupes locaux où élus, scientifiques, forestiers, bergers... se mettaient au service du plan.

Le principe de base est clair comme une source pyrénéenne. Il repose d'abord sur une cartographie au 50 000e divisée en trois zones : une rouge – alerte maximale représentant la partie d'hibernation, de reproduction et d'élevage des jeunes ; une orange pour l'alimentation et une verte l'errance. Les projets susceptibles de modifier le biotope (chemins forestiers, coupe de bois, ligne électrique...) sont examinés avec une attention proportionnelle à la zone correspondante.

Le pastoralisme est pris en compte dans le plan ours. Les bergers sont déjà indemnisés pour les dégâts que l'ours occasionne aux troupeaux (1 000 F par mouton « tué »). Le plan étudie les possibilités d'héliportage vers les cabanes d'estive. Pour les chasseurs, le problème reste entier même si les pouvoirs publics examinent des échanges de réserve, voire des tirs d'isards dans certaines zones où ils sont protégés. Aucune compensation financière par exemple, même si les chasseurs considèrent que l'ours fait perdre du sanglier, car fréquentant les mêmes terrains... chouchoutés. C'est sur la question de l'exploitation forestière que les efforts sont à rechercher. Pratiquement, chaque commune « intégrée » dans le plan vit de l'exploitation du bois. Des travaux, écologiquement perturbant pour la faune en général et pour l'ours en particulier.

L'ours pyrénéen a « tapé » dans l'œil du responsable. Sa vie, ses mœurs sont autant de thèmes touristiques. Son existence, son développement dépendent, une fois encore, du degré de conscience des habitants. En janvier 1982, une femelle et son petit furent abattus dans les Pyrénées-Occidentales. Simple méprise, une bavure... Un crime. Du côté de l'Espagne, les bergers n'hésitent pas à « empoisonner » les carcasses de moutons. L'ours est toujours victime de son profil sauvage. Là aussi méprise, inconscience. Sauver l'ours, c'est avant tout le réhabiliter aux yeux de tout le monde. D.D.

A QUOI SERT LE P.C.F. ?

PAR JEAN-PAUL LIÉGEOIS ET LUCIEN CURZI

C'EST le rédacteur en chef de « l'Humanité » qui, lors de la réunion du comité central du Parti communiste de la mi-septembre, il y a à peine un mois, s'écriait devant ses camarades : « L'Occident n'a plus rien à proposer et s'efforce d'effacer sa propre histoire ! » Sans vouloir être trop cruel, mais en considérant simplement les derniers résultats électoraux du P.c.f., on pourrait se dire qu'une très large majorité des Français doit désormais penser : « Le P.c.f. n'a plus rien à proposer et s'efforce d'effacer sa propre histoire. »

Electoralement, le P.c. n'était jamais descendu aussi bas depuis la période précédant le Front populaire, depuis l'époque sectaire où il se donnait pour but premier de « plumer la volaille socialiste », depuis le temps où Aragon dans son poème « Front rouge » invitait à « tirer sur les oursons de la social-démocratie ». En ce début des années trente, le P.c.f. était encore un parti « jeunot », fougueux, gauchiste, peu « accepté » tant par le personnel politique de la IIIe République que par la majorité de l'électorat. Il était mal implanté dans la société française. L'honorabilité était le cadet des soucis de ses dirigeants qui vomissaient encore le drapeau tricolore, ricanaient de « la Marseillaise » et n'avaient d'autres valeurs, d'autres références que celles qui leur venaient de Moscou. Jacques Doriot, « Superstar » de l'activisme et de l'agitation, était encore en place ; même si Maurice Thorez l'avait déjà supplanté. Le Komintern et Staline n'avaient pas encore donné le mot d'ordre du « front uni ».

En ces temps de certitudes absolues, pas un communiste français n'en doutait : la révolution d'Octobre éclairait le monde, son exemple allait permettre à la classe ouvrière française de briser le joug du capitalisme, d'emmener le peuple au paradis. C'était couru d'avance : la France n'allait pas tarder à connaître le bonheur immense de vivre une dictature du prolétariat conduite par le P.c.f. A l'avant-garde de tous les combats, les militants communistes connaissaient les inculpations, les procès, la prison. Ils ne savaient pas que Staline commençait à déporter des millions de paysans soviétiques vers le goulag. Et même déjà quelques communistes ! Ce n'était qu'un début. Et les plus grands intellectuels de France (André Gide et Jacques Prévert exceptés) faisaient chorus avec les staliniens hexagonaux pour annoncer l'avènement prochain du « socialisme » à l'échelle de la planète. Liberté, pain et paix ! Puisque Staline l'avait juré !

Et tant pis si un certain Léon Trotsky voyait les choses autrement. Et qu'importe si un petit peintre viennois commençait à beaucoup s'agiter du côté de Munich. La phalange organisée par un certain général Franco, l'ordre de la terreur peaufinée depuis quelques années déjà par Benito Mussolini, l'apparition de ligues d'extrême droite en France, tout cela comptait pour du beurre. Puisque le grand penseur de Moscou l'avait prédit : l'avenir serait rose à force d'être rouge ! Un militant communiste français doutait-il de l'analyse de son parti, il se trouvait toujours un Garaudy de service pour lui rétorquer : « Mais enfin ! Tu sais bien que Staline ne peut pas se tromper. Regarde ta tête, regarde celle de Staline. C'est quand même lui qui a la plus grosse tête, non ? (1) »

Depuis ces temps « bénis » où « Joseph-Dieu-Staline » garantissait personnellement l'infaillibilité des militants communistes français, beaucoup d'eau a passé sous les ponts de la Seine... et sous ceux de la Moscova. Les choses ont bien changé, camarades ! Du moins, en apparence. Les clandestins d'hier sont devenus des notables avec chauffeur et frais de mission. Plus sérieusement, en un demi-siècle, le P.c.f. a su trouver des occasions de « rencontrer » la France, de jouer avec séduction et efficacité la carte nationale : le Front populaire, la Résistance, la « reconstruction » du pays et la participation des communistes au gouvernement du général de Gaulle, la signature du programme commun et l'acceptation de cogérer le pays entre 1981 et 1984.

Bref, depuis cinquante ans, à chaque grand rendez-vous de l'histoire française, le P.c.f. a apparemment accepté d'être présent. Ce qui explique sans doute qu'il n'est plus perçu comme étant un « corps étranger » dans le tissu national. Mais ce qui n'explique pas, contradictoirement, son déclin électoral. D'où vient donc l'indifférence croissante dont le P.c.f. est « victime » ? La jeunesse des années quatre-vingt l'ignore dans sa quasi-totalité. Y compris la jeunesse ouvrière. Les intellectuels ont déserté ses rangs, la plupart de ses compagnons de route ont changé de trottoir pour ne plus avoir à l'interroger sans cesse sur ses volte-face. Où sont donc passés les 700 000 adhérents revendiqués au début des années soixante-dix par Paul Laurent ? Que sont les innombrables cellules d'entreprises devenues ? Aragon est mort. Son parti ne va pas très bien non plus...

Cette somme de constats n'interpelle pas seulement la direction du P.c.f. Elle inquiète également les militants communistes les plus fidèles et les plus convaincus. Elle apostrophe la gauche tout entière. L'ensemble de l'opinion française, directement concernée ou non, en est à se demander : où va le Parti communiste ? Question incontournable. Question multiple qui peut éclater en milliers de sous-questions.

Par exemple, quelques interrogations parmi d'autres. Le P.c.f. a-t-il rempli la mission qu'il s'était « confiée à lui-même » au Congrès de Tours : émanciper la classe ouvrière ? A-t-il laissé sur le bord du chemin ses idéaux de 1920 ? Est-il encore, aujourd'hui, un parti révolutionnaire ? Son but est-il toujours la prise du pouvoir ? Est-il un parti de progrès ? De gauche ? Est-il devenu un parti comme les autres ? Si oui, son existence se justifie-t-elle encore ? A quoi sert le P.c.f. en 1984 ? Est-il encore un parti « soviétique » ? Sinon, comment expliquer son alignement idéologique sur la politique de l'U.r.s.s. ? A-t-il vraiment rejeté le stalinisme ? Ne s'est-il pas plutôt contenté de le digérer ? Le P.c.f. fonctionne-t-il démocratiquement ? Véhicule-t-il autre chose que des valeurs archaïques, voire conservatrices de la société française ? A-t-il su s'adapter aux mutations sociales, économiques et culturelles du monde occidental ? Est-il crédible quand il parle de liberté et de défense des droits de l'homme ? Assistons-nous au dépérissement définitif du P.c.f. ? Faut-il envisager le futur de la gauche française sans lui ?

Plutôt que de répondre péremptoirement ou théoriquement à toutes ces questions, plutôt que de les traiter par des arguments polémiques, il nous a semblé judicieux de donner la parole à ceux qui ont fait, font et feront le P.c.f., soit de l'intérieur soit de l'extérieur (car ce parti n'est pas à ce point imperméable qu'il ne subisse jamais aucune influence venue d'ailleurs !). Il y a ceux qui restent. Il y a ceux qui sont partis. Il y a ceux qui l'ont accompagné ou l'accompagnent. Il y a ceux qui ont choisi de ne pas y entrer mais se sont sérieusement posé la question. Ils ont tous cela en commun d'avoir eu ou d'avoir encore « la problématique du P.c.f. » au cœur de leur vie : ils sont les mieux placés pour tenter d'apporter des éléments de réponses à toutes les interrogations qui surgissent. Ils parlent d'or. Ils réfléchissent, ils pensent, ils jugent, ils doutent, ils hésitent, ils concluent à partir de leur itinéraire personnel à travers, dans ou autour du P.c.f.

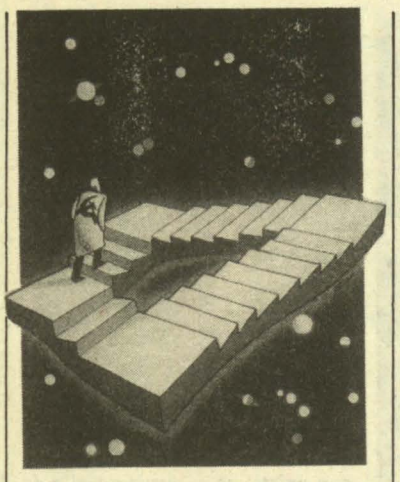
Dans un premier temps, dans ce numéro, nous nous contentons de présenter cette suite d'itinéraires personnels. Dans un deuxième temps, à partir de la semaine prochaine, nous publierons des entretiens plus poussés menés auprès de ces mêmes trente-sept « témoins actifs » ou « acteurs témoins » du P.c.f. (et peut-être avec quelques autres...). Différents les uns des autres, différents culturellement et socialement, différents par l'âge, ils raconteront au fil des numéros de « l'Unité » l'histoire du P.c.f. de 1920 à aujourd'hui. Pas obligatoirement dans la chronologie. Pas obligatoirement thématiquement. Mais plutôt de manière libre, « sauvage » : chacun avec sa mémoire, chacun avec son histoire, chacun avec sa conscience, chacun avec son regard. Seuls les esprits totalitaires pourront être chagrinés par les contradictions qui surgiront au hasard de ces vies. Le P.c.f., ce n'est pas si simple... A nos lecteurs d'en tirer les leçons. Aux citoyens de ce pays d'aller aux conclusions.

Libre aux intolérants de tout poil de se boucher les yeux et les oreilles ! Ajoutons seulement que, en conclusion de cet ensemble de témoignages, nos colonnes seront ouvertes à la direction du Parti communiste pour qu'elle y exprime son point de vue si elle le désire. ●

Le Parti communiste français est-il un parti comme les autres ? Vieille question mais qui resurgit à chaque tournant de son histoire. Elle redevient aujourd'hui d'une brûlante actualité. A partir de cette semaine « l'Unité » fait appel à des « témoins » qui sont ou ont été membres du P.c.f. ou dans sa mouvance, et dont la somme des itinéraires personnels constitue un document original et essentiel pour comprendre un phénomène qui concerne toute la gauche.

(1) Anecdote exacte rapportée par Raymond Bussières dans « l'Unité » il y a quelques années.

Fondation Jean Jaurès

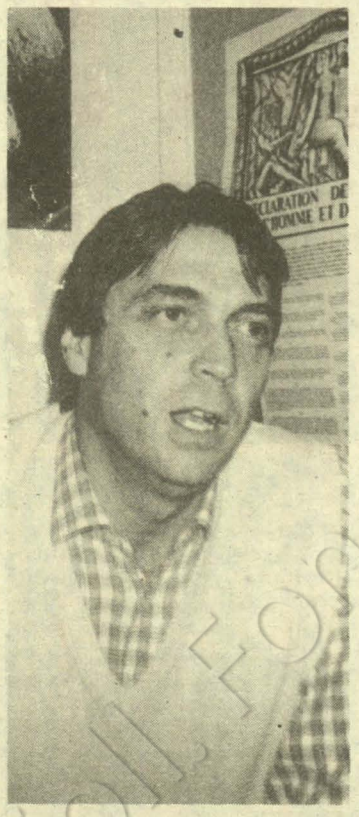


A QUOI SERT LE P.C.F. ?

Henri Bertholet : « Le combat était perdu d'avance »

Né en 1946. Professeur de français à l'Ecole normale de Valence. Adhère aux J.c. au lendemain de la tuerie de Charonne, puis au P.c. le jour de ses dix-huit ans. A été, tour à tour, membre du comité national de la J.c., puis de l'U.e.c. ; secrétaire national de l'U.e.c. de Grenoble en 1968 ; un des secrétaires de la section de Romans du P.c.f. de 1974 à 1978 ; conseiller municipal communiste de Romans de 1977 à 1983. Actuellement membre du collectif national de Rencontres communistes ; président du comité de jumelage de Romans ; animateur de Radio R (à Romans).

« J'avais une dizaine d'années, quand mon père, sympathisant, parlait du P.c.f. à la maison. Plus tard, j'ai retrouvé le sigle « P.c.f. » dans un bouquin d'histoire. Il était question d'un débat sur des affrontements entre socialistes et communistes dans l'après-guerre. Je me souviens que j'entendais souvent mon père faire allusion au P.s.... pour le critiquer. C'était vers le milieu des années cinquante, en pleine guerre froide.



« Je suis entré au Parti le 26 janvier 1964, le jour de mes dix-huit ans. Depuis deux ans, j'étais déjà membre de la J.c. et élève à l'Ecole normale d'instituteurs de Grenoble. Pour moi, ça coulait de source. Plus de la moitié des élèves de l'Ecole étaient membres de la J.c. Le massacre de Charonne, le 8 février 1962, avait, en quelque sorte, précipité chez moi la décision. Je me rappelle qu'à 16 ans l'envie d'agir alliée à l'esprit militant étaient, en moi, très forts. Dans les années précédentes, j'étais allé au catéchisme et à l'église pour faire plaisir à ma mère. J'ai dû être croyant entre huit et quatorze ans. Ça m'a paru toujours aller de soi d'agir pour ce à quoi je croyais, de servir à quelque chose.

« J'ai quitté le P.c.f. parce que je ne suis plus d'accord avec sa politique depuis le milieu de l'été 1977. Aux législatives de 1978, la vraie nature de la ligne suivie par le P.c. m'est apparue dans sa clarté. Je ne l'approuvais plus. Je l'ai dit très fort dans le Parti, puis publiquement. Je me suis bagarré le plus longtemps que j'ai pu dans ses rangs, espérant faire changer les choses. Mais il m'a fallu me rendre à l'évidence : le combat était perdu d'avance. Résultat : je n'ai pas repris ma carte au début de l'année 1983. »



Gérard Breton : « Pas question pour moi d'être ailleurs »

Né en 1944 au Havre. Professeur agrégé de sciences naturelles. Directeur du Muséum d'histoire naturelle du Havre. Membre du P.c.f. depuis 1975.

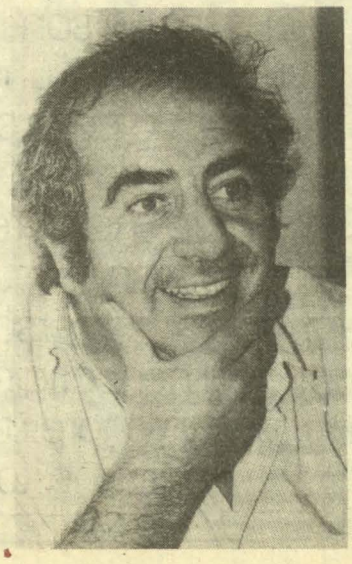
« J'ai d'abord été, entre 1960 et 1968, un étudiant puis un jeune professeur très peu politisé. A partir de 1968, ce sont des conversations avec des collègues communistes qui m'ont progressivement fait comprendre la justesse de l'analyse communiste et familiariser avec le Parti, avec les communistes.

« En 1973, j'étais rentré en France après deux ans de coopération en Algérie : ce pays poursuivait déjà une tentative originale de marche vers le socialisme. Et, à cette époque, je m'intéressais à l'économie politique et à la philosophie marxiste. La confirmation de la justesse de l'analyse marxiste (j'avais, par exemple, été très fortement marqué par la lecture de « la Crise » en 1975) et l'exemple que je tirais du côtoiement quotidien des communistes (en particulier des élus municipaux) m'ont amené, tout naturellement, en 1976, à adhérer au parti communiste français.

« Pas question pour moi d'être ailleurs qu'au parti. Le P.c.f est le seul parti, en France, qui dispose d'un outil théorique d'analyse performant, qui met cette analyse au service de tous les travailleurs et qui leur propose des perspectives résolument anticapitalistes. »

Roland Castro : « Le P.c. m'a sauvé la vie »

Né en 1940. Etudes d'architecte à l'Ecole des beaux-arts de Paris, de 1956 à 1968. En 1968, il participe à la critique de l'enseignement de cette Ecole, origine d'un des mouvements d'où émergera la révolte étudiante de mai 68. Professeur d'architecture depuis 1970. Participe à la renaissance de l'urbanisme, en France, dans le cadre de « Banlieues 89 », projet de rénovation des banlieues demandé par le gouvernement français. Auteur de « 1989 » (Editions Barrault).



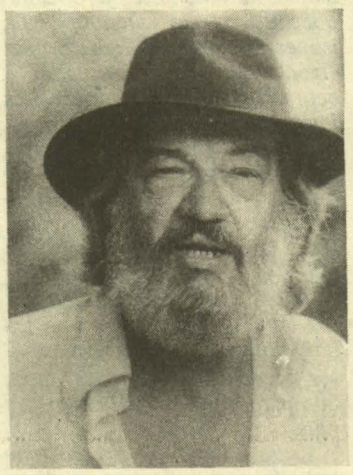
« Les exploits du maquis dirigé par Georges Guingouin, dans la Vienne, m'ont appris l'existence du P.c.f. Ma famille était d'origine juive. Et j'ai été sauvé par le P.c. ; je lui dois la vie. Je suis né à Limoges, mais j'ai vécu à Saint-Jean-de-Noblat, où la liste de droite était P.s. et la liste de gauche P.c. Je suis donc originaire du Limousin, où le P.c.f. est le plus enraciné. Je suis d'une région de paysans communistes.

«Après, devenu étudiant, je pensais P.s.u., et je voulais agir P.c.f. Mon adhésion, je la situe après le putsch des généraux d'Alger, dans les années 1960-1961. J'y suis allé pour être actif. Je me trouvais au sein des contradictions de la gauche française. Il y avait les bavards, d'un côté, et les efficaces, de l'autre. J'étais fasciné par ces derniers. J'étais complètement paumé. Au P.s.u., c'était l'affolement. Un jour, je rencontre un type qui me dit : « Le Parti mobilise. » Je me suis enrôlé.

« J'ai quitté le P.c. par haine de la religion. Il y avait à faire des choses de type religieux. Or, je suis profondément laïque. J'ai été viré par esprit de rébellion politique, car j'étais pro-italien, c'est-à-dire démocrate. En fait, j'ai été mis dehors en 1965. Je faisais partie d'une cellule du quartier Jeanne d'Arc, dans le XIII[e] arr. de Paris. Il y a eu une procédure d'exclusion. Ma carte ne m'a pas été renouvelée. »

Jean-Pierre Chabrol : « Je suis devenu une sorte de compagnon de route »

Né en 1925. Ecrivain. Jusqu'en 1956, pendant onze ans, a été dessinateur puis journaliste à « l'Humanité ». Romancier (« la Chatte rouge », « le Canon fraternité », « le Bouc du désert », « les Rebelles », etc.), il a signé une superbe chronique sur sa génération communiste : « la Folie des miens » (Gallimard). Travaille régulièrement, ces dernières années, pour le théâtre. Sa prochaine pièce, actuellement en répétition, s'appelle « les Femmes du Moloch ».



« Aussi loin que je me souvienne, j'ai toujours vu, dans notre village des Cévennes, mon père discuter avec les communistes. Il était, lui, de sensibilité anarchiste. En 1939, par exemple, à propos de la signature du pacte germano-soviétique, mon père s'est rudement accroché avec un communiste nommé Hugon. Et Hugon qui n'avait pas d'argument ne faisait que répéter en occitan, mécaniquement : « T'en fais pas ! Les Soviets nous sauveront ! » Hugon n'a pas eu de chance : il est mort avant Stalingrad.

« Je me souviens très bien de ces nuits d'élections où les mineurs faisaient péter de la dynamite dans tous les coins. Je me souviens très bien de ce jour (je devais avoir 7 ans) où mon père m'a emmené à Alès pour un meeting de Marcel Cachin. Cachin parlait au pied de la prison. A l'intérieur de la taule était enfermé Fernand Vallat, le maire communiste d'Alès.

« J'étais encore très jeune quand j'ai pris le maquis et rejoint les F.t.p. Au maquis, il n'y avait pas de drapeaux tricolores il n'y avait que des marteaux, des faucilles et des drapeaux rouges. On se considérait tous comme des communistes. On était persuadé qu'on était déjà officiellement du Parti. En fait, un jour, mon commandant m'a dit : « Il faut que tu adhères, mais lis d'abord ça ! » Il m'a refilé le « Capital » de Karl Marx. J'en ai lu dix pages, peut-être moins, j'ai arrêté et je me suis dit : « Je ne serai jamais communiste. » D'autant qu'après, comme militaire, on m'a expliqué qu'il valait mieux que je n'ai pas ma carte du Parti.

« Je n'ai jamais rempli de bulletin d'adhésion. Mais, démobilisé, je me suis retrouvé à l'U.e.c., puis militant dans le VII[e] arrondissement de Paris. Et j'ai bientôt commencé à faire des dessins dans « l'Huma ». Ce n'est que des années après qu'on s'est aperçu que je n'avais jamais été « cadré », que je n'avais pas rédigé de « biographie ».

« De même que je n'avais jamais rempli de bulletin d'adhésion, de même je n'ai jamais été radié... Après Budapest, quand j'ai décidé de quitter « l'Huma », je me suis retrouvé sans rien, avec trois gosses ! J'ai tenu à rencontrer Maurice Thorez pour lui dire que je m'en allais parce que je n'étais plus d'accord. Il m'a répondu : « Je te comprends. Pour moi, tu fais toujours partie de la rédaction. Tu peux revenir au comité de rédaction quand tu veux. » J'avais une B.d. qui passait dans « l'Huma » : elle a continué à paraître. Et, pendant des années, « l'Huma » a continué à cotiser pour moi, pour que je touche la Sécurité sociale et les allocations.

« Un an après mon départ de « l'Huma », Aragon m'a proposé une chronique de télévision dans « les Lettres françaises ». J'y ai écrit ce que j'ai voulu... Au moment de ma sortie de « l'Huma », j'habitais Palaiseau. Quand j'ai déménagé pour m'installer avec des chèvres en Seine-et-Marne, la section du parti de Palaiseau n'a pas jugé utile d'entériner ma mutation. De mon côté, je n'ai rien réclamé. C'est comme ça, en douceur, que je suis devenu une sorte de simple compagnon de route. »

Anita Chicard : « Le retour dans le giron soviétique m'a fait rompre »



Né en 1945. Secrétaire de direction. Ancienne secrétaire du comité du IX[e] arrondissement du P.c.f. Ancien membre du Comité fédéral de Paris du P.c.f.

Photos A.f.p., Gamma, Keystone, Pascal Lebrun.

« Je me rapelle qu'au lycée les empoignades politiques allaient bon train. Les choses de la politique me fascinaient. Nous étions issues, mes camarades et moi, d'un milieu ouvrier et nous partagions des aspirations généreuses propres à la jeunesse. Le P.c.f. se trouvait donc au centre de notre intérêt.

« J'ai adhéré en 1972, car le Parti m'apparaissait comme le pivot de l'union des forces de gauche et à la fois comme le seul parti susceptible d'offrir une perspective crédible d'accession de la gauche au pouvoir. Et il s'ouvrait tous azimuts, sachant intégrer dans sa réflexion des éléments nouveaux de la réalité sociale. Il semblait animé, aussi, de la volonté de contribuer au débat général des forces de gauche, sans vouloir pour autant les dominer. Pour une femme habitée par le désir d'être associée à l'histoire contemporaine, adhérer au P.c.f. était une manière de vivre vraiment.

Se séparer du P.c.f. est toujours complexe et douloureux. Aussi a-t-il fallu qu'à mes yeux se confirment, dans sa ligne politique, ses positions de désunion, de repli progressif sectaire, de retour dans le giron soviétique, pour que je rompe. Hors du P.c.f., il reste chez moi une fidélité et un engagement communistes. Passionnément. »

Roger Codou : « 1956, l'année du déchirement »



Né en 1906. Adhère à la Jeunesse communiste en 1925. Refuse de faire son service militaire en 1926 (pour protester contre la guerre coloniale du Rif). Lieutenant dans les Brigades internationales (1936-1938). Prisonnier de Vichy de 1940 à 1943. Membre du cabinet du ministre communiste Charles Tillon à la Libération. Circule pendant vingt ans dans les pays de l'Est dans le cadre d'activités « commerciales » organisées au profit du camp « socialiste ». Découvre le contenu du rapport Khrouchtchev dès 1956. Se trouve à Budapest quand les tanks soviétiques écrasent la révolte hongroise. Rompt avec le parti et se tourne vers les oppositionnels regroupés autour de la revue « Unir ». Auteur de « le Cabochard, mémoire d'un communiste, 1925-1982 » (Maspero).

« Mon père était un militant syndical actif, dans la tradition anarcho-syndicaliste et antimilitariste. C'est lui qui m'a imprégné de ses généreuses pensées et a fait de moi un internationaliste sans concession.

« J'ai rencontré le Parti communiste en 1925, à l'usine de torpilles Whitehead (à Saint-Tropez, où je travaillais comme modeleur), en la personne d'un ouvrier, Albert Le Bras. « Bébert », comme nous l'appelions, était un militant d'un dévouement et d'un désintéressement exemplaires. C'est lui qui m'a fait adhérer. Ce sont des hommes comme lui qui ont forgé le parti.

« Si j'ai été un militant totalement engagé dans la lutte, je n'ai pas toujours été très discipliné (au sens étriqué et passif où on l'entendait dans le parti). Ainsi, en 1935, après la signature d'un pacte d'assistance mutuelle signé par Staline et Laval, lorsque le parti, sous l'impulsion de Thorez (lui-même agissant sur ordre de Moscou), effectua son « virage patriotique » en votant les crédits militaires, en « reprenant à la bourgeoisie » le drapeau tricolore et « la Marseillaise », je n'ai pas particulièrement apprécié ce tournant. Plus tard, engagé dans les Brigades internationales en Espagne avec l'assurance que, durant mon engagement, le parti verserait une allocation de soutien à ma compagne, je n'ai pas apprécié qu'il n'ait tenu ses engagements ni à mon égard ni à l'égard de mes compagnons de lutte, dont certains durent affronter des situations dramatiques. Je n'ai pas apprécié davantage, plus tard, que le parti n'ait jamais rien fait pour soulager la détresse de nos mutilés.

« En 1948, j'ai été placé à la tête d'une entreprise polonaise de transports internationaux. Durant vingt ans, j'ai circulé dans les pays de l'Est. Observateur attentif, j'ai découvert, au fil des ans, l'envers du décor du « socialisme » : l'absence de libertés, les privilèges exorbitants, le régime de basse police, les mensonges, les magouilles en tous genres et les combines élevées à la hauteur d'une institution.

« L'année 1956 a été, pour moi, l'année du déchirement. En mars 1956, j'ai pris connaissance, à Varsovie, du contenu intégral du rapport Khrouchtchev. Ce fut un choc dramatique... Présent à Budapest en octobre 1956, pour célébrer le 20e anniversaire de la formation des Brigades internationales, malgré les interdictions, j'ai été constamment dans la rue et j'ai assisté à l'intervention des chars soviétiques pour noyer dans le sang l'insurrection.

« Je n'ai pas repris ma carte du parti en 1957. »

Henri Cueco : « Au P.c.f comme à l'église »

Né en 1929. Artiste peintre. A été membre du P.c.f de 1956 à 1977.

« Dans ma mémoire, le Parti communiste est associé à la fois aux luttes contre le franquisme et aux combats de la Résistance. Mon père était espagnol, plutôt sympathisant communiste. A la fin de la guerre d'Espagne, quand les réfugiés ont commencé à affluer en France, je me suis aperçu qu'ils étaient presque tous communistes ou proches du parti espagnol. Pendant l'Occupation, en Corrèze où je vivais, les gens du maquis à mes yeux d'enfants étaient de vrais aventuriers, des porteurs de violence et d'espoir. Les gens du maquis, pour moi, c'étaient les F.t.p., pas les autres. C'est eux que j'aurais suivi si j'avais eu deux ans de plus.

« J'ai adhéré au P.c.f parce que j'étais issu d'une petite bourgeoisie provinciale très pauvre. Ma mère était couturière. Mon père aurait bien voulu être artiste peintre, il n'était que peintre en bâtiments. La petite bourgeoisie est toujours écartelée entre deux classes. Entre, d'un côté, la bourgeoisie qui la fascine et devient son modèle et, de l'autre, la classe ouvrière qu'elle « angélise », qu'elle regarde toujours avec tendresse et nostalgie. Quand, dans un réflexe anti-bourgeois symbolique, un petit bourgeois veut « rompre », il n'est pas rare qu'il se rapproche du P.c. C'est ce qui m'est arrivé.



« En plus, pour quelqu'un qui a un sentiment de religiosité, qui a reçu une éducation chrétienne, le P.c.f n'est pas un lieu étranger. Au P.c.f, comme à l'église, la foi a sa place. Et le rituel aussi. Quand on passe de la religion chrétienne au parti, on remplace tranquillement le rituel de la messe par celui de la vente de « l'Huma-Dimanche ».

« Mon départ du parti s'est fait sur les mêmes bases que mon adhésion. J'avais adhéré parce que je me référais à certaines valeurs. Je suis parti parce que ces valeurs étaient toujours les miennes mais n'étaient visiblement plus celles du parti. Là où je pensais avoir lutté pour la liberté, je ne voyais que l'emprisonnement et le goulag. Là où je pensais avoir bagarré pour l'épanouissement de tous et le droit à l'imagination, je découvrais des fonctionnaires rétrécis, des préretraités, etc.

« Surtout, je m'étais posé une question claire : quel est le régime politique qui a massacré le plus grand nombre de communistes ? Et je m'étais fait une réponse claire : c'est le régime des pays communistes! »

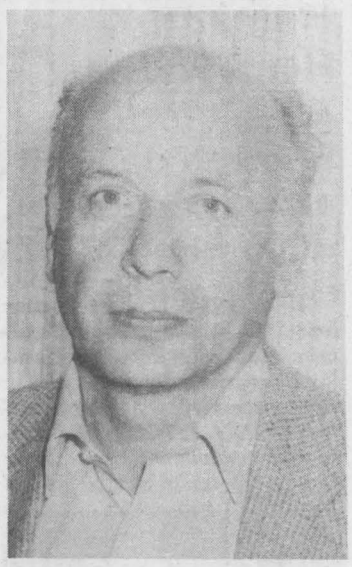
Serge Depaquit : « Exclu en mai 1968 »

Né en 1929. De formation, ingénieur en optique. Actuellement ingénieur au C.n.r.s. Secrétaire national du P.s.u.

« J'ai vécu les événements de la Libération de Paris. Mon père a adhéré en 1945 au P.c.f. C'était l'époque des exploits des communistes dans la Résistance et des lettres de fusillés. Nous vivions dans l'idée d'un camp socialiste, qui s'agrandit avec le triomphe de la révolution en Chine, et des records économiques des plans quinquennaux.

« Influencé par un de mes professeurs, qui sortait de la Résistance (il avait été torturé par la Gestapo), dans l'école professionnelle où j'étais, j'ai été convaincu par lui au point, en 1949, d'adhérer au P.c.f. Je garde mon estime à cet homme, qui ne m'a pas laissé l'impression d'un esprit dogmatique.

« En 1955-1956, j'ai vécu à Prague comme « permanent » à l'Union internationale des étudiants, dont Jiri Pelikan était le président. Ce dernier m'a raconté le procès Slansky (auquel il avait assisté) et la répression en U.r.s.s. sous Staline. Puis, il y eut les événements de Hongrie et le fameux rapport « attribué » à Khrouchtchev. A mon retour à Paris, je me suis retrouvé secrétaire administratif, c'est-à-dire principal dirigeant de l'U.e.c. Laurent Casanova « suivait » notre organisation pour le Bureau politique du P.c.f. Lors du procès



fait à Casanova-Servin, la direction de l'U.e.c. fut démolie par Roland Leroy, Guy Hermier et Jean-Michel Cathala. J'ai été exclu du parti pendant les manifestations de mai 1968. »

Sylvie Elissade : « On m'a traitée de fiszbinette ».

Née en 1952. Professeur d'éducation physique. Membre du P.c.f. en 1977. Devient secrétaire de cellule. S'abonne à R.c.h. (« Rencontres communistes hebdo »), la publication d'Henri Fiszbin, en 1981. Le 17 juin 1984, est candidate aux élections européennes sur la liste « Communistes démocrates unitaires » présentée par Henri Fiszbin et le P.s.u.

« A la maison, mes parents ont toujours discuté de la politique. Je me souviens très bien qu'en 1969, pour l'élection présidentielle, ils ont voté pour Jacques Duclos.

« En 1968, je n'avais que seize ans, je n'étais pas encore vraiment politisée, j'ai vécu le mois de mai comme des grandes vacances. Par la suite, tout en étant intéressée par le Parti communiste, tout en donnant des coups de main dans le cadre de l'union de la gauche, je ne me suis pas engagée à fond dans le militantisme parce que le sport prenait l'essentiel de mon temps libre.

« En 1977, quand je suis venue enseigner à Boulogne-sur-Mer, je



me suis trouvée plus disponible. J'ai franchi le pas. J'ai pris ma carte du P.c.f. Mes motivations tenaient en trois mots : démocratie, égalité, union.

« J'avais adhéré sur l'idée d'union. La rupture de l'union de la gauche, qui est arrivée tout de suite après, a été un coup dur pour moi. Surtout parce que, petit à petit, je me suis rendu compte que le P.c.f. refusait toute responsabilité dans cette rupture, qu'il n'était pas question de dire que les communistes avaient peut-être fait des erreurs eux aussi...

« Plus tard, j'ai buté sur la dure réalité de la démocratie à l'intérieur du parti. Un exemple parmi d'autres : avec quelques femmes j'avais créé une commission féminine... Le parti nous a envoyé un homme pour nous surveiller, pour voir si nous ne virions pas trop au M.l.f. ! A partir de ce moment-là, j'ai eu à l'intérieur du parti une attitude critique. Sont arrivés les incidents avec les immigrés (à Vitry), avec la drogue (à Montigny-les-Cormeilles). J'ai demandé des explications, je n'en ai jamais eu.

« A propos de l'Afghanistan, mes divergences se sont amplifiées : j'ai constaté que la base, majoritairement, condamnait l'Union soviétique, mais que la direction du parti n'en tenait aucun compte. Alors, je me suis tournée vers Henri Fiszbin. J'ai écrit à son journal, à « R.c.h. », que pour les dirigeants les militants du parti ne sont que des colleurs d'affiches et des porteurs d'eau. Ma signature dans le journal de Fiszbin m'a isolée. On m'a traitée de « fiszbinette », on m'a expliqué que je « trahissais ». On m'a aussi fait comprendre qu'il serait mieux que je ne reprenne pas ma carte. De toute façon, en 1982, cette carte, je ne l'aurais pas demandée ! »

Claire Etcherelli : « C'est comme un amour impossible »

« Née en 1934. Ecrivain. Romancière. Prix Fémina 1967 pour « Elise ou la vraie vie ». Longtemps militante du P.c.f. A fini par s'éloigner sans bruit (comme beaucoup d'intellectuels). Fait partie de l'équipe des « Temps modernes ».

« Ma petite enfance ; le quartier Saint-Michel près des quais de Bordeaux où j'habitais ; les grandes grèves qui paralysaient le port ; les discussions interminables dans les rues, de fenêtre à fenêtre ou devant les portes à la tombée de la nuit. Les propos que je saisissais faisaient naître en moi des images qui m'ont sans doute marquée à vie. Le Parti communiste, je l'imaginais comme une sorte d'armée de l'An II qui combattait le malheur auquel les gens de notre espèce étaient promis.



« Dans les années qui ont suivi la guerre d'Algérie, j'ai décidé d'adhérer. Les anciens combattants des luttes anticoloniales m'excédaient qui sous-estimaient les problèmes, les inégalités, les blocages de la société française. Qu'y avait-il alors d'actif, aux belles années du gaullisme, en dehors du P.c. ?

« Pourquoi j'ai cessé d'y militer ? C'est comme un amour impossible... On est malheureux d'en être éloigné, mais on sait que la vie ensemble sera intenable. Et on a du mal à aimer ailleurs... »

(suite en page 20)



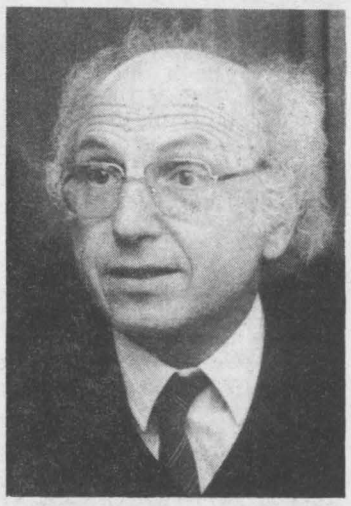
A QUOI SERT LE P.C.F. ?

(suite de la page 19)

Henri Fiszbin : « J'ai été homme de croyance et d'illusions »

Né en 1930. D'abord ouvrier tourneur. Ancien premier secrétaire de la fédération de Paris du P.c.f. et conseiller municipal ; ancien membre du Comité central du P.c.f. Président de « Rencontres communistes. »

« Enfant de la guerre, j'avais



quinze ans lorsque le P.c.f. m'est apparu auréolé du prestige de la Résistance et que l'U.r.s.s. était victorieuse. J'étais issu d'une famille de juifs polonais immigrés, chassés de leur pays en 1930 à la suite de pogromes.

« En 1945, j'avais des aspirations sociales et généreuses comme beaucoup de jeunes de mon âge. A la Libération, la vraie vie commençait pour moi. Et militer au sein du P.c.f., pour mon idéal, a été très vite enthousiasmant et nécessaire.

« Mon engagement a été total. J'ai été homme de croyance et d'illusions, « illettré » en somme. Puis, dans les années soixante, j'ai commencé à prendre sérieusement en compte les réalités. Avec hésitation, je me suis détaché de l'unanimisme de type théologique pour me placer sur une base politique. J'ai démissionné du Comité central en octobre 1979, tout en restant conseiller de Paris. La direction du P.c.f. m'a, comme beaucoup d'autres, « auto-exclu » en 1982, peu avant les assises du 24e Congrès. Le 13 mai 1981, j'avais fondé « Rencontres communistes. »

Max Gallo : « Eloigné du P.c., je n'ai jamais éprouvé de culpabilité »

Né en 1932. Ecrivain. A été professeur de lycée puis d'université. Est probablement le seul docteur ès lettres de France à posséder un C.a.p. de mécanicien-ajusteur. Romancier (« la Baie des anges », « Les hommes naissent tous le même jour », etc.). Historien (« l'Italie de Mussolini », « Histoire de l'Espagne franquiste », « la Nuit des longs couteaux », etc.) Député socialiste de Nice puis ministre du gouvernement Pierre Mauroy. Actuellement député P.s. au Parlement européen. A été communiste pendant la période où il a été étudiant (à Nice puis à Paris). S'apprête à faire paraître un livre important sur Jean Jaurès.

« Mon père était communiste. Ses amis l'étaient. En remontant le plus loin possible dans mes souvenirs, c'est-à-dire au moment du Front populaire, alors que j'avais 4-5 ans, je saisis clairement le climat dans lequel j'ai été élevé : un univers social politisé, celui des communistes et du P.c., en confrontation avec tout le reste.

« J'ai adhéré au P.c. en 1949, à dix-sept ans, en pleine guerre froide. Dans cette période tranchée, j'avais des motivations tranchées. Je vivais à Nice ; et, avec d'autres jeunes et nouveaux adhérents, nous avons constitué une cellule des étudiants communistes. Mon adhésion m'a semblé, à l'époque, une double nécessité. Je l'ai vécu et comme une fidélité à la vie de mon père et comme une protestation, la seule protestation possible, contre les humiliations que la société imposait à un certain



nombre de ses acteurs, dont moi. Adhérer au P.c. c'était alors affirmer une identité que la société me refusait.

« Par la suite, quand je me suis trouvé éloigné du P.c., je n'ai jamais éprouvé le moindre sentiment de « culpabilité », ni par rapport à mon passé ni par rapport aux communistes. Parce que j'ai toujours été parfaitement conscient qu'au fur et à mesure que je devenais un intellectuel je commençais à comprendre des choses. Mon adhésion avait été un réflexe spontané, déterminé socialement dans des circonstances très précises. Devenant un intellectuel, acquérant des connaissances, réfléchissant par moi-même, étant progressivement capable d'esprit critique, je me suis lentement mais sûrement écarté de la « ligne » des communistes français.

« Je suis parti très discrètement aux alentours de 1956. Je suis allé à l'armée. Démobilisé, je n'ai pas repris ma carte. Après, j'ai été nommé professeur dans ma ville, à Nice. Là, pendant quelques années encore, je suis resté dans le voisinage du P.c. »

Maurice Goldring : « En 1978, une chape de plomb est tombée »

Né en 1933. Ancien collaborateur de « la Nouvelle Critique », ancien journaliste à « France Nouvelle », hebdomadaire central du P.c.f. Maître assistant à Paris VIII Vincennes. Pendant trente et un ans, membre du P.c.f. Auteur du livre « l'Accident » (Editions sociales). Cofondateur de « Rencontres communistes ».

« Le mot « communiste » est apparu dans ma vie à la Libération lorsque, en Creuse, je vivais avec ma mère et mes sœurs (mon père était prisonnier). J'avais douze ans. Les conflits entre gaullistes et communistes, les deux grands courants de la Résistance avaient dû le faire surgir.

« Entré aux « Vaillants », je me suis retrouvé à l'U.j.r.f. en 1948 à Saint-Quentin. Avant guerre, mes parents étaient membres du Parti communiste. Lorsque j'ai adhéré à mon tour, en 1950, ça s'est fait naturellement. J'étais étudiant d'hypokhâgne au lycée Faidherbe



à Lille, et je lisais « l'Huma ». Venu m'installer à Paris, j'ai milité à la cellule de l'Institut d'anglais. En 1956, le rapport Khrouchtchev et la révolte en Hongrie m'avaient à peine troublé. C'est que les attaques fascistes contre « l'Huma » les avaient refoulés sous la riposte et la discipline militantes. Avec d'autres événements, ça a rebondi plus tard, et autrement plus fort.

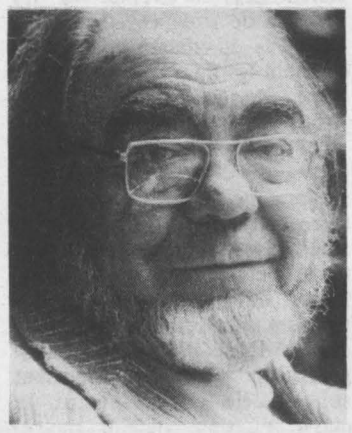
« Un début de réflexion sur les pays socialistes remonte aux années soixante. Il coïncide avec moins de résignation quant à la censure exercée par le parti sur ces pays. Et la rupture s'est peu à peu cristallisée. Entre 1965 et 1975, « la Nouvelle Critique » et même « France Nouvelle » ont été des espaces où s'exprimaient des forces jeunes. L'autocensure s'exerçait très peu. Mais, au lendemain des législatives de 1978, en pleine politique sectaire du P.c., toutes les tensions se sont additionnées. Mon refus a été, dès lors, de plus en plus marqué. Sur la Fédération de Paris, qui bouillonnait de vie, une chape de plomb est tombée. C'est devenu irrespirable. En 1981, avec trente autres cofondateurs de « Rencontres communistes », je me suis trouvé « auto-exclu ». »

Eugène Guillevic : « J'ai dit adieu »

Né en 1907. Tour à tour receveur d'enregistrement, puis inspecteur de l'économie nationale. Poète, auteur notamment de «Terraqué» (1941), « Exécutoire » (1971), « Gagner » (1949), « Trente et un sonnets » (1954), « Carnac » (1961), « Sphère » (1963), « Ville » (1969), « Inclus » (1973).

« Aux élections législatives de 1932, j'avais écouté Lareppe, candidat du P.c.f. en Ardennes, lors d'une réunion publique. J'avais voté pour Vienot, républicain socialiste, qui devait adhérer au P.s. Je ne pouvais pas avoir entendu parler du P.c. à la maison où mon père, gendarme, ne faisait pas de politique.

« J'ai adhéré en 1942 pendant la bataille de Stalingrad. Bien sûr, j'avais eu beaucoup de sympathie pour l'Espagne républicaine. Si je n'étais pas devenu membre du parti avant guerre, c'est surtout parce que Aragon, avec son réalisme socialiste, me faisait un peu peur. Adler, professeur de mathématiques et fils d'un journaliste du « Temps », m'avait demandé, dès août 1940, de participer à la Résistance. Nous étions voisins de paillasse à Dôle, où j'étais caporal. L'anti-nazisme avait emporté toutes mes réserves. Mais je ne me suis jamais incliné, par la suite, devant le réalisme socialiste.



« En 1972, j'ai fait un voyage en U.r.s.s. d'où je suis revenu complètement écœuré. Il y eut ensuite l'Afghanistan, les rapports du P.c. avec l'U.r.s.s. et tant d'autres choses. En 1980, on m'a demandé de signer l'appel à voter Marchais. J'ai refusé, faisant acte d'indiscipline. Je devais être logique avec moi-même. Certains ont essayé de me retenir, mais il me fallait quitter le P.c.f. J'ai signé une motion avec d'autres amis, disant adieu. »

Georges Guingouin : « Exclu en présence de Waldeck Rochet, en 1952 »

Né en 1913. « Lieutenant-colonel » dans la Résistance. Libérateur de Limoges. Compagnon de la Libération. Ancien maire communiste de Limoges. Surnommé « le Tito limousin ».

« Le Parti communiste ? C'est en 1930 que j'en ai entendu parler sérieusement, pendant un cours bénévole d'économie poli-



tique assuré par M. Marnet, professeur à l'école primaire supérieure de Bellac, premier maire socialiste de cette ville.

« J'ai adhéré au parti après avoir lu « le Capital » de Karl Marx, d'autres œuvres du même auteur ainsi que celles d'Engels.

« En 1940, membre de la direction illégale du P.c. de la Haute-Vienne, j'ai refusé de diffuser les instructions du Comité central contenues dans la « Vie du Parti » de septembre 1940.

« En 1942, responsable politique de la Haute-Corrèze, organisant la lutte armée dans les campagnes, j'ai été désavoué par la direction du P.c. de la zone sud et relevé de mes fonctions.

« En 1949, membre de la direction générale du P.c.f. de la Haute-Vienne, j'ai pris l'initiative d'une clarification de mes divergences avec la direction. Maurice Thorez s'est engagé à ce qu'une discussion s'ouvre entre nous. Mais son engagement n'a pas été tenu.

« Le 9 janvier 1952, Waldeck Rochet m'a sommé de m'incliner. J'ai refusé. Redevenu simple adhérent, avec les membres de ma cellule, j'ai contesté la position de la direction nationale au sujet de Charles Tillon. Ma cellule a été dissoute, et le comité fédéral de la Haute-Vienne, en présence de Waldeck Rochet, m'a exclu du Parti.

« En 1961, à la suite des révélations du rapport Khrouchtchev, j'ai écrit à Maurice Thorez et obtenu la promesse que « toute la question sera revue par la com-

mission centrale de contrôle politique ». Mais ce n'était qu'un leurre. J'ai rédigé une « Adresse aux membres du XVII[e] congrès du parti », qui s'est tenu au Havre en mai 1964. Mais cette adresse ne leur a pas été communiquée. »

Marek Halter : « Enfant, Staline a posé une main sur ma tête »

Né en 1936, à Varsovie. Enfermé dans le ghetto juif (de Varsovie) en 1949. S'échappe avec ses parents en 1942. Vit en U.r.s.s. de 1942 à 1946. Retrouve une Pologne devenue « socialiste » en 1946. Arrive en France en 1950.

Aujourd'hui français. Peintre, écrivain. Militant du rapprochement israélo-palestinien. Combattant des droits de l'homme. Auteur de « Mais », « le Fou et les rois », « la Vie incertaine de Marco Malher » et « la Mémoire d'Abraham ».

« Je n'oublierai jamais le 1[er] mai 1939. J'avais trois ans. Ce jour-là, j'ai vu mon grand-père manifester et chanter « l'Internationale » en yiddish. Mon grand-père était plutôt socialiste. Mais il y avait nécessairement des communistes dans son entourage, dans le syndicat des imprimeurs juifs de Varsovie.

« Toutefois, ma première rencontre consciente avec le communisme c'est plus tard que je l'ai vécue : quand je suis arrivé en U.r.s.s., en 1942, après que nous eûmes, mes parents et moi, réussi à fuir le ghetto de Varsovie. Là, il s'est agi d'une rencontre plus pratique qu'idéologique.

« A huit ans et demi, je me suis retrouvé embrigadé chez les « Pionniers » en Ouzbekistan, c'est-à-dire dans le mouvement



des enfants communistes. Là, j'ai connu le communisme quotidien et ordinaire de tous les petits Soviétiques. Là, j'ai vécu en permanence avec les noms et les portraits des pères de la Révolution sous les yeux : Lénine, Staline, Molotov, Jdanov, et j'en passe, étaient partout, dans les rues, sur les murs de ma classe, dans les locaux des « Pionniers ». Je ne connaissais pas d'autres « héros », pas d'autres dirigeants « positifs », pas d'autres systèmes politiques. Je n'aurais pas dû douter...

« J'ai pourtant douté ! Dans le journal des « Pionniers » de l'Ouzbékistan, où je m'occupais des questions culturelles, j'ai écrit deux ou trois articles sur des problèmes qui ne me semblaient pas résolus par la société « socialiste ». J'ai notamment abordé la question juive, la question des minorités. Cet article a valu quelques difficultés à mes parents...

« Je me souviens fort bien du défilé de la victoire, sur la place Rouge, en mai 1945. J'y ai participé en tant que délégué des « Pionniers » de l'Ouzbékistan. Ce jour-là j'ai remis des fleurs à Staline en personne. Evidemment, je devais être très ému : Staline était le père, Dieu, tout... Staline a pris mes fleurs, a posé une main sur ma tête et a dit : « Gentil garçon. »

« Quand je suis rentré en Pologne en 1946, le pays n'était pas encore « soviétisé ». Et l'Eglise exerçait déjà dans le pays une sorte de contre-pouvoir qui véhiculait d'autres idées, d'autres modèles de société. Pour moi, ça a été une découverte extraordinaire ! Dès lors, j'ai cessé de me situer dans le cadre d'une idéologie communiste. Mais je suis resté de gauche, au point de prendre très jeune des responsabilités dans un mouvement sioniste d'extrême gauche.

« Mes rapports avec les communistes n'ont pas cessé pour autant. Une fois installé en France, il m'est arrivé de me retrouver aux côtés des communistes. Par exemple, le 1[er] mai 1951, alors que j'étais devenu responsable du mouvement de la Jeunesse « borokhoviste » (encore un groupe sioniste d'extrême gauche) j'ai défilé entre République et Nation au milieu des communistes et cégétistes, en criant « Israël socialiste ! » — un slogan que le P.c. soutenait à l'époque. Ce jour-là, j'ai même vu Marcel Cachin descendre de la tribune pour me serrer la main.

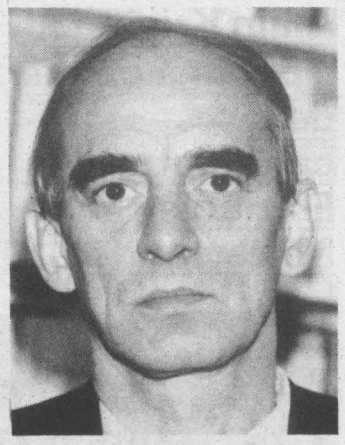
« Si l'on excepte mon enfance soviétique, où j'ai été « communiste malgré moi », je n'ai jamais eu envie d'être communiste. Pour deux raisons. Question de caractère d'abord : je ne suis pas véritablement un homme de parti, je suis un individualiste qui aime bien penser par lui-même, qui n'aime pas qu'on pense à sa place. Question de choix politiques et philosophiques : je suis quelqu'un qui doute, qui se méfie des certitudes ; je ne peux que prendre des distances avec une idéologie qui se prétend universelle et capable de résoudre n'importe quel problème, n'importe où, dans n'importe quelles conditions ; je suis d'autant moins convaincu que j'ai pu constater en U.r.s.s. que le passage de la théorie à la pratique est pour le moins flou et inefficace...

« En refusant de devenir communiste, je ne suis pas devenu anticommuniste. Mais je considère que, quand l'U.r.s.s. (qui se veut une société exemplaire et exportable) bafoue les droits de l'homme, c'est plus grave que lorsque cela se passe dans un obscur petit pays du tiers monde (auquel personne ne se réfère). »

Raymond Hannon : « Trente-six ans de parti derrière moi »

Né en 1932. D'abord ouvrier, puis aide-comptable ; boursier, dans les années soixante, des syndicats polonais. Il séjourne pendant sept ans à Lodz, où il complète ses études secondaires et suit une filière universitaire. Bac et maîtrise de sociologie du travail en langue polonaise. Cadre de presse à partir de 1974 à « l'Humanité » jusqu'à son licenciement. Actuellement libraire à Paris. Adhérent du P.c.f. et du P.c. algérien, alternativement pendant trente-six ans. Ancien militant du F.l.n. Toujours membre du P.c.f.

« Quand j'ai adhéré aux J.c., en septembre 1944, j'ai douze ans et je me trouve sur les bancs d'une 6[e] de collège. J'avais vu et admiré des F.t.p. dans les rues de Nevers, ma ville natale. Tout de suite, j'ai commencé à acheter « l'Humanité », qui reparaissait au grand jour, avec mon argent de poche. C'est le premier journal, qui entrait à la maison. Sans être affilié à un parti quelconque, mes parents étaient convaincus que, dans la vie, il y a un conflit radical entre patrons et ouvriers. Mon père a la haine de la guerre. Il est antinazi, mais pas anti-Allemand. Toute xénophobie le révoltait. Dans « l'Huma », je suis passionnément les événements de la



guerre, l'avance victorieuse, surtout, de l'Armée Rouge. Et je lis aussi l'« Histoire du Parti communiste bolchevik » par suite de mon étonnement devant les mots « Matérialisme dialectique et matérialisme historique ». A quinze ans, je dévore un manuel sur la Constitution de l'U.r.s.s. C'est l'éblouissement : là-bas, tout est propriété d'Etat ; et l'on peut se passer de patrons !

« Lorsque je me décide à adhérer au Parti communiste français, en octobre 1948, j'ai passé seize ans ; me voilà intégré dans une cellule de quartier. Dans une école professionnelle, je suis un stage de briquetteur ; et je collecte pour les mineurs en grève. Je vends « l'Humanité » du dimanche à vélo, à la criée. Lorsque les J.c. se transforment en U.j.r.f., j'en suis. Mais je reste à peine trois ans membre du P.c.f., car je décide de quitter Nevers pour Alger, où j'arrive en janvier 1949. Sur le port, je suis coursier aux Huileries Lesieur. Pour la première fois de ma vie, me voilà salarié. Et je vois autour de moi la misère des enfants dépenaillés et affamés. Je me rappelle alors l'état misérable du prolétariat algérien employé aux aciéries d'Imphy. Naturellement, j'adhère au Parti communiste algérien (P.c.a.). Je lis, bien sûr, « l'Huma », et aussi le magazine « France-U.r.s.s. »

« En 1956, me voilà arrêté par une patrouille militaire, qui me remet à la Police judiciaire. Depuis octobre 1955, je suis membre du F.l.n. dans un groupe fondé par un membre du P.c.a. (il sera officier de l'Armée de libération nationale et tué en combattant), qui est chargé du ravitaillement et du recrutement en faveur d'un nouveau maquis organisé à Miliana. Dès lors, je ne suis plus adhérent du P.c.a., car le F.l.n. n'autorise pas la double affiliation, mais je conserve entières mes convictions communistes. Donc, arrêté avec une partie du groupe, je suis torturé à l'électricité dans les locaux de la police. Incarcéré, un jugement me condamne à trois ans d'internement « pour atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat ». Enfermé à Barberousse, puis à Maison-Carrée, je rencontre des militants du F.l.n., du P.c.a. aussi, arrêtés en tant que tels. Je suis libéré après une remise de peine de dix pour cent le 18 juin 1960, lors des pourparlers de Melun, et me vois aussitôt expulsé vers la France. Je suis toujours dans les rangs du F.l.n.

« Chargé de recruter des « porteurs de valise », j'évite d'impliquer dans nos réseaux des membres du P.c.f. Des chrétiens de gauche, la plupart futurs adhérents du P.s.u., s'engagent d'enthousiasme à nos côtés. En octobre 1961, je pars en Pologne grâce à une bourse offerte au F.l.n. par les syndicats polonais. Je vais vivre pendant sept ans à Lodz, où je me familiarise avec la langue polonaise. Là-bas, je bûche ferme au lycée ouvrier du soir, tandis que dans la journée je prépare une maîtrise de sociologie du travail en faculté. Je voyage à travers la Pologne, je l'apprends en somme et je l'apprécie. J'assiste à la grève et aux manifestations d'étudiants polonais en mars 1968 et reste attentif aux grèves de mai-juin 68 en France en lisant « Tribuna Ludu », « le Monde » et « l'Humanité ». A la fin de cette année-là, je rentre à Paris.

« Je réadhère en 1969 au P.c.f. et m'assure la matérielle en travaillant comme ouvrier chez Manpower, puis aux Allocations familiales. En 1974, me voilà embauché à « l'Humanité », d'abord au service « sécurité », puis comme archiviste photo. Je milite tour à tour à Montrouge, puis à Bagneux. A la suite d'un conflit du travail à coloration politique, je suis licencié au début de 1982 par la direction du journal. A présent, je tiens une petite librairie à Paris et je continue de militer dans ma cellule de quartier. J'ai trente-six ans de parti derrière moi. »

Pierre-Etienne Heymann : « Mon adhésion s'est émoussée »

Né en 1935. Metteur en scène. Responsable du Théâtre de la Planchette. Directeur de la Rose



des Vents, Centre d'action culturelle de Villeneuve-d'Ascq, jusqu'en juin 1984. Membre du P.c.f. de 1974 à 1981.

« Une grande partie de mon enfance s'est passée pendant la Seconde Guerre mondiale en Corrèze, tout près des maquisards F.t.p. Tout jeune, j'ai donc découvert le patriotisme des communistes et rêvé à une société sans classes.

« Après avoir été longtemps proche du P.c.f., en particulier lors des luttes anticoloniales et anti-impérialistes, j'y ai adhéré en 1974, peu après l'élection présidentielle. J'estimais qu'il était alors nécessaire d'appuyer par son engagement et pas seulement par son vote le dynamisme unitaire de la gauche.

« Mon adhésion s'est émoussée à partir de 1978 : polémique remplaçant la politique ; sentiment d'impuissance, d'impossibilité de débattre réellement des vrais problèmes à l'intérieur du parti ; et, de surcroît, des prises de positions que je ne pouvais approuver vis-à-vis des interventions étrangères de l'U.r.s.s. Après les événements de Pologne, je n'ai pas repris ma carte. »

FrancisJeanson : « Je n'ai jamais adhéré au P.c. pour ne pas avoir à ensortir »

Né en 1922. Ecrivain, philosophe. Docteur d'Etat en sciences politiques. S'est engagé, dès 1957, aux côtés du peuple algérien dans sa lutte pour l'indépendance : ainsi est né le fameux « réseau Jeanson » de soutien au F.l.n. A créé, aux éditions du Seuil, la collection « Ecrivains de toujours ». A été gérant des « Temps modernes ». A codirigé, avec Jean-Paul Sartre, aux éditions Gallimard, la collection « Temps modernes ». A été directeur de la maison de la culture de Chalon-sur-Saône ; a publié 19 ouvrages, parmi lesquels : « Sartre par lui-même », « la Foi d'un incroyant », « l'Algérie hors-la-loi », « l'Action culturelle dans la cité » et « Eloge de la psychiatrie ». Entre autres activités, s'occupe aujourd'hui de formation dans le champ psychiatrique.

« Vers ma douzième année, à la veille du Front populaire, on a dû parler du Parti communiste autour de moi. Mais ça ne m'a pas marqué du tout. Ensuite, pendant la guerre, je n'étais qu'un jeune con de philosophe qui travaillait très bien, qui était très pris par la philosophie. C'est après la Libération que j'ai, pour la première fois, commencé à m'intéresser à l'existence du P.c. A partir de 1945, quand j'ai habité Paris, j'ai rencontré des communistes. En 1947 a commencé une période où j'ai beaucoup réfléchi à la question communistes, mais ma réflexion portait plus sur le marxisme que sur le P.c.f.

« En fait, le P.c. a commencé à prendre une réelle importance pour moi, une importance pratique, au moment du R.d.r. Quant aux rapports directs que j'ai pu



avoir avec les instances dirigeantes du P.c.f., ils n'ont existé que plus tard et strictement à propos du problème algérien.

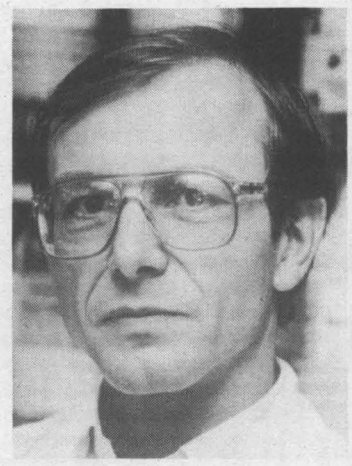
« Je n'ai jamais eu la tentation d'adhérer au P.c. Je me suis toujours dit que c'était très bien, en ce qui me concerne, de ne pas y adhérer. Même quand j'étais très proche. Parce que je ne voulais surtout pas avoir à en sortir ! »

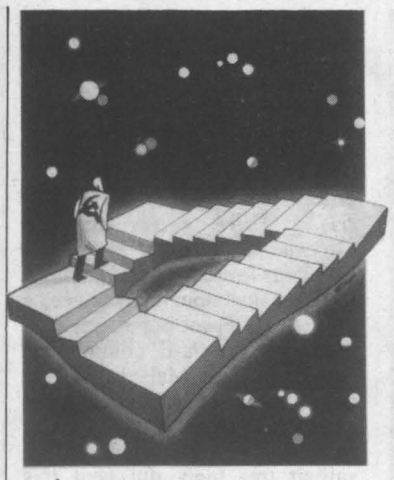
Axel Kahn : « J'étais communiste pour être un combattant »

Né en 1944. Ancien secrétaire des J.c. du lycée Buffon, et membre du comité de section du P.c.f. de Malakoff, ancien secrétaire général de l'U.e.c. Actuellement maître de recherches (biologie) à l'I.n.s.e.r.m. et directeur de laboratoire. Président d'une commission scientifique chargée de la biochimie.

« Ma connaissance du parti a d'abord été familiale. Du côté de mon père, la famille — avant la crise de 1933 — était de la grande bourgeoisie. Mon grand-père était juif et banquier. Il a tout perdu en 33. Et son fils s'est

(suite en page 22)





A QUOI SERT LE P.C.F. ?

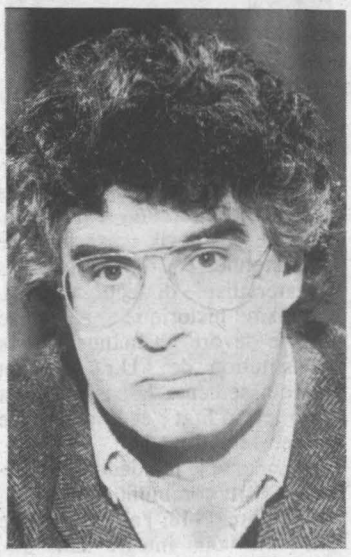
(suite de la page 21)

engagé, dans le cadre de la lutte contre le fascisme, dans les J.c. ou le P.c.f. vers 1934-1935. Il a été militant communiste pendant la Résistance jusqu'à son exclusion en 1947. Ma mère avait été Croix-de-feu. Epousant mon père, elle a fait un bref passage au P.c., s'étant fait exclure elle aussi. A l'âge de raison, j'avais des parents complètement engagés à gauche. Mon père avait gardé de son exclusion une grande rancœur, plus que de la rancune. Il considérait qu'une des choses les plus importantes de sa vie était de faire sa révolution et de changer la société. Il est mort en 1970, deux ans après avoir revécu — d'une façon irréaliste et mythique — son expérience passée à partir de 68 : à 48 ans, mon père avait loué une chambre de bonne au quartier latin pour pouvoir mieux participer aux événements. On est trois garçons dans la famille, tous passés au P.c.f. Mon frère Jean-François a du y rester environ un an, moi dix-sept ans.

« J'ai adhéré en 1960-1961, pendant la guerre d'Algérie. Pour des raisons de santé, j'avais été dans une école de Jésuites, où les gens faisaient partie de la bourgeoisie traditionnellement la plus fascinante. Ça m'avait complètement dégoûté. Jeune, j'avais été aux Scouts de France. J'ai d'abord adhéré aux Jeunesses socialistes unifiées. Je les ai quittées au lycée, en seconde ou première, après qu'une des réunions eut été consacrée au plan d'attaque d'un commissariat : il s'agissait de se procurer des armes ! Cela m'avait paru d'un réalisme relatif. Dans la foulée, j'ai rejoint le P.c., car c'était la seule organisation importante dont la lutte était crédible : contre le colonialisme (il y aurait maintenant beaucoup à dire à ce sujet), contre les injustices, pour la classe ouvrière, pour tout ce à quoi j'aspirais vaguement et contre tout ce que je n'acceptais pas. Alors, il n'y avait pas d'autre possibilité qu'adhérer au P.c.f. C'était l'époque où nous savions que Mitchourine et Lyssenko, ça ne valait pas un clou et que les expériences fondant la base de l'hérédité et les caractères acquis avaient été grossièrement expliquées. Ça ne me troublait pas. Les motifs pour lesquels j'étais communiste étaient politiques. J'étais communiste pour être un combattant.

« La période 65-66 a débouché sur une prise de conscience ; toute une pratique m'avait heurté : les permanents avaient des H.l.m. privilégiées ; le luxe dans lequel vivait Roland Leroy, chargé des questions de la jeunesse, la brutalité — en dehors de l'affaire Krivine — dont faisait preuve le parti envers les oppositionnels. L'attitude du parti dans la lutte anticolonialiste m'avait déplu, de même que la chute de Khrouchtchev. Je me suis donc retiré du bureau national de l'U.e.c., très fidèle et attaché au parti malgré tout, mais de plus en plus antisoviétique. J'étais médecin, et je voyais bien, dès lors, l'ineptie de ces vingt-cinq ans de retard que le « lyssenkisme » valait, en biologie, à l'U.r.s.s. Ensuite, il y eut la Tchécoslovaquie, etc. En fait, je suis resté au P.c. avant tout par affection envers mes camarades communistes. Mon passage au parti avait correspondu à un investissement extraordinaire du point de vue militant. J'avais rencontré des gens que j'aimais, que j'aime toujours, des militants tout à fait admirables au plan du dévouement. Je savais que quitter le parti, c'était encourir leur mépris, leurs reproches, leur déception. Cette situation a duré jusqu'à la rupture de l'Union de la gauche. J'ai conclu alors que si le parti ne voulait pas renverser la droite et le capitalisme, je me devais de le quitter. J'ai donc renvoyé ma carte en septembre 77. »

Alain Krivine : « Exclu à cause de la candidature de François Mitterrand »



Né en 1941. Longtemps enseignant. Aujourd'hui permanent et dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire.

« J'ai entendu parler du P.c. dès ma tendre enfance. Mes trois frères aînés étaient au P.c. Je ne pouvais pas ne pas me retrouver communiste un jour.

« J'ai adhéré aux Jeunesses communistes à 14 ans. J'aurais pu en rester là. Mais un événement m'a décidé à aller plus loin, à passer des J.c. au P.c. : le coup d'Etat de 1958. Pour moi, à ce moment-là, le P.c. c'était à la fois une contre-société et un parti révolutionnaire qui voulait transformer la société française. Clairement, aussi, être communiste c'était avoir l'Union soviétique dans la tête.

« Par la suite, chez les étudiants communistes, j'ai fait un long travail d'opposition qui s'est notamment cristallisé autour du problème algérien. Formellement, cela a abouti à mon exclusion sur un point de désaccord précis : le soutien sans aucun programme que le P.c. a apporté à la candidature de François Mitterrand lors de l'élection présidentielle de 1965. »



Georges Labica : « Je suis resté communiste »

Né en 1930. Professeur de philosophie à Paris X-Nanterre. Responsable de l'équipe de recherche (C.n.r.s.) de « Philosophie politique, économique et sociale ». Actuellement, directeur de l'U.e.r. de philosophie de Paris X ; élu au Conseil supérieur des universités (philo). Au P.c.f. : ancien membre de la direction du C.e.r.m. et du comité fédéral des Hauts-de-Seine ; également professeur à l'Ecole centrale des cadres pendant plusieurs années. Participation aux ouvrages collectifs : « Ouverture d'une discussion ? » ; « Ouvrons la fenêtre camarades ! » « Changer le P.c. ? » ; « Fractures au P.c.f. » ; « Lettre au C.c. » ; « Pétition d'Aix » ; « Union dans les luttes... ».

« J'ai entendu parler du P.c.f. pour la première fois quand j'étais gosse, par mon grand-père paternel. Je l'entendais dire souvent, dans des discussions avec ses amis à propos du gouvernement : « Pourquoi pas les communistes ? Après tout, on n'a jamais essayé ces gens-là ! »

« J'ai adhéré en 1956, à Henri IV où j'étais pion, dans un milieu de communistes très actifs (nombreux pions, des enseignants tels Maublanc, Parrain, Soboul...). C'était en fait une régularisation. Je militais depuis plusieurs années. J'avais noté, dans un cahier personnel, courant 52 : « Un imbécile ou un fumier pour n'être pas encore inscrit au P.c. » Ma motivation était fondamentalement politique, plutôt que théorique (mes études de philo me laissaient sur ma faim quant à cet aspect). Au XIV[e] (ou au XIII[e]) congrès j'avais, comme délégué à la conférence fédérale de Paris, voté contre les « thèses » sur le culte de la personnalité, les jugeant trop molles (nous avons été trois parmi les délégués). Opposition, ensuite sur la guerre d'Algérie..., mais pas sur la Hongrie. Fin 56, j'ai été nommé « d'office » à Alger comme prof.

« Je n'ai pas repris ma carte en 81, à la veille de la « victoire ». Sans éclat, car c'était aussi le terme d'un processus : comme on pouvait le prévoir, le XXIV[e] congrès, tout aussi « inamendable » que le précédent, enlevait tout espoir de changement interne. Je suis resté communiste. »

Auguste Lecœur : « J'ai refusé de faire mon auto-critique, je me suis levé et j'ai tout plaqué »

Né en 1911. Arrière-petit-fils, petit-fils et fils de mineurs du Nord. Descend lui-même « au fond » le jour de ses treize ans. Devient ouvrier dans la région parisienne. Adhère au P.c.f. en 1927, au lendemain d'une manifestation de protestation contre l'exécution de Sacco et Vanzetti. Responsable de la C.g.t.u. jusqu'au Front populaire. Commandant d'un bataillon dans les Brigades internationales. Devient « permanent » du parti en 1938. Organisateur de la grande grève des mineurs du Nord en mai-juin 1941. Coopté en mai 1942 à la direction clandestine du P.c.f. aux côtés de Duclos, Frachon et Tillon. Maire de Lens en 1945. Ministre communiste dans les gouvernements Bidault et Gouin. De 1945 à 1950, prend des responsabilités nationales de plus en plus importantes au P.c.f. : membre du comité central, du bureau politique et du secrétariat. A ce titre, en 1952, Thorez étant en U.r.s.s., Duclos en prison et Marty « écarté », Lecœur assurera pendant quelques temps l'intérim du secrétariat général du P.c.f.

En 1954, il démissionne. Sa démission est refusée. Refuse à son tour de se prêter au processus du « procès » que le P.c.f. veut instruire contre lui. Fonde le mensuel « la Nation socialiste » en 1956, puis le mouvement Socialisme et liberté en 1968. Devient secrétaire général du Parti de la démocratie socialiste en 1970. Refuse le programme commun en 1972. Refuse de rejoindre la majorité giscardienne en 1973. Appelle à voter pour François Mitterrand en 1981. Auteur de : « l'Autocritique attendue », « le Partisan », « le P.c. et la Résistance », « Croix de guerre pour une grève », « P.c.f., continuité dans le changement », et « la Stratégie du mensonge ».

« C'est le 4 septembre 1924, le jour de ma treizième année que je descendis pour la première fois, comme « galibot », dans la fosse quatre de Bruay-les-Mines. Il y avait dix-huit mois à peine que j'étais rouleur lorsqu'un jour je demandais à un oncle, militant socialiste, ancien mineur licencié pour ses actions politiques, s'il y avait une différence entre les communistes et les socialistes. Il me répondit : « Les communistes sont plus rouges que les socialistes. » Or, j'étais déjà dans ma période d'incubation des idées communistes. Mais, au bout de deux ans de mine, j'ai fait mon baluchon et je suis venu à Paris. Un « raccomodeux » (dépanneur) de 31 ans, qui était silicosé au dernier degré — j'avais l'impression qu'en respirant il crachait ses poumons — avait été pour moi un exemple dissuasif.



« En 1927, je travaillais à l'usine S.e.v. porte de Versailles. Un jour, à l'établi où j'étais, un gars me dit : « Tiens, viens manifester pour Sacco et Vanzetti ! » Boulevard de Strasbourg, j'ai arraché des grilles d'arbres que j'ai balancées contre les vitrines et la police. J'étais heureux comme tout. Le lendemain, je donnais à mon copain d'atelier mon adhésion au P.c. En définitive, c'est un militant socialiste qui m'a aidé à faire le pas. Les Américains aussi qui, en exécutant Sacco et Vanzetti, ont, par contrecoup, précipité mon engagement ; et celui de milliers d'autres.

« J'ai donné ma démission du P.c. en février 1954. Or, à l'époque, démissionner du parti était interdit. Maurice Thorez avait lancé une fois, à la Chambre, son apostrophe célèbre : « Un communiste ne démissionne jamais ! » Mais moi, je suis parti illico en Saône-et-Loire. Pourquoi avais-je décidé de démissionner ? Ici, une parenthèse s'impose.

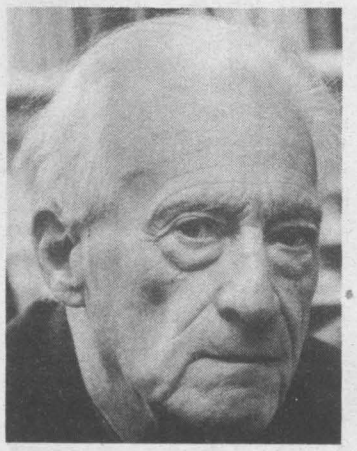
« Lorsque Thorez rentra d'U.r.s.s. après la guerre, le Bureau politique fut convoqué. Ses membres devaient tous faire leur autocritique. Tout le monde y passa. Mon tour vint. Moi, j'avais placé des « instructeurs politiques » dans les cellules — recommandation du journal du Kominform. « Pour une paix durable, pour une démocratie populaire. » Ces instructeurs étaient chargés de s'informer auprès des adhérents, chez eux, du pourquoi de leur absence aux réunions. Je déclarais devant le bureau politique : « C'est vrai, la conception de l'« instructeur politique » de cellule est un principe opportuniste. » Mais je précisais : « Ce qui est opportuniste, ce n'est pas tel moyen choisi pour faire revenir au parti les gars qui n'assistent pas aux réunions ; ce qui est opportuniste, c'est le mot d'ordre lancé par notre secrétaire général au lendemain de la Libération : « Le parti doit compter par millions » ses adhérents. Et je refu-

sais alors de faire, sur-le-champ, l'autocritique qu'on exigeait de moi. Je me suis levé et j'ai plaqué tout le monde.

« La direction, me demandant quelque temps après de répondre à la convocation d'une commission d'enquête, je me rendis à Paris au siège central. Là, François Billoux devait me poser des questions. A la première, il me dit : « Tu ne réponds pas ? » Je lui rétorquais ceci : « D'accord, pose-moi toutes tes questions, j'y répondrai par écrit et j'adresserai mes réponses aux membres du Comité central. » Il n'y eut pas de seconde question. Terminé, c'était la fin de tout. »

Henri Lefebvre : « Togliatti, Ercoli, Trepper m'ont fait rester au parti »

Né en 1901. Philosophe et penseur marxiste. Principaux



ouvrages publiés : « la Conscience mystifiée » (1936) ; « le Matérialisme dialectique » (1939) ; « la Somme et le Reste » (1959).

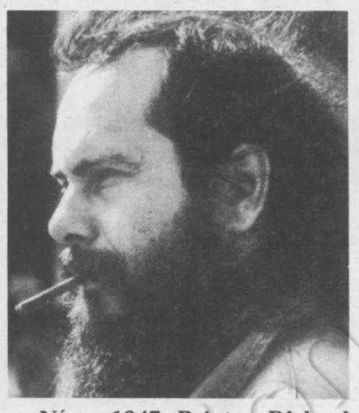
« Alors, la gauche était végétarienne et athée ; elle misait sur l'anticléricalisme. C'est avec mes amis surréalistes, surtout Tristan Tzara, qui a été mon grand ami, que j'ai entendu parler du Parti communiste. Et d'abord, avec beaucoup de méfiance. Celle-ci est tombée en 1925 à l'occasion de la guerre du Rif. Il y a eut alors un mouvement général d'indignation parmi les intellectuels. De Picasso à Joliot-Curie, l'intelligentsia s'opposa à la guerre impérialiste au Maroc. Elle fut entraînée vers le P.c. qui, en ce temps-là, était un groupuscule. Nous n'avions pas bien examiné les conditions historiques de la rupture avec les socialistes.

« J'ai donc adhéré en 1927 en même temps qu'Aragon, Breton, Eluard, Thirion, Naville, Soupault. La gauche était encore menée par le radicalisme. Les relations avec les milieux socialistes n'étaient pas excellentes. L'enthousiasme permettait de passer par-dessus les conditions concrètes. Par exemple, les 21 conditions posées par l'Internationale, qui était des conditions de guerre civile, ne nous avaient pas frappés. Avec les surréalistes — j'étais philosophe — nous croyions à une transformation sociale imminente. Nous pensions que le capitalisme était à bout de souffle ; ce qui devait, très vite, se révéler erroné.

« Mes rapports avec le P.c. n'ont jamais été bons. Ce qui m'a empêché de le quitter, c'est que dans les conditions de la montée du fascisme les communistes luttaient. En Allemagne, j'avais été choqué : d'une part, les hitlériens se mettaient en scène avec un goût wagnérien du grandiose ; d'autre part, les malheureux partis de gauche défilaient pour la défense de leurs conditions de vie matérielles. J'ai failli rompre avec le P.c. au terme de voyages aux Etats-Unis en 1935 et 1938. La thèse officielle de l'Internationale était qu'il n'y a pas de croissance économique dans les rapports de production capitalistes. Or, j'avais pu constater le contraire. C'est le groupe des révolutionnaires professionnels, qui avaient un local à la Butte-Rouge, des gens supérieurement intelligents tels Togliatti, Ercoli, Trepper, qui m'a fait rester au Parti.

« J'y suis donc demeuré envers et contre tout, mais tout ce que j'écrivais était considéré comme suspect. En 1956, je fus invité en R.d.a. par l'Académie des sciences. Je fis une conférence à l'Ecole centrale du parti. C'était trois jours après le XX^e congrès du P.c.u.s. J'avais le rapport Khrouchtchev en main. Je déclarais alors que j'étais arrivé au marxisme à travers la grande pensée allemande, Goethe, Hegel, etc. Silence glacial des auditeurs de cette Ecole. Puis ce fut une interminable ovation. De retour à Paris, on me traita de « salaud », « renégat », « traitre ». Car, selon eux, j'avais cru à un document fabriqué par les services secrets américains. Bref, je me suis fait traîner dans la boue. Ma cellule me soutint. Je fus donc suspendu. C'était un compromis car, alors, l'opposition dans le parti gagnait. Je n'ai plus jamais repris ma carte. Il m'a été donné, par la suite, d'attaquer violemment les positions du parti dans mon livre « la Somme et le Reste », où j'annonçais déjà que le Parti communiste serait bientôt sur le déclin. »

Alain Leterrier : « Ils m'ont poussé très fort »



Né en 1947. Peintre. D'abord secrétaire de cercle de la J.c. à Clichy-sous-Bois, puis à Montfermeil ; membre du comité fédéral en Seine-et-Oise nord, ensuite en Seine-Saint-Denis. Au P.c.f., tour à tour secrétaire de cellule, membre du comité de section et secrétaire de section à Montfermeil, Paris et Chelles. Participe à des groupes de travail « plasticiens » à Paris, puis au niveau du comité central. Secrétaire pour la Région parisienne, et national de l'Union des arts plastiques.

« Si j'ai entendu parler du P.c., c'est la faute à mon père ; et je ne lui en tiens pas rigueur, au contraire. Ça a dû commencer quand j'ai eu l'âge de descendre la pente du jardin, sur mon tricycle, en criant : « De-man-dez, lisez l'Humanité !... » en 1950.

« Adhésion logique : dans un congrès de la J.c., il y a toujours un moment où, normalement, il ne reste plus qu'à lever la main en disant « moi aussi ». C'était en 1964.

« J'ai abandonné le P.c. parce qu'ils m'ont poussé très très fort. C'est pas très courageux d'avoir attendu ça, fin 1980... »

Marianne L'Huillier : « Une famille que j'ai quittée en octobre 1983 »

Née en 1946. Infirmière en psychiatrie. A été secrétaire de la section de Dôle du P.c.f. de fin 1981 à début 1982, puis membre du comité fédéral du Jura au début de 1982. A été déléguée au XXIII^e congrès du P.c.f. en 1979. A également été déléguée au XXIV^e congrès en 1982 : là, s'est abstenue de voter la « résolution » dudit congrès.

« Le parti, je l'ai toujours connu ou presque. Mes parents avaient adhéré en 1962 et ont été des militants actifs. De ce fait, le parti a toujours été partie intégrante de mon enfance puis de mon adolescence. Je n'ai jamais souffert de l'absence de mes parents pour cause de militantisme. Le parti faisait partie de leur vie, donc de la mienne.

« Vu l'enfance et l'éducation que j'ai eues, mon adhésion à la Jeunesse communiste en 1972, puis au parti en 1975, a été une évidence.

« J'ai quitté le P.c.f. en 1983. Ça n'a pas été une chose facile pour moi. J'ai mis plus d'un an à me décider.

« Jusqu'en 1981, je baignais ou presque dans un bonheur parfait avec le parti. Les résultats de l'élection présidentielle de mai 1981 (la victoire de François Mitterrand et les 15 % du P.c.f.) m'ont interpellée. J'ai essayé de comprendre cet échec électoral du parti. Au sein du parti je n'ai trouvé ni la compréhension que j'espérais ni les réponses que j'attendais et que je souhaitais.

« Le discours du parti, à cette époque, pouvait se résumer ainsi : « Le P.c. a toujours raison ou bien, s'il a eu tort, c'était il y a longtemps, en 1956. » Ce raisonnement m'a semblé un peu court.



Dans le même temps, j'ai découvert que la démocratie dans le parti n'existait réellement que lorsque nous étions d'accord mais qu'en cas de désaccord cette démocratie devenait inexistante.

A partir de ce moment-là (qui a correspondu à mon abstention au XXIV^e congrès et à ma prise de contact avec Henri Fiszbin et R.c.h.), le dialogue est devenu impossible.

« En désaccord de plus en plus profond, je constatais chaque jour : le double langage du parti (les ministres d'un côté, les dirigeants de l'autre), l'alignement sur l'U.r.s.s. et une politique qui ressemblait chaque jour davantage à de la politique politicienne.

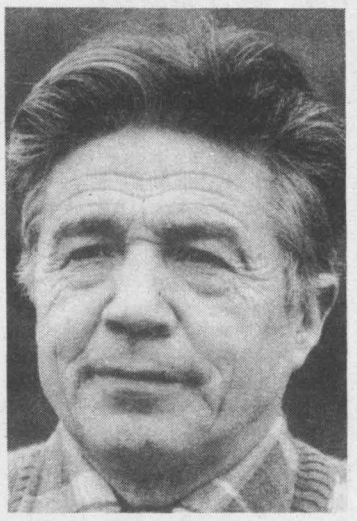
« Ne ressentant plus une véritable honnêteté de la part du P.c.f., je me suis décidée à le quitter en octobre 1983. »

Paul Le Saux : « Un idéal de justice et de fraternité : celui de l'Eglise »

Né en 1921. Ancien responsable départemental et national de la F.n.s.e.a. Ancien membre du bureau fédéral du P.c.f. dans la Haute-Vienne. Ancien candidat suppléant du P.c.f. aux élections législatives.

« J'avais une vingtaine d'années au moment de l'Occupation. Je venais de Bretagne. J'étais, à Paris, permanent d'un mouvement catholique. J'étais vraiment un militant chrétien engagé. C'est à ce moment-là, quand la France était occupée, que j'ai été frappé par le courage et l'efficacité des militants communistes.

« J'ai adhéré au Parti communiste en 1956, au moment de la



Hongrie. Je n'étais plus permanent. J'étais revenu à la terre. C'était la grande époque des prêtres-ouvriers. Mon adhésion a été l'aboutissement d'une réflexion et d'un cheminement de plus de dix ans. Ce fut un aboutissement logique : j'avais un idéal de justice et de fraternité, celui de l'Eglise, mais je constatais chaque jour que l'Eglise ne mettait pas en pratique ses excellents principes, empêchée qu'elle était par son refus de prendre en compte les phénomènes de classes ; j'ai donc fini par aller là où l'on agissait : au Parti communiste.

« Je ne suis plus membre du P.c.f. parce qu'on ne m'a pas remis ma carte en 1984. J'attends encore des explications. »

Mélinée Manouchian : « Manouchian adhère, moi pas »

Née en 1913 à Constantinople (Istanbul). Veuve de Manouchian, héros de la Résistance fusillé par les nazis.

« En 1934, lors d'une manifestation antifasciste contre « les



cagoulards » dans les rues de Paris, j'ai assisté à la rencontre du cortège des communistes avec celui des socialistes et j'ai vécu la fraternisation qui s'ensuivit. Quelque temps après, Manouchian, que j'avais rencontré au sein de la « H.o.g. », association d'entraide arménienne, a adhéré au P.c.f., moi pas.

« Je suis très libre de caractère. C'est mon côté anarchiste. Je n'ai jamais adhéré à un parti politique. Je me considère comme une résistante, chaque jour. Et rien d'autre. Je peux me battre et même mourir, au côté de ceux qui luttent pour leur liberté, car je n'ai peur de rien, ni de personne. »

Edgar Morin : « Exclu pour avoir calomnié le grand camarade Mao »

Né en 1921. Sociologue. Directeur de recherches C.n.r.s. Codirecteur du Centre d'études transdisciplinaires, sociologie, anthropologie, politique. Auteur d'une « Introduction à une politique de l'homme », de « Autocritique » et de « la Nature de l'U.r.s.s. ».

« Tout jeune, j'ai entendu parler du P.c.f. C'était à l'époque où la politique a fait irruption dans notre classe d'école avec le 6 février 1934.

« J'ai adhéré pendant la guerre, après l'attaque hitlérienne contre l'U.r.s.s., au moment de la bataille de Moscou, fin 1941. J'étais alors réfugié à Toulouse.

« Une première coupure intérieure s'est produite lors de la « jdanovisation » culturelle (par exemple quand Sartre a été dénoncé par le parti et traité de « hyène dactylographe »), qui était en fait une sorte d'enrégimentation de la culture. J'ai mené une « guerre » d'opposition avec quelques amis au sein du parti jusqu'à notre défaite.

« La seconde fracture a été marquée par des procès politiques. Avant guerre, il y avait eu ceux de Moscou, en 1936-37. Maintenant il y en avait de nouveaux, dont celui de Rajk en Pologne. Ces procès d'après-guerre arrivaient sans que je fus à même de les comprendre. Cette situation me semblait dingue et atroce. Le divorce s'est fait à ce moment-là, dans les années 48. Je suis donc devenu un immigré de l'intérieur. J'avais peur de partir, peur de moi-même. Une peur subjective d'être entraîné sur « la pente savonneuse » du vice, c'est-à-dire de la réaction anticommuniste. A l'époque, l'U.r.s.s. ne possédait pas encore la bombe atomique. En dépit de ses victoires, elle me semblait en position d'assiégée, et non d'assiégeante. Ce fut un épisode banal, qui aboutit à mon exclusion : le compte rendu d'un colloque « Vie et campagnes », organisé par le Centre d'études sociologiques, que je publiais dans « France-Observateur ». J'avais provoqué l'indignation des apparatchiks en suggérant que la révolution d'Octobre n'avait triomphé



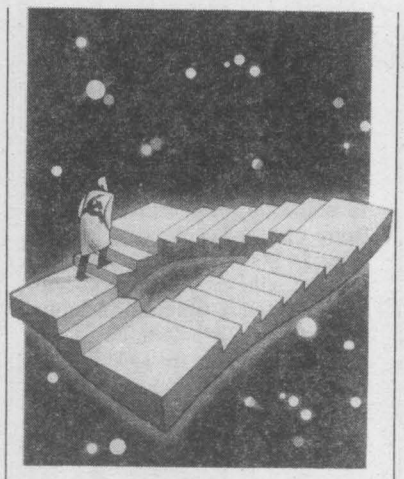
que grâce à une conjonction de l'action des villes et des campagnes, pareille à ce qui s'était passé en France en 1789. Je rappelais qu'en 1917 le mot d'ordre était : « Toute la terre aux paysans, tout le pouvoir aux Soviets. » Je disais même que Mao Tse Dong avait axé son pouvoir sur la paysannerie, ce qui lui avait valu d'être exclu temporairement par l'Internationale.

« A l'époque, Annie Kriegel, très vigilante gardienne du dogme, m'avait convoqué. C'est elle qui m'accusa d'avoir écrit, tenez-vous bien, dans un journal de l'Intelligence Service, et d'avoir calomnié le grand camarade Mao. »

Henri Moulinier : « Je suis très heureux d'être membre du P.c.f. »

Né en 1948. Professeur de sciences économiques et sociales

(suite en page 24)



A QUOI SERT LE P.C.F. ?

(suite de la page 23)

au lycée Jean-Dautet à La Rochelle. Enseigne depuis 1971. D'abord conseiller municipal du P.c.f. pendant six ans. Maintenant, adjoint au maire pour les questions de l'enfance et des bâtiments communaux. Membre du Comité fédéral de Charente-Maritime. Secrétaire départemental de l'Association des élus communistes du département.

« Le postier du village de mon enfance, de Lugon, en Gironde, était communiste. Plus tard, je suis allé à une réunion que le P.c.f. avait organisée sur le thème de la situation du monde. Je leur ai porté la contradiction. Alors, j'étais en première année de fac et je n'étais pas communiste. J'avais eu envie de déballer mon savoir en économie. En 67-68, je me trouvais à Bordeaux, étudiant en sciences éco. A Talence, j'ai adhéré, à l'association des Résidents universitaires ; ce fut ma première forme de militantisme. Cette adhésion m'a amené à fréquenter des communistes au bureau de cette association. En mai



68, des divergences ont conduit à la division des membres de ce bureau. Et je me suis rangé au côté des communistes, bien que n'étant pas adhérent à l'U.e.c.

« J'ai adhéré au P.c.f. le 13 mai 68, à la suite du défilé de 50 000 personnes à Bordeaux. Fils d'ouvrier — mon père a été chauffeur routier à Paris puis à Libourne —, je ressentais une certaine ségrégation à l'université. Ce qui m'a amené vers le parti, c'est que je me sentais plus proche des travailleurs manifestant à Bordeaux, que de l'ensemble des étudiants. J'étais un des responsables du comité de grève à la « fac » de droit. Des attitudes me choquaient. Pas mal d'étudiants, que j'appelais, à l'époque, des gauchistes, se battaient parfois pour le plaisir de se battre. Ils n'allaient pas jusqu'au bout de leur démarche. Il y avait aussi une certaine opposition, qui me déplaisait, entre certains étudiants et les travailleurs, ou même les syndicats ouvriers. Je me suis dit que ma place était avec les étudiants, mais au côté des travailleurs et des ouvriers bordelais, et pas contre eux. Voilà pourquoi j'ai adhéré au parti. Le 13 mai 68 avait réuni des milliers de gens à Bordeaux au coude à coude. J'étais sensible aux problèmes de l'union. La stratégie du parti était aussi une stratégie unitaire, même si elle combattait certaines démarches comme celle de Charléty.

« Je suis très heureux d'être membre du P.c.f. et je n'ai pas envie de le quitter. »

Roger Pannequin : « J'ai été destitué lors de l'opération anti-Lecœur »

Né en 1920. Instituteur. Ancien dirigeant de la Résistance dans le Pas-de-Calais. De 1950 à 1954, membre du Comité central du P.c.f. Actuellement à la retraite. Auteur de « Ami, si tu tombes » et « Adieu, camarades » (Sagittaire).



« Je suis venu au monde peu avant le congrès de Tours, dans un milieu ouvrier, dans les corons du Nord. Mon père discutait avec ses copains, surtout avec son frère aîné. Ils ne parlaient pas de l'union des communistes et des socialistes. Mon oncle avait choisi la III[e] Internationale. Mon père était resté beaucoup plus proche du Parti socialiste et de la II[e] Internationale. Mon père était ouvrier, cet oncle était paysan semi-prolétaire. En 36, j'ai choisi les Jeunesses socialistes ; en 38, je me suis retrouvé « pivertiste » parce que c'était le courant qui se battait le mieux pour la paix, tout en étant anti-hitlérien. C'était dans le cadre de l'Ecole normale d'instituteurs d'Arras. A ce moment-là, nous côtoyions fraternellement nos camarades communistes.

« A l'origine de mon adhésion au P.c.f., il y a d'abord l'histoire de l'inaptitude du Parti socialiste S.f.i.o. à proposer une solution de rechange à la jeunesse ; il y a eu l'effondrement de la S.f.i.o. en 1939. C'était lamentable. La direction de la S.f.i.o avait sombré du côté du pouvoir (que nous avions combattu), du côté de la droite. Daladier, pour nous, n'était pas un radical de gauche, et Reynaud encore moins. Or, on a vu la S.f.i.o. les soutenir, par anticommunisme. Je n'ai donc plus trouvé ce que je cherchais. Je l'ai trouvé fin 40, début 41, avec la reconstitution des J.c. Sans hésiter, j'ai adhéré aux J.c. C'était dans une quasi-clandestinité, qui sera une vraie clandestinité à partir de mai 41 avec la grande grève des mineurs du Nord.

« J'ai été destitué du P.c.f. en 1954, alors que j'étais membre du Comité central. Je m'en souviens très précisément parce que j'avais prononcé un discours devant les camarades de Lens, à la mort de Staline. J'ai été destitué lors d'une opération fameuse de Thorez, qui devait aboutir à la liquidation politique d'Auguste Lecœur, en fait de tous ceux qui avaient joué un rôle actif dans la Résistance.

« Je suis alors « revenu à la base » et j'ai vécu une des périodes les plus libres et les plus heureuses de ma vie : de 1958 à 1962.

« En 1962, j'ai adhéré à un comité pour la réhabilitation d'André Marty. Puis j'ai cosigné un texte dans « le Monde » avec ceux que la direction du P.c.f. appelait « les exclus » : Julien Lareppe et Jean Chaintron. A mon tour d'être puni : exclu pour six mois ! La peine terminée, mes copains de cellule m'ont refait ma carte et me l'ont apportée. Ce qui n'a pas eu l'heur de plaire aux fédéraux et aux « gradés » de la section : ils ont dispersé la cellule. »

Jean Perrault : « Impossible de cautionner le double jeu du P.c.f. »

Né en 1930. Cheminot. Ancien secrétaire général du syndicat des cheminots C.g.t. de la gare de Lyon à Paris. Toujours militant à ce syndicat. Ancien membre du comité du XII° arrondissement du P.c.f., et membre du bureau de la section des cheminots de la Gare de Lyon.

« Sans doute ai-je entendu parler du P.c.f. dès l'avant-guerre,



dans ma famille, puis pendant l'Occupation. Mais je ne l'ai vraiment découvert qu'à la Libération. J'avais une très grande admiration pour son rôle dans les maquis et dans la Résistance en général.

« J'ai adhéré en janvier 1951. Je m'étais décidé à rejoindre l'U.j.r.f. dès 1946, la C.g.t. en 1947, année de mon début à la S.n.c.f. Adhérant au P.c.f., je pensais que c'était le seul parti qui pouvait permettre l'instauration, en France, du socialisme. J'y adhérais aussi parce qu'il se réclamait de l'union de la gauche ; et parce qu'il luttait pour la paix au Vietnam, donc pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; pour son combat en faveur de la paix en général ; parce qu'en France même il luttait pour les libertés. Dans ma corporation, de 1947 à 1953, plus de cent militants syndicalistes ont été licenciés en raison de leurs activités syndicales. C'est en 1981 qu'ils ont été réintégrés par le gouvernement de gauche.

« Je ne suis plus membre du P.c.f. depuis dix-huit mois, car il ne répond plus aux engagements qui étaient les miens (et qui le sont toujours) lorsque j'ai rejoint ses rangs. Mes désaccords ont pris un caractère de plus en plus important depuis 1978 : a) Alors qu'il avait pris une attitude critique quant aux manquements aux libertés dans les pays de l'Est, il est revenu, à partir de 1979, à une attitude non critique et d'encensement vis-à-vis de l'U.r.s.s. ; b) L'intervention en Afghanistan m'a paru contradictoire avec le droit à l'indépendance des Etats et la non-intervention dans les affaires d'un peuple. Cela s'ajoutait à la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Pologne ; c) Le fonctionnement interne du P.c.f. : presque le même qu'il y a quarante ans, quoiqu'il y ait eu une aggravation de ses défauts depuis quelques années ; d) La lutte nécessaire du P.c.f. pour la réussite de la gauche a été inexistante, y compris pour ce qui constitue le bilan formidable du pouvoir. Sa position, je la juge dans la continuité de ses attaques sectaires et anti-unitaires de la période 1978-1981.

Au moment où le proche avenir de la gauche, en France, se joue, il ne m'était plus possible de cautionner le double jeu du P.c.f. (dedans — dehors). L'avenir me paraît être dans un soutien résolu du gouvernement de gauche, soutien qui n'exclut pas critiques et suggestions, notamment sur les insuffisances de la situation des salariés les plus défavorisés. Le départ du P.c.f. du gouvernement et de la majorité de gauche ne me font pas regretter, bien au contraire, ma décision de l'avoir quitté. »

Raymond Pronier : « Après la Pologne, je suis parti sur la pointe des pieds »



Né en 1953. D'abord animateur culturel, puis collaborateur direct de maires communistes. Présentement, journaliste au « Courrier Picard ». Auteur du livre « les Municipalités communistes » (Balland).

Enfant, j'ai entendu parler des communistes à Albert (Somme), ma ville natale, par un voisin, ancien maire. Un cousin de ma mère était communiste. J'avais retenu le mot avant d'en connaître le sens.

« En 1968, j'ai suivi les événements de mai à la télévision. Les gauchistes m'ont séduit et j'avais alors des profs communistes. En 1970, j'ai adhéré aux J.c. ; deux ans après, j'ai signé mon bulletin d'adhésion au P.c.f. à un meeting du parti à la Porte de Pantin. Ça devait se faire, ça s'est fait.

« En 1978, j'ai pris conscience que je ne pouvais plus assumer mes choix et qu'il était impossible de voir évoluer le parti. En 1981, j'ai encore appelé, avec pas mal d'hésitation, à voter Marchais. Lors du coup d'Etat militaire en Pologne j'avais pu espérer que le parti ne s'aligne pas. Or, il s'est placé du côté de la force, contre les ouvriers polonais. Je n'étais plus à ma place ; je suis parti sur la pointe des pieds. »

Philippe Robrieux : « Le rapport Khrouchtchev m'a ouvert les yeux »

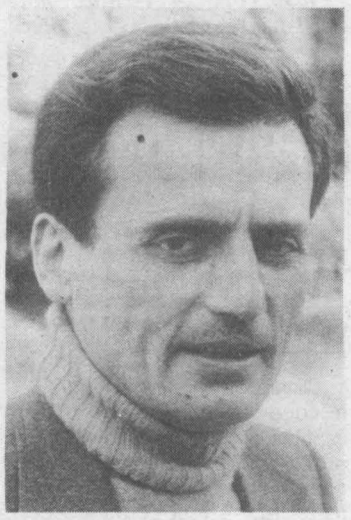
Né en 1936. Maître de recherche au C.n.r.s. Ancien secrétaire de l'U.e.c. (Union des étudiants communistes). Membre du P.c.f. de 1954 à 1968. A bien connu personnellement Maurice Thorez, Waldeck Rochet et d'autres dirigeants actuels du P.c.f. Auteur de « Maurice Thorez, vie secrète, vie publique », de « Notre génération communiste » et d'une énorme « Histoire du parti communiste » en quatre volumes.

« J'étais enfant. On écoutait Radio-Londres en famille. Sur une carte de l'Europe, on plantait des petits drapeaux pour marquer l'avance des armées libératrices. C'est comme ça que j'ai pris conscience de l'importance de

l'U.r.s.s. dans le monde. Mes parents n'étaient pas au P.c. mais, aussi loin que je remonte dans ma mémoire, j'ai toujours été de ce côté-là. En 1948, 1949, 1950, au lycée, j'admirais sans distinction Victor Hugo, la Révolution française, Staline, la dénonciation du colonialisme. Pour moi, tout ça c'était la même chose, ça confluait vers le communisme. Et le communisme c'était l'U.r.s.s., Thorez et le P.c.f.

« J'ai d'abord adhéré à l'U.j.r.f. (Union de la jeunesse républicaine de France), ensuite au parti. Adhérer au P.c.f. pour moi, c'était adhérer au parti de Stalingrad, au parti de la société sans classes, au parti de l'égalité, au parti des résistants, au parti du camp socialiste qui allait s'élargissant, au parti de la science en général et de la science historique en particulier. J'étais d'abord antiraciste et anticolonialiste : pour moi, à l'époque, le P.c.f. était le seul parti qui luttait contre le racisme et le colonialisme.

« Je pensais que tous les grands écrivains (classiques russes, classiques français, contemporains russes et français) confluaient vers Staline. « Matérialisme dialectique et matérialisme historique » de Staline était ma bible. Staline ne pouvait qu'avoir raison : puisque ceux qui incitaient à la haine raciale mentaient à propos de l'Indo-



chine, ils mentaient aussi quand ils disaient qu'il y avait des camps de concentration en U.r.s.s. !

« Par la suite, le rapport Khrouchtchev m'a ouvert les yeux. Je suis devenu un fervent de la rénovation dans le P.c.f. Je pensais que Maurice Thorez aussi était partisan de cette nécessaire rénovation. Il le proclamait. Mais, en fait, il pensait exactement le contraire et penchait secrètement vers le Parti communiste chinois. Je m'en suis rendu compte. J'ai découvert le mensonge. A partir de là, pour moi, plus rien n'a été pareil.

« Dans l'affaire Casanova-Servin, je n'ai pas voulu faire mon autocritique. Et j'ai investi mes espoirs dans le travail oppositionnel au sein du parti et dans Waldeck Rochet. Mais, en septembre 1967, à la fête de « l'Humanité », une conversation personnelle avec Waldeck Rochet m'a démontré qu'il ne pourrait rien changer, qu'il était coincé. Je n'ai pas repris ma carte en 1968. »

Colette Audry : « J'ai toujours suspendu ma décision »

Née en 1906. Ecrivain. A été professeur de lettres. Est directrice de l'I.s.e.r. (Institut socialiste d'études et de recherches). Essayiste, elle a écrit : « Léon Blum ou la politique du juste » et « les Militants et leurs morales ». Romancière, elle a signé : « Derrière la baignoire », « la Statue » et « l'Héritage ».



« Je ne me souviens pas du moment où j'ai entendu parler du Parti communiste français pour la première fois (de la révolution soviétique, oui, sur le moment même et, quelques mois plus tard, de Lénine et de Trotsky). Ce doit être au cours des deux années qui ont suivi le congrès de Tours (1921 et 1922). J'étais trop jeune à l'époque pour envisager un engagement politique. Durant ces deux années, de surcroît, et pour des raisons d'ordre personnel, l'intérêt que j'avais pu éprouver enfant pour la politique était tombé en sommeil.

« Dix ans plus tard, quand la politique est devenue ma préoccupation majeure et que s'est posée la question de mon adhésion au P.c., *je n'ai pas choisi de ne pas adhérer* mais simplement de *suspendre ma décision* en attendant d'y voir plus clair. Cela parce que j'avais compris que mon adhésion ne serait jamais pleine et franche. Et ainsi je n'ai jamais adhéré. »

Alphonse Boudard : « Je n'avais pas rejeté un maréchal pour en adorer un autre »



Né en 1925. Romancier. Scénariste. Maquisard. Participe à la Libération de Paris. Fait la campagne de France dans la colonne Fabien. N'a jamais été communiste, mais a souvent côtoyé des communistes comme il l'a raconté dans plusieurs de ses livres : « les Combattants du petit bonheur », « le Corbillard de Jules » et « l'Hôpital ».

« J'ai toujours entendu parler du P.c. dans mon enfance. Je vivais dans le XIII[e] arrondissement, fief d'André Marty, le mutin de la mer Noire. J'habitais près des usines Panhard. Dans le quartier, la majorité aux élections était communiste. Certains de mes copains avaient un frère ou un père militant du parti.

« On évoquait souvent la Commune de Paris. La répression versaillaise avait laissé un triste souvenir dans ce secteur de Paris. En particulier à la Butte-aux-Cailles.

« J'ai ensuite rencontré des communistes dans la Résistance. Mon chef à l'O.c.m.j. était le colonel Cévennes, c'est-à-dire Jean Pronteau, qui fut après la Libération député communiste.

« J'ai fait une partie de la guerre, après la Libération, sous les ordres du colonel Fabien. Les communistes me fascinaient, mais je ne me suis jamais senti capable de supporter la discipline du parti. Trop indépendant, un peu caractériel, je me suis marginalisé. D'autre part, j'ai été très vite conscient des énormes mensonges du stalinisme. Je n'avais pas rejeté un maréchal (Pétain) pour en adorer un autre (Staline), russe de surcroît. »

Pierre Bourgeade : « Rebelle à toute adhésion »

Né en 1927. Ecrivain. N'a jamais été membre du P.c.f., mais s'est souvent retrouvé aux côtés des communistes quand « le parti » a traversé des moments « difficiles ». A notamment été longtemps membre du comité de rédaction de l'hebdomadaire « Révolution ». Circonspect et distant depuis 1981. Auteur de nombreuses pièces de théâtre. Vient de publier un roman : « la Fin du monde » (Denoël).

« Je suis né dans un milieu de « petits » : ma mère était la fille de « petits » paysans, mon père était un « petit » fonctionnaire. J'ai été élevé dans une famille très catholique et très républi-



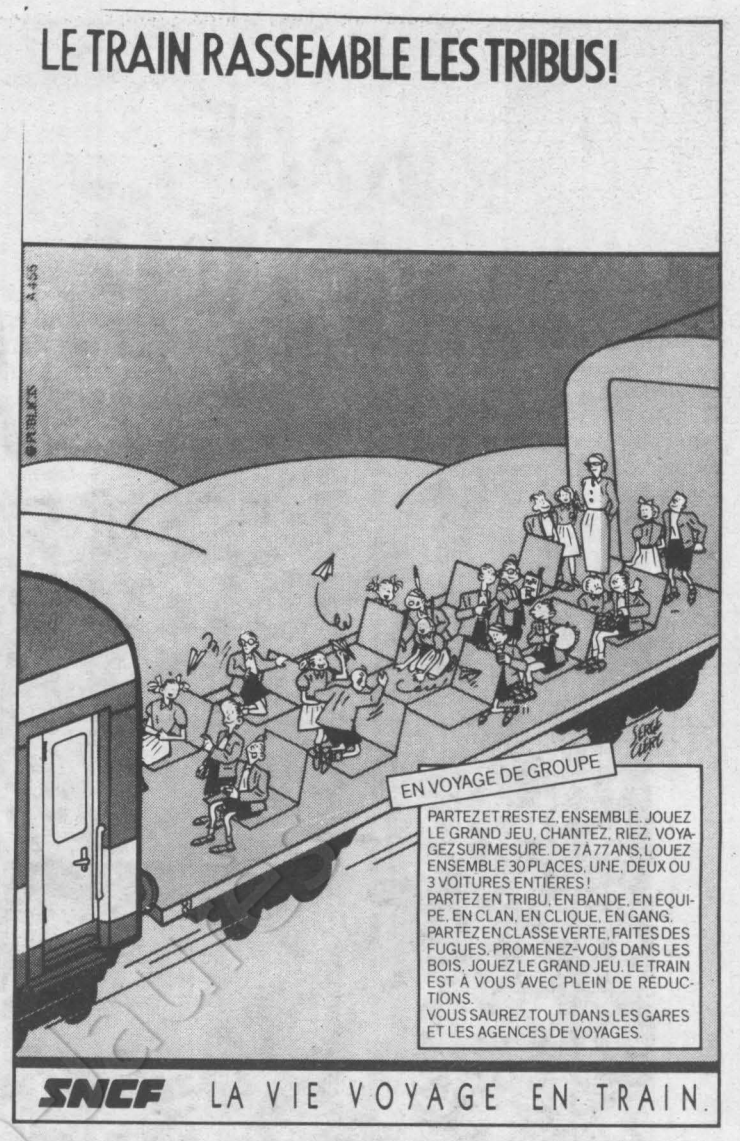
caine bien dans la tradition du Sud-Ouest, dans une famille favorable au Front populaire. C'est dans ce climat « de gauche », à partir de 1934-1936, alors que je n'avais que 5-6 ans, que j'ai commencé à entendre parler du parti communiste...

« Pour ce qui me concerne, j'ai toujours été rebelle à toute adhésion à un parti. Car je me connais : je suis très individualiste ; si j'adhérais à un parti, je risquerais d'avoir envie de faire le contraire de ce que prône ou fait le parti. Ce qui ne veut pas dire que je ne reconnais pas le rôle et l'importance d'un parti comme le P.c.f.

« Le P.c.f. m'a toujours intéressé. Pour plusieurs raisons. Socialement, il est enraciné dans les milieux populaires. Historiquement, il renvoie au rôle du communisme dans le monde. Philosophiquement, il se réfère à une conception matérialiste du monde.

« J'ai souvent voté pour les communistes, notamment à cause des positions anticoloniales du parti communiste. Mais tout cela était resté très existentiel, très intime, relevait d'une simple conviction d'ordre privé que je gardais pour moi. Ce n'est qu'à partir de 1958 que j'ai pris publiquement position aux côtés du P.c.f.

« Comme citoyen, j'étais plutôt satisfait de la IV[e] République : le gouvernement était faible certes, mais les institutions favorisaient une véritable réconciliation nationale. De Gaulle et la V[e] République sont arrivés pour de nouveau couper la France en deux. C'est pourquoi, dès 1958, je me suis retrouvé proche de ceux qui ont refusé la V[e] République, qui l'ont combattue : François Mitterrand et le P.c.f. » ●



Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue Solférino 75007 Paris. Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédactrice en chef : Nicole Chaillot ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Carlos Ferrari-Lopez, Denis Dangaix, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Stephen Gere, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Françoise Loriol, Philippe Maquat, Pierre-Yves Poindron. Correspondants à l'étranger : Michel Mathieu (Rome), Jérôme Vaillant (Bonn). Secrétariat de rédaction : Mauricette Duchemin ; Révision : Nadine Berger. Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Daullé, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Secrétariat : Sylvie Champenois et Colette Tahir ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Administration : Barbara Broust-Picaud ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité ; Directrice de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

banque centrale des coopératives et des mutuelles

au service des Entreprises culturelles

Partenaire privilégié des entreprises culturelles, la BANQUE CENTRALE DES COOPERATIVES ET DES MUTUELLES.

- encourage l'action du GANPAS en faveur des compagnies de spectacles,
- soutient la création du FORUM CULTUREL DE MONTPELLIER,
- invite tous ses partenaires de l'économie sociale, créateurs et programmateurs, à venir nombreux à ce grand rassemblement national du spectacle vivant.

FORUM CULTUREL DE MONTPELLIER
29, 30 et 31 Octobre 1984
Renseignements : GANPAS ☎ (1) 200.81.18

Banque de l'Économie Sociale

Au service des Mouvements Coopératif, Mutualiste et Associatif et de leurs adhérents et affiliés.

bccm

57 agences et bureaux, à Paris et en Province
Siège Social :
12, place de la Bourse, 75002 Paris
☎ (1) 233.44.71

LA VIE D'ARTISTE musiques



Bernand

Renato Bruson et Shirley Verrett dans « Macbeth » à l'Opéra de Paris.

De son côté, la lady de Shirley Verrett est demeurée, malgré les années, l'idéale personnification du mal absolu grâce, entre autres, à ses dons d'actrice incandescente et au timbre fascinant qui est le sien, cependant que Ghena Dimitrova, dans l'autre série, impose une voix d'une infernale puissance, tranchante comme un poignard. Si l'on note encore l'excellent Banco de John Tomlinson et les débuts prometteurs d'un Japonais, Taro Ichihara, Macduff de noble race, on obtient une soirée d'exception valant bien toutes les longues heures de queue pluvieuse qu'elle réclame.

FABIAN GASTELLIER

** « Macbeth », de Giuseppe Verdi. Mise en scène d'Antoine Vitez, direction de Georges Prêtre. Avec, en alternance, Renato Bruson/Franz Grundheber ; Shirley Verrett/Ghena Dimitrova ; John Tomlinson, Taro Ichihara. Théâtre de l'Opéra de Paris : 747.57.50, les 13, 14, 18, 21, 24, 26 et 29 octobre - 19 h 30.*

(1) Eh oui ! Le « Macbeth » de Verdi n'avait encore jamais été monté à Paris. A noter : l'actuelle production restitue l'aria finale du Macbeth, tiré de la première version de 1847.

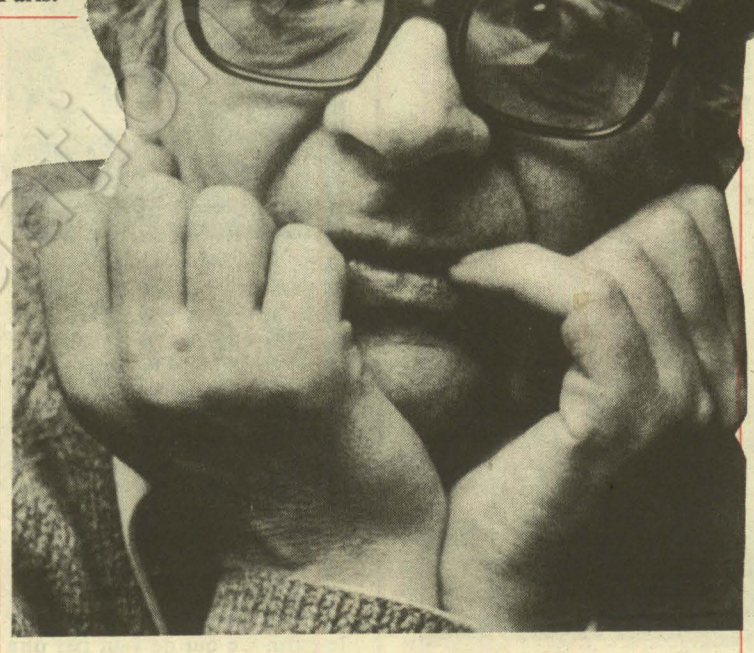
OPERA

Noir c'est noir

Un immense escalier sombre s'envolant vers la droite et surplombé, à sa gauche, d'une imposante succession de panneaux macabres supportant un entrelacs de statues foudroyées : le décor torturé imaginé par Yannis Kokkos pour ce premier « Macbeth » parisien (1) ne laisse planer aucun doute sur le climat d'angoisse et de mort qui suinte du drame de Shakespeare comme de la musique de Verdi. Noir c'est noir, les éclairages tenus ont suivi le mot d'ordre, mais l'œuvre est ainsi faite : un de ces opéras crépusculaires plus chuchotés que chantés, où la pensée prédomine sur l'action. Une fiévreuse tempête sous un crâne.

Face au grandiose univers de Kokkos, parfois trop obsédant, la mise en scène d'Antoine Vitez opte de son côté pour la simplicité, l'épure, voire la convention. On attendait plus d'audace de la part d'un tel homme, mais du moins son travail a-t-il le mérite d'épouser la partition à la perfection ou, plus exactement, la lecture volontiers romantique de Georges Prêtre. Ce dernier prend avec Verdi quelques curieuses libertés de tempo, dans la lenteur le plus souvent, mais sait galvaniser l'orchestre de l'opéra comme personne. Ce dont nul ne se plaindra.

Toutefois, l'élément force de ce « Macbeth » demeure son interprétation et, particulièrement, son interprète principal, Renato Bruson, qui campe un roi pathétique tout à la fois faible et grandiose, aux accents déchirants, à la voix bouleversante et d'une couleur unique. Dans la seconde distribution, Franz Grundheber le remplace tant bien que mal, pâtissant d'une comparaison impossible mais inventant un Macbeth rageur, très extérieur et ne manquant pas d'intérêt.



Pascal Lebrun

REGGIANI, L'HOMME BLESSE

Des coups, il en a reçu, et qui font mal. La vie n'est pas toujours une fête. Mais il s'accroche, et chante ses blessures. Celles d'un homme qui a bien du mal, parfois, à se faire à sa condition d'homme. Désenchanté, lucide et généreux, Serge Reggiani nous revient pour quinze jours à l'Olympia. Il s'en est passé, du temps, depuis « Sarah » et « le Petit Garçon ». Lui n'a pas changé. Juste un peu plus souffert, sans doute. Mais il a, comme jamais, envie de chanter. Et nous de l'écouter. Ses blessures, ce sont aussi les nôtres. L'amour qui meurt, l'habitude, l'absence, la rupture. Et le soleil dans les yeux d'un enfant, et la chaleur des amitiés fidèles. Pas étonnant que Reggiani soit si à l'aise dans le petit monde de Claude Sautet et Jean-Loup Dabadie. Rappelez-vous son personnage d'écrivain raté dans « Vincent, François, Paul et les autres ». Parce que Reggiani, par ailleurs, c'est un sacré comédien. Eh oui, « Casque d'or », évidemment... Cette perle rare du cinéma français. Aujourd'hui, – et sans doute faute de contrats – l'homme se consacre à la chanson. Huit jours de récital à Louvain-la-Neuve, en Belgique, l'ont gonflé à bloc : « Le public était très chaleureux, tout à fait formidable. Je suis en pleine forme. » Le trac, pour l'Olympia ? « Oui, mais pas plus qu'ici. Partout, avant d'entrer en scène, j'ai le trac. » Il vient d'enregistrer un disque, mais préfère ne pas en parler : « Une chanson, ça s'écoute, ça ne se raconte pas. » C'est vrai. Comment raconter la vie qui va et qui parfois se fêle ? L'amour qui s'effiloche et le cœur en écharpe ? Monsieur Reggiani, c'est promis. On sera tous à l'Olympia.

MARTINE DUCOUSSET

**** Serge Reggiani, à l'Olympia : 742.25.49 du 16 au 28 octobre - 20 h 30.***

OPERETTE

Marxiste, tendance Groucho...

Le roi Ouf I^er^ est un tyran dont le sort se trouve lié par les astres au colporteur Lazuli dit « l'Etoile », dont il cherche par tous les moyens à protéger la fantasque existence. Quiproquos, gags en tous genres : Emmanuel Chabrier fait dans la musique pétillante et, pour le servir, Louis Erlo et Alain Maratrat ont inventé un Orient imaginaire qui semble né de l'esprit des Marx Brothers. Perruque à la Harpo, dégaine et présence formidables, Colette Alliot-Lugaz (Lazuli) crève l'écran de la salle Favart, parfaitement épaulée par le monarque à chichis de Michel Sénéchal. Les autres suivent la cadence, signée avec brio John Burdekin au pupitre. On rit, ça fait drôlement du bien et ça sera à l'affiche pour Noël.

F.G.

** « L'Etoile », d'Emmanuel Chabrier. Mise en scène de Louis Erlo et Alain Maratrat. Avec Colette Alliot-Lugaz , Véronique Dietschy, Michel Sénéchal, Martine Mahé, Jules Bastin... Opéra-Comique : 296.06.11. Les 13 octobre, 2, 7 novembre, 20, 22, 27, 29 décembre à 19 h 30, et les 24 et 31 décembre à 20 heures.* *F.G.*

CHANSONS

Super Eddy and Mister Mitchell

Gageure ? Folie ? Tiendra-t-il le coup ? Le bougre en est bien capable. Il donne tellement l'impression d'être flemmard qu'on n'ose y croire. Mais on le souhaite. Et, vu tout ce qu'il a déjà fait, on peut lui faire confiance. Mais, justement, comme il fait plein de choses, il a refilé la conception du show à Jérôme Savary. Du coup, super-show à l'américaine avec girls du Crazy Horse, gâteaux truffés à la dynamite... Bref, du Savary. Heureusement que Mitchell n'est pas le premier venu et qu'une telle machine ne lui fait pas peur. Résultat : un spectacle comme on en voit peu où trône le sieur Eddy, rocker devant l'éternel, remplaçant sans problème les éléphants que voulait son metteur en scène. Spectaculaire.

J.D.

** Eddy Mitchell - Palais des Sports : 828.40.90 jusqu'au 11 novembre puis, après, en tournée à travers la France. J.D.*

N'envoyez pas valser cette polonaise...

Telle quelle. Inchangée, Prucnal. Diva blonde et clown à paillettes. Modulant sur bien des registres, du faux romantisme au combat politique, elle vibre sans se prendre au sérieux et nous entraîne à cœur et corps perdu au fond de son univers : la générosité. Elle se donne, Anna, sans jamais se reprendre. Qu'il s'agisse de crier le désespoir des « Amants de la rue Kamiena » ou de rendre un poignant hommage à une amie disparue (« Elisabeth »), elle est à vif, à nu. Elle « danse sur sa dissidence » en souhaitant que l'on ne fasse pas d'elle le porte-drapeau de la Pologne. Elle pleure la Pologne, Anna, mais elle a raison. Elle est

De la bouteille, des rides mais quel talent ! Le retour en force des vieux de la vieille nous comble de plaisir quand ils s'appellent Reggiani, Ferré, Mitchell ou Verdi ! D'autant qu'une autre douairière — l'opérette — réapparaît après un lifting réussi.

plus qu'une cause : une chanteuse.

F.G.

** « Anna Prucnal : qui j'aime », récital. Théâtre de Paris (petite salle). 281.25.10 - jusqu'au 4 novembre, 20 h 30.*

JAZZ

Quand la Lorraine s'éclate

Touré Kunda en tournée et de passage aux Nancy Jazz Pulsation * avec Avan Van, Dédé St Prix et les frères Samb. Mais aussi Ornette Coleman : l'événement. Le « pape » du free jazz, celui qui ne donne qu'une dizaine de concerts par an, celui pour qui le vrai jazz donne envie de danser. Pour sa septième édition, le festival de Nancy propose, du 11 au 21 octobre, une programmation qui mérite le détour (entre autres, B. McFerrin, M. Petrucciani, L. Bowie, Ray Charles, D. Humair...), d'autant qu'il s'éclate à travers la Lorraine Afro, rock, jazz... ça swingue dans les terrils.

J.D.

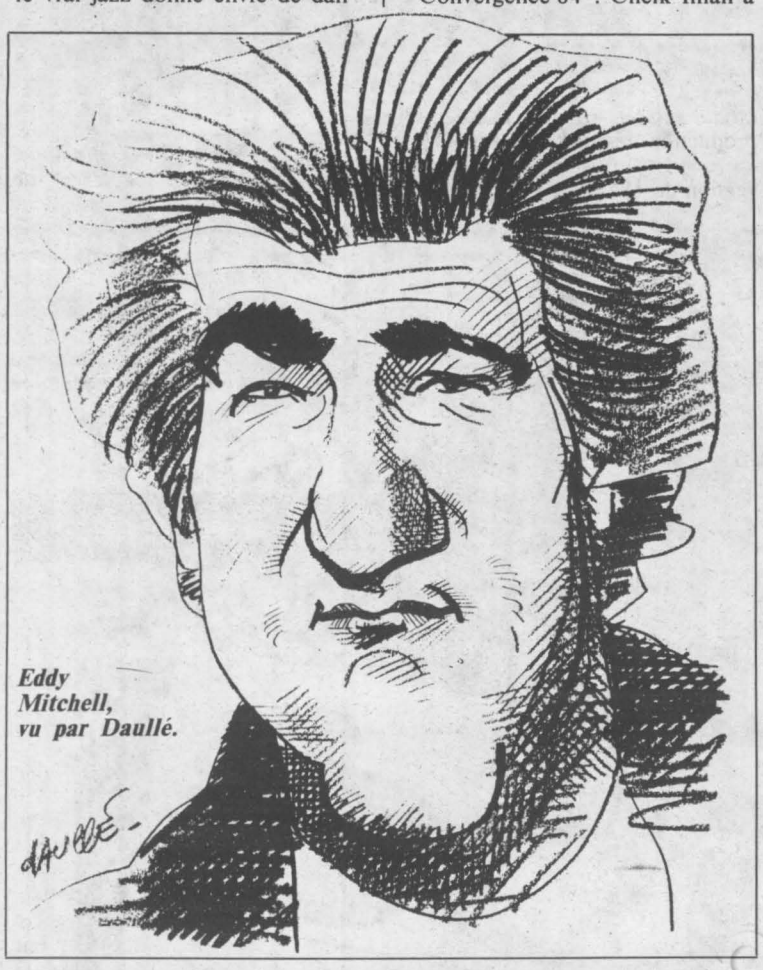
** « Nancy Jazz Pulsations » : (8) 330.44.44. Le 11 à Laval, le 13 à Nancy, le 26 à Dijon, le 28 à Montbéliard, le 9 novembre à Thonon-les-Bains, le 10 à Annecy et le 7 décembre à Longwy.*

Elle pétarade la « mob » de Convergence 84

Finie la marche, vive la mob. Un an après leur pérégrination pédestre, les beurs refrappent un grand coup. Du moins ceux qui n'ont pas opté pour le repli sur soi, le « lobby » à l'américaine. « La France, c'est comme une mobylette ; pour avancer, il lui faut du mélange. » Alors, Convergence 84 : cinq groupes – maghrébins, africains et antillais, portugais, asiatiques (l'Union générale des Vietnamiens vient de s'associer) et Français – partiront de Marseille, Toulouse, Brest, Dunkerque et Strasbourg pour converger sur une immense fête interculturelle le 1er décembre à Paris. En attendant, premier concert au profit de Convergence 84 : Cheik Iman à la Mutualité le 11 octobre à 20 h 30. Nul doute que leur route sera rythmée de soirées musicales, concerts... A suivre.

JEAN DURIAU

** « Convergence 84 » : 85 bis, rue de Ménilmontant - 75020 Paris. 366.34.64. J.D.*



Eddy Mitchell, vu par Daullé.



Anna Prucnal. *Pascal Lebrun*

Sans oublier...

BANDE : Nene's Band (jazz brésilien) au New Morning le 13 octobre à 21 h 30. Jazz et Pampa ! Musicien depuis « toujours », découvert par Pascoal, membre du Quarteto Novo... A ne manquer sous aucun prétexte.

MELAO : Azuquita y su... au Forum du 22 au 24 inclus. Danse et chauffe !



Miles Davis. *A.f.p.*

JAPONAISERIE : Rita Mitsuko en tournée : le 11 à Brest, le 13 à Lyon, le 14 à Blois, le 16 à Toulouse, le 18 à Orléans, le 19 à Poitiers, le 20 à Genève. Le groupe qui monte. (Eh, patate, ça fait un bout !)

ENCORE ? : Eh oui. Miles Davis, mais aussi B. McFerrin, New York Uba, Art Ensemble of Chicago, G. Evans,... Tout ça pour le festival de Jazz de Paris, du 27 octobre au 6 novembre inclus (783.33.58 et 273.06.66).

ANGERS : Téléphone, le 19 octobre, Jazztel, le 9 novembre, E. Mitchell le 22, B. Lavilliers le 24. Ça balance dans la Loire.

HOJOTOHO : « La Walkyrie » de Wagner en version de concert. Au menu, la Rysanek dans le rôle de Sieglinde entourée de Siegfried Jerusalem, Mathias Holle, Simon Estes, Waltraude Meier et Ute Winzing. Le tout sous la baguette de Marek Janowski. A vos minicassettes : c'est retransmis le premier soir sur France-Musique (le 26 octobre à 18 heures salle Pleyel : 563.88.73 ; et le 28 octobre à 18 heures, au T.m.p. Châtelet : 561.19.83.)

IMAGES : Tout l'opéra en affiches... Du Second Empire à aujourd'hui. Ça se consulte au musée de la Galerie Seita, 12, rue Surcouf (VIIe) de 11 heures à 18 heures jusqu'au 12 janvier.

OLE ! : Après le tango, la zarzuela. Une succession de tableaux flamboyants pour nous entraîner vers l'Espagne. Quinze représentations du 15 au 28 octobre au T.m.p. Châtelet : 561.19.83.

KLEENEX : La Manon de Massenet, alias Anne-Marie Blanzat, va mourir à Strasbourg sous la direction musicale de Gabriel Chmura et dans une mise en scène de René Terrasson, qui a reconstitué la partition originale de l'œuvre. A vos mouchoirs ! (Opéra du Rhin (88) -36.45.66, les 19, 21, 27, 30 octobre et 2, 4, 9, 13, 15, 18 novembre).

L'OPERETTE DE RETOUR DANS UN CARROSSE D'OR

« La Périchole » est-elle en train de conquérir Paris ? Elle le mériterait bien, la chère enfant. Mais au théâtre des Champs-Elysées où Jérôme Savary l'a mise en scène, voilà qu'elle pétille à moitié. Hélène Delavault, petite voix mais abattage certain, a beau se démener comme un beau diable, les ficelles grossières du spectacle la desservent plus qu'autre chose. Car elle est tout, « la Périchole » d'Offenbach, sauf vulgaire...

Pourtant l'opérette est bien en train de gagner du terrain. Dans le cœur du public et dans les volontés du ministère de la Culture qui espère, par les récentes mesures adoptées, lui redonner un bain de jouvence. Voici donc instauré le « Théâtre contemporain de l'opérette », institution prenant en quelque sorte le relais du « théâtre français de l'opérette », une idée de la cantatrice Eliane Lublin. Son propos ? « Mettre en place les procédures de reconnaissance et de soutien aux projets retenus parmi ceux qui lui seront soumis. » En clair : aider l'opérette à se hisser sur le podium de la qualité.

Vaste programme. Jusqu'à présent elle vivotait et s'enlisait lentement dans d'innombrables tics et mauvaises habitudes dont il ne sera pas aisé de la sortir. Depuis belle lurette, en fait, l'opérette sonne à nos oreilles comme l'absolu synonyme de la ringardise. Or, c'est aller un peu vite en besogne que de l'associer systématiquement aux décors de toiles peintes devant lesquels se trémoussent les infatigables Marcel Merkes et Paulette Merval. Sans parler de l'œil de braise de Jose Villamor et du corazon de velours de Maria Candido dans les interchangeables spectacles en kit musical de Francis Lopez. Première urgence : remettre les pendules à l'heure. D'où une quadruple mission pour le susnommé T.c.o. : maintenir et renouveler le répertoire, veiller à l'emploi prioritaire des chanteurs français, s'assurer de la qualité de l'encadrement artistique, et mettre sur pied une meilleure exploitation des productions.

René Terrasson, directeur de l'Opéra du Rhin à Strasbourg, est l'un des premiers à se réjouir de ce plan de bataille. « On peut dire qu'un grand pas a été franchi, estime-t-il. La caution du ministère à un genre dit « mineur », et peu souvent considéré comme nécessaire, est une victoire pour la musique. L'opérette, en plus des plaisirs qu'elle peut procurer lorsqu'elle est bien montée, est une source importante de débouchés pour les artistes : combien de chanteurs qui ne posséderont jamais une voix « d'opéra » peuvent y faire la carrière qu'ils méritent ! Mais attention à ne pas tomber dans le piège qui consisterait à enfermer le chant français dans la seule opérette ; à dire que nos artistes ne sont bons qu'à cela et que c'est pour les employer que l'on a fait tout ce travail ! »

Une mise en garde qui pose certains des vrais problèmes pesant lourd, il faut l'avouer, dans le ciel serein désiré par Jack Lang. Sergio Segalini, rédacteur en chef de la revue « Opéra International », va plus loin encore et dans une autre direction, peut-être plus pessimiste. Pour lui, les décisions prises ne constituent qu'un tout premier acte : « Je redoute plus que tout le geste de bonne conscience, explique-t-il. Ne va-t-on pas utiliser cette belle idée à la façon d'un garage, pour faire chanter les chanteurs de troisième ordre dont on ne sait que faire ? » Inquiétude fondée. La renaissance de l'opérette, d'après ce que l'on peut en voir, semble miser énormément sur le travail scénique. De Jorge Lavelli à Jean-Claude Brialy en passant par Giuliano Montaldo, on nous offre des signatures de stars. Mais qui va chanter ? « On n'est un grand interprète d'opérette que lorsqu'on a totalement maitrisé le chant d'opéra, estime encore Sergio Segalini. Lorsqu'on s'appelle Elisabeth Schwarzkopf, Hilde Gueden... Faire commencer un artiste tout frais sorti du Conservatoire par ce genre de chant, c'est risquer de l'enfermer à jamais dans des déformations sans remède. »

Bref : du pain sur la planche si l'on veut ne pas se contenter d'un cautère sur une jambe de bois. En décembre 1984, le T.c.o. fera connaître les réalisations programmées pour 1985 et au-delà. Qu'en sera-t-il alors ? Réalité ou mirage ? Jack Lang voit loin, qui a promis la réouverture de la Gaîté Lyrique et la construction à travers toute la France d'une dizaine de salles comparables à l'actuel « Zénith » parisien pour accueillir, entre autres, le répertoire de l'opérette. Vœu pieux ? Y aura-t-il un public ? Allez savoir... Les « petits Mozart » des Champs-Elysées » sont peut-être fort mal traités actuellement, mais il n'empêche que, côté salle comble, le groupe AC/DC doit bien être au coude à coude avec l'escarpolette d'André Messager.

FABIAN GASTELLIER



Hélène Delavault dans « la Périchole ». *Sipa-presse*



Avec ce numéro de « l'Unité » débute une grande enquête sur un sujet à la fois historique et de brûlante actualité et qui intéresse tous les socialistes. C'est l'occasion de leur rappeler que « l'Unité » est leur journal, le seul organe d'expression nationale du P.s. et qu'il a besoin du concours de tous pour vivre et se développer. En cette période difficile, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. Face à la grande presse hostile, les socialistes ne peuvent s'en remettre à personne pour soutenir leur propre journal.

Pour améliorer encore « l'Unité », pour qu'elle vous apporte chaque semaine davantage d'informations et d'arguments, nous avons besoin de vous. Abonnez-vous ou réabonnez-vous, recrutez autour de vous de nouveaux abonnés en profitant du tarif actuel que nous maintenons encore pendant quelques semaines, dans le cadre de notre grande campagne de relance.

Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de « l'Unité » 10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné .....

.....

demeurant.....

.....

.....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » et vous adresse la somme correspondante

* ***abonnement de six mois (180 F)*** ☐

* ***abonnement d'un an (270 F)*** ☐

☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35.J.PARIS

Date Signature

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325

Collection Fondation Jean-Jaurès